

# Principaux résultats de l'étude VOXLEX- Référendum 2015

Bureau de la Chambre des Députés du Luxembourg-  
Janvier 2016

Pr. Philippe POIRIER (PH.D. Hab.)

Chaire de recherche en études parlementaires  
(<http://chaireparlementaire.uni.lu>)

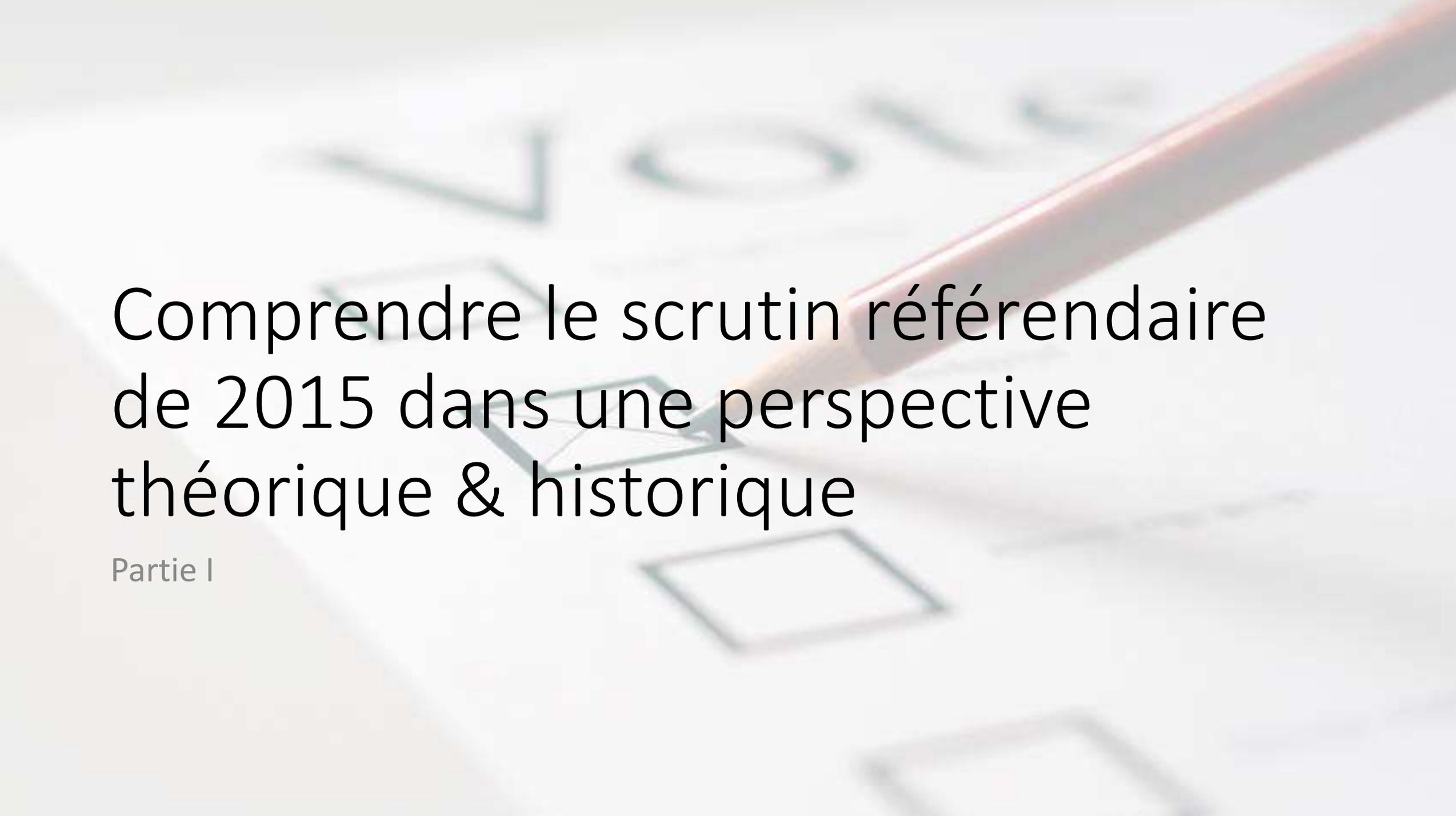
Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Education

# Plan de l'intervention

- I. Comprendre le scrutin référendaire de 2015 dans une perspective théorique & historique
- II. Qui sont les électeurs au référendum de 2015 ?
- III. Opinion sur le système politique et le Gouvernement
- IV. Les déterminants généraux du vote
- V. Les votes par ventilation partisane et ses éventuelles conséquences
- VI. Opinion sur les droits politiques des étrangers
- VII. Opinion sur l'âge électoral
- VIII. Opinion sur le mandat ministériel
- IX. Opinion sur la campagne électorale
- X. Analyse des résultats

# Matériel de la recherche

- ❖ Les sondages préélectorales de septembre 2014 à mai 2015 exécuté par TNS-ILRES commandités par RTL & WORT (PoliMonitor);
- ❖ Un sondage postélectoral exécuté par TNS-ILRES auprès de 857 électeurs (18 ans et plus) de nationalité luxembourgeoise, du 04.07 au 04.08.2015 commandité par la Chambre des Députés;
- ❖ Les données statistiques de l'étude référendaire de 2005, des études électorales de 2009, de 2013 et de 2014 commanditées par la Chambre des Députés;
- ❖ Les données qualitatives du premier volet de CVILEX du printemps 2014 (Consultations citoyennes) commandité par la Chambre des Députés;
- ❖ Les eurobaromètres 81, 82, 83, 84 publiés en 2014 & 2015 commandités par la Commission européenne;
- ❖ Les données des études *European Values Study* de 2008 et à partir de 2012 (projets trans-universitaires);
- ❖ Les documents officiels publiés par les acteurs conventionnels et non conventionnels du système politique luxembourgeois (partis, syndicats, comité de citoyens, organisations professionnelles, organisations non gouvernementales, syndicats) de janvier 2013 à juillet 2015 sur les quatre réformes initiales constitutionnelles;
- ❖ Les données qualitatives de referendum.lu;
- ❖ Les données qualitatives des sites RTL.LU et WORT.LU dédiés à la campagne référendaire de janvier 2015 à juillet 2015;
- ❖ La revue de presse du Gouvernement de septembre 2014 à juillet 2015 via le site intranet du Service information & Presse du Gouvernement.

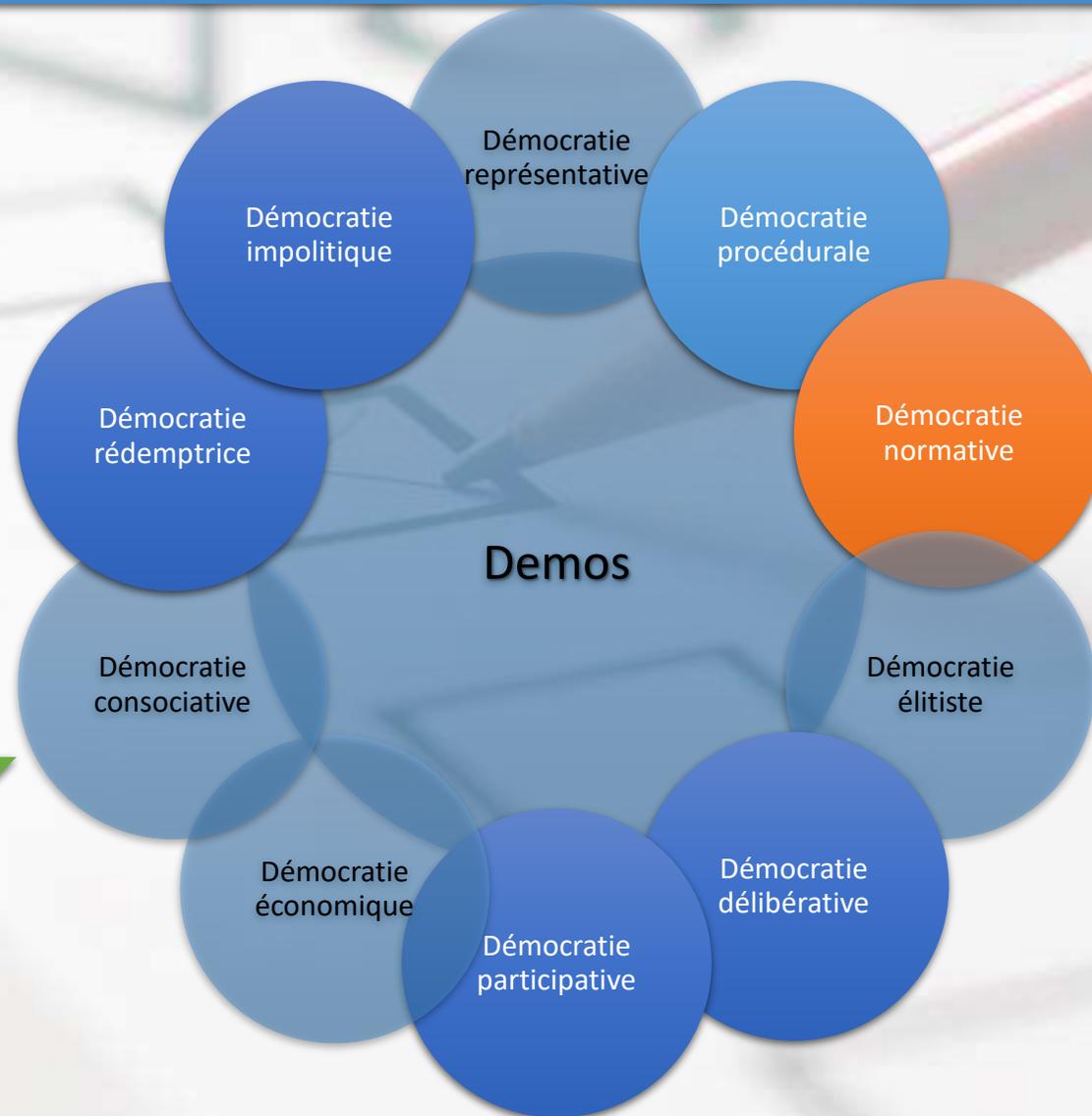
The background features a close-up, slightly blurred view of a wooden pencil lying diagonally across a white document. The document has several rectangular checkboxes, some of which are partially filled with blue ink. The overall lighting is soft and natural, suggesting an indoor setting.

# Comprendre le scrutin référendaire de 2015 dans une perspective théorique & historique

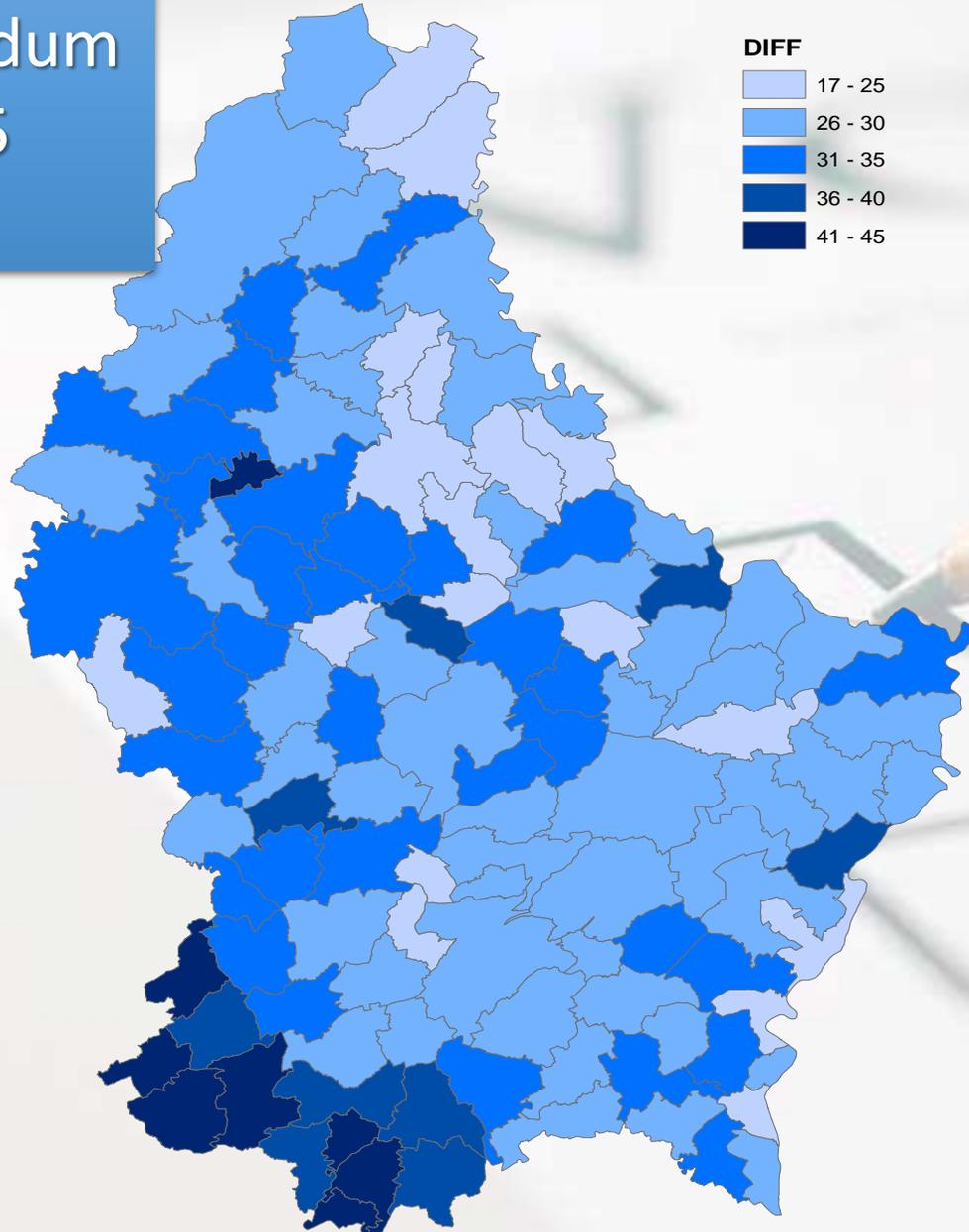
Partie I

# 12 formes & pratiques de démocratie concurrentes et complémentaires à l'œuvre au Luxembourg & dans l'Union européenne

Lignes de fracture entre les partisans des « oui » et des « non » sur la nature de la démocratie



# Référendum 2005



Différence entre vote cumulé (CSV +LSAP+ Verts +DP : Min 77%, Max 93%) aux européennes de 2004 et niveau du « oui », par commune

- ❖ Le « socle électoral » des forces politiques du « non » n'expliquait pas tout;
- ❖ C'étaient des taux de « dissidence » plus forts qui ont causé les meilleurs scores du « non »;
- ❖ Près d'1 électeur sur 2 dans les communes où le « non » était majoritaire, 1 sur 3 en moyenne pour pays.
- ❖ La dissidence était la plus forte dans le Sud et en partie dans le Nord, nourrie à la fois des électorats socialistes et/ou en lien avec des communes rurales.

# La cohésion sociale dans une perspective différentialiste culturelle était déjà l'un des thèmes majeurs du référendum de 2005 (groupe de discussion)

## Éléments valorisés

**Le modèle social luxembourgeois est jugé performant et doit être préservé en l'état.**

**Pour des Luxembourgeois, une « culture de référence » est à reconstruire à travers l'unilinguisme luxembourgeois.**

## Éléments critiqués

**Pour des Luxembourgeois, l'eupéanisation des sociétés est considérée déstabilisatrice et menaçante à court terme pour la cohésion sociale au Grand-duché.**

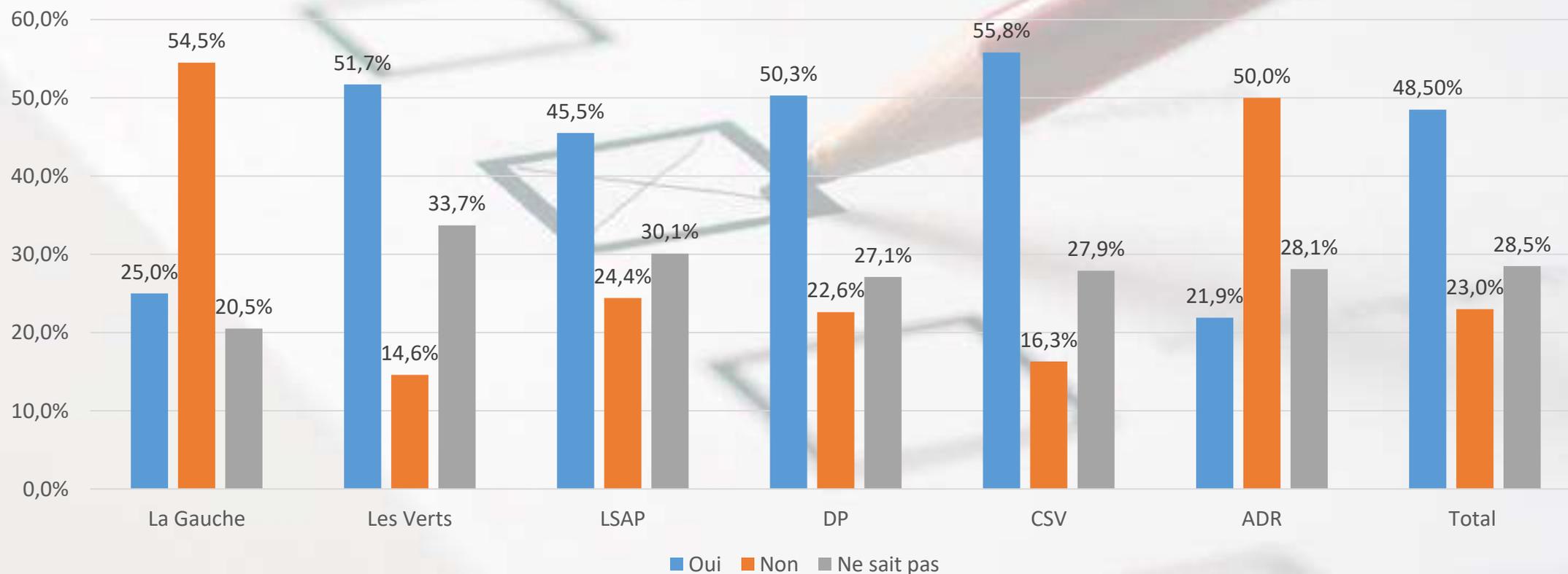
**L'individuation liée au marché unique devrait être endiguée par les pouvoirs publics au niveau européen et au niveau national.**

## Les 5 premières motivations du « non » en 2005 : Le devenir du modèle social luxembourgeois (enquête eurobaromètre)

France	%	Pays-Bas	%	Luxembourg	%
Effets négatifs sur l'emploi en France/ délocalisation des entreprises/ perte d'emplois / est contre la directive Bolkestein	31	Manque d'information	3 2	<b>Effets négatifs sur l'emploi au Luxembourg/ délocalisation des entreprises/ perte d'emplois / est contre la directive Bolkestein</b>	<b>37</b>
La situation économique en France est trop mauvaise/ Il y a trop de chômage en France	26	Perte de la Souveraineté nationale	1 9	<b>La situation économique au Luxembourg est trop mauvaise/ Il y a trop de chômage au Luxembourg</b>	<b>23</b>
Le projet est trop libéral sur un plan économique		Opposition au Gouvernement/ à certains partis politiques	1 4	<b>Pas assez d'Europe sociale</b>	<b>22</b>
Opposition au Gouvernement/ à certains partis politiques		L'Europe coûte trop cher	1 3	<b>Le projet va trop loin / trop vite</b>	<b>20</b>
Pas assez d'Europe sociale	16	Je suis contre la Construction européenne/l'Intégration européenne	8	<b>Ne veut pas de la Turquie dans l'Union européenne</b>	<b>17</b>
Trop complexe	12	Effets négatifs sur l'emploi en / délocalisation des entreprises/ perte d'emplois	7	<b>Trop complexe</b>	<b>17</b>

# Que disent les électeurs de 2015 d'avoir voté en 2005 ?

Approbation du Traité constitutionnel européen en juin 2005



Un électorat socialiste toujours divisé en de multiples positionnements

# Législatives 2013: Scrutin(s) historique(s)



Une structuration nouvelle du vote avec un électorat qui était de plus en plus «décagé» de la réalité démographique et économique (28,7% de l'emploi salarié au Luxembourg sont les citoyens nationaux en 2015- Statec) ...



Un premier recul dans la confiance des institutions depuis 1999, une volonté de continuité dans la formation des gouvernements mais aussi des nouveaux acteurs...



Un électorat inquiet de l'avenir économique, l'élément déterminant du vote de 2013 et encore plus qu'en 2009, déjà année record...



# Européennes 2014: Une seconde élection législative et euro-criticisme



Un électorat inquiet entre  
«unionisation» et  
«eurocriticisme»...



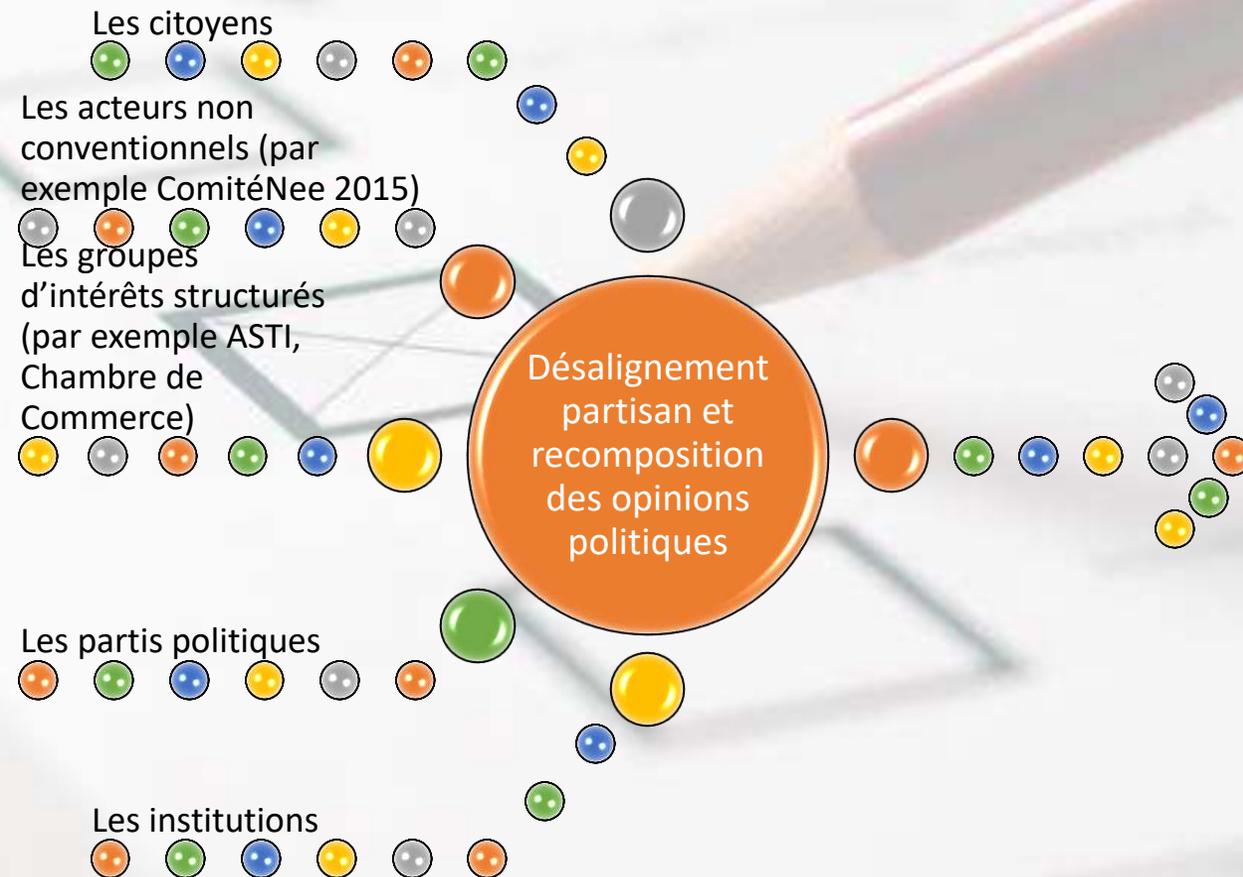
Un vote polarisé vers le centre-  
droit nourri notamment des  
conditions de la formation du  
Gouvernement en décembre  
2013...



Un électorat demandeur  
d'innovations économiques  
mais avec préservation du  
modèle social et du pouvoir  
d'achat...

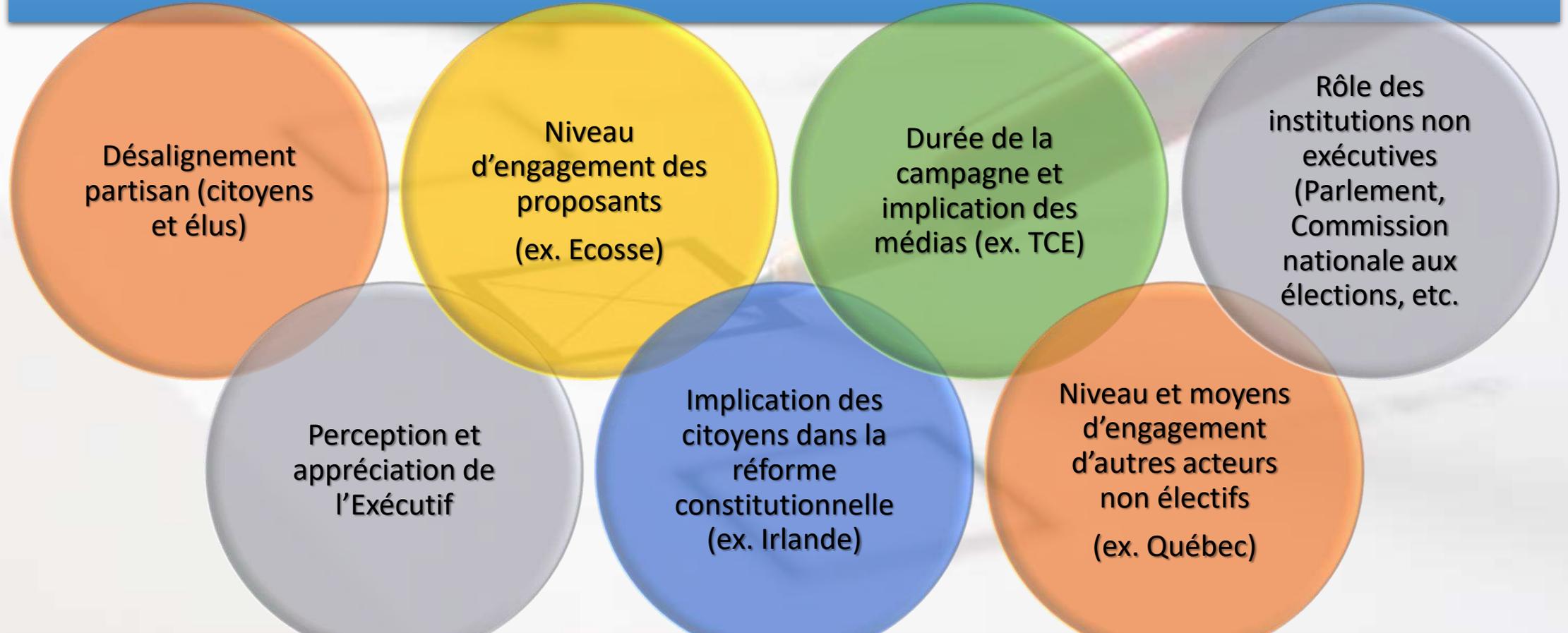


Rappel (littérature académique) : Un référendum est «ouvert» à une pluralité d'acteurs et où les règles du jeu ne sont pas les mêmes qu'une élection législative



Rôle des médias structurés, des réseaux sociaux et des sites producteurs d'autres informations (Blogs élus, nouveaux venus, etc.)

## Rappel II (littérature académique) : «Les règles d'or référendaires»



Les déviations «naturelles» des sondages sont amplifiées lors des campagnes référendaires  
(66% pour le «non» dernière semaine et 78% pour le «non» en réalité sur le droit de vote des étrangers aux législatives)



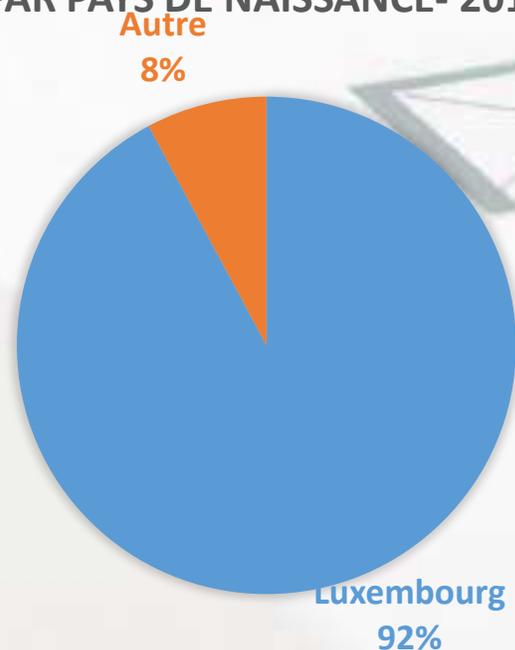
# Qui sont les électeurs au référendum de 2015 ?

Partie II

# Les électorats pondérés de l'étude

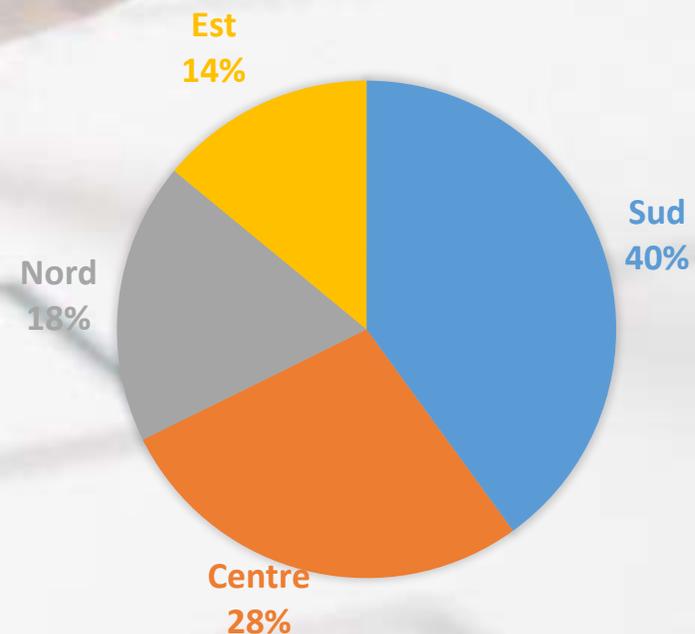
## Surreprésentation des Luxembourgeois nés au Grand-Duché

ELECTORAT PONDÉRÉ  
PAR PAYS DE NAISSANCE- 2015



## Surreprésentation des «sudistes» dans le corps électoral

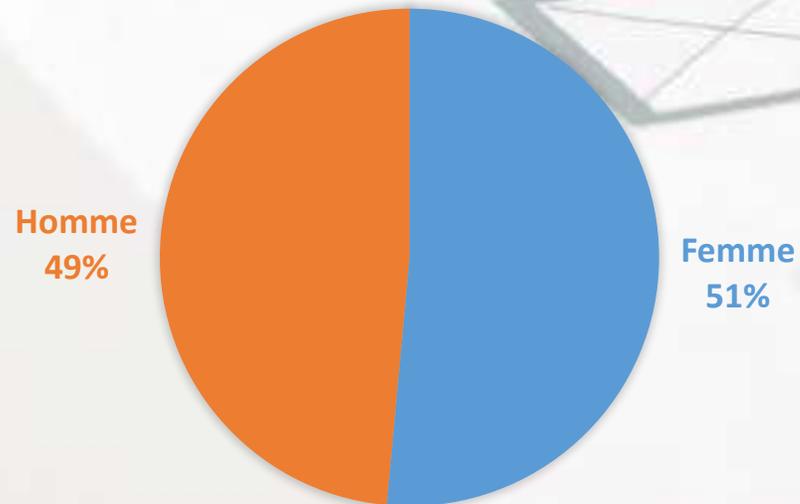
ELECTORAT PONDÉRÉ  
PAR CIRCONSCRIPTION- 2015



# Les électorats pondérés de l'étude d'après les données du Statec II

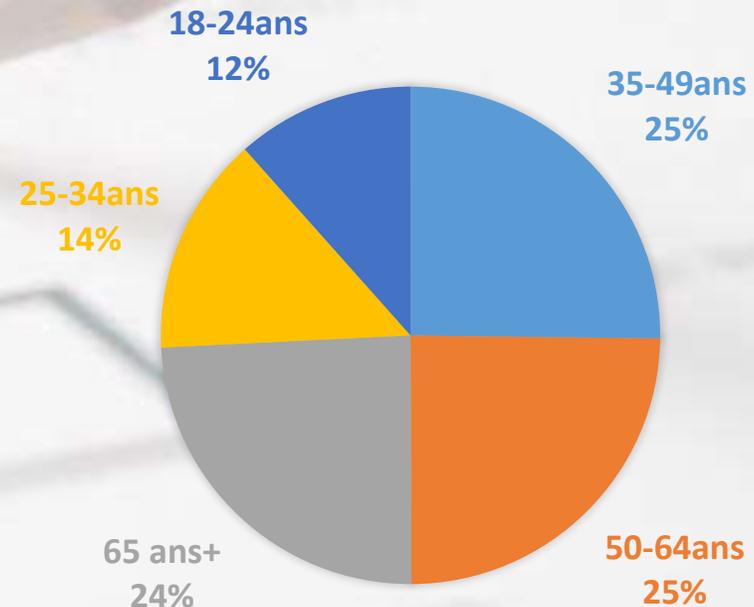
**Légère majorité féminine du corps électoral**

ELECTORAT PONDÉRÉ  
PAR SEXE- 2015



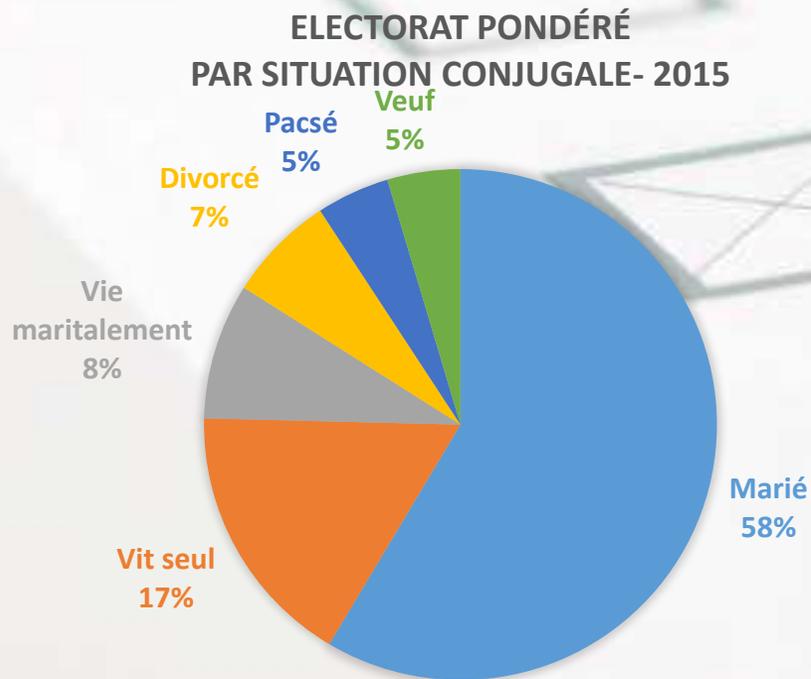
**Léger renforcement de la part des 50 ans et+ dans le corps électoral**

ELECTORAT PONDÉRÉ  
PAR ÂGE- 2015

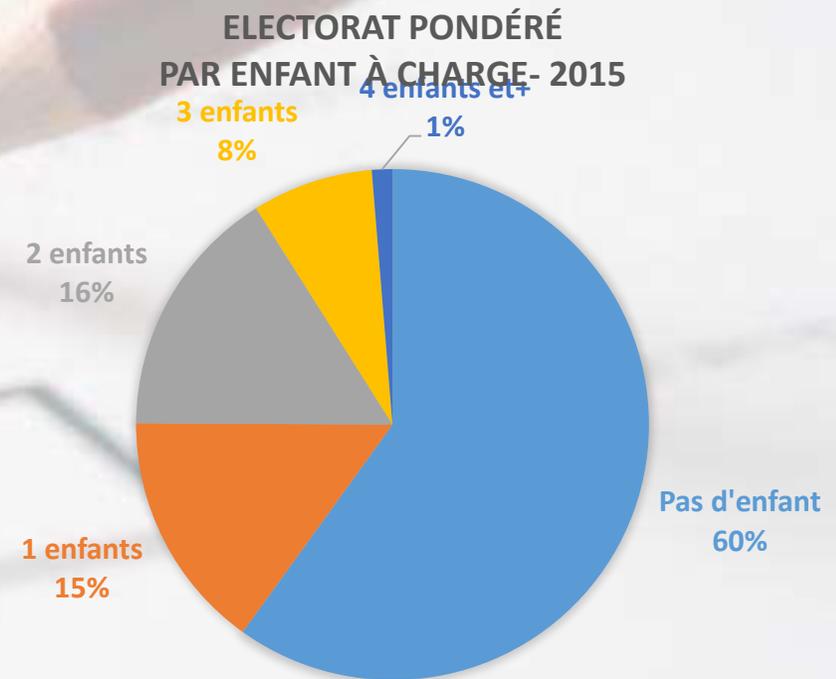


# Les électorats pondérés de l'étude

**58% du corps électoral est marié  
mais...**



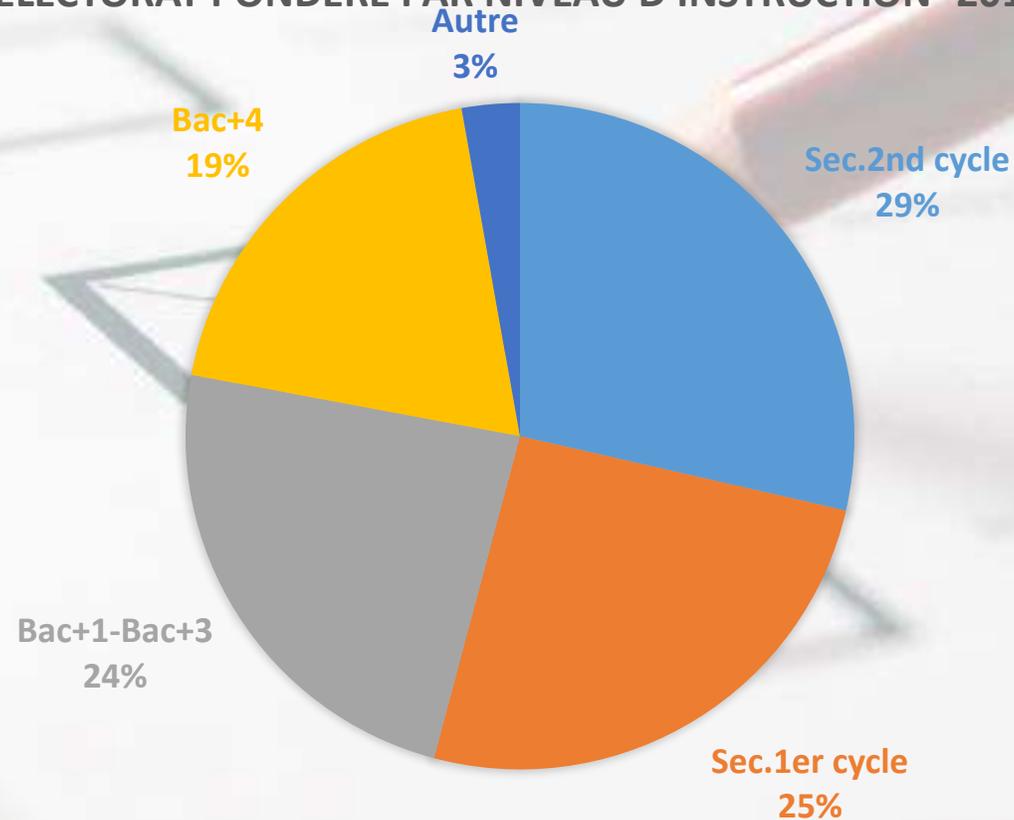
**60% du corps électoral est sans charge  
de famille directe**



# Les électorats pondérés de l'étude

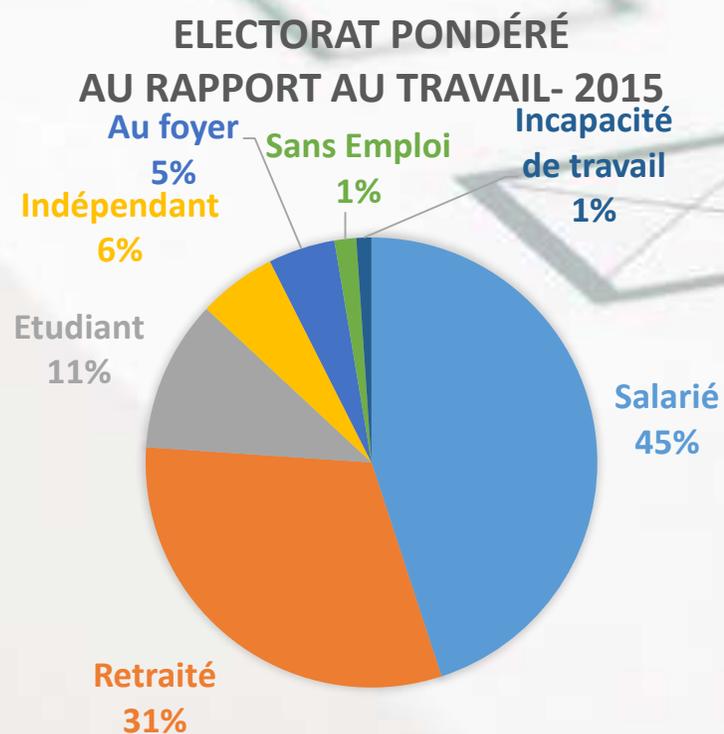
## 54% de l'électorat n'a pas le Bac

ELECTORAT PONDÉRÉ PAR NIVEAU D'INSTRUCTION- 2015

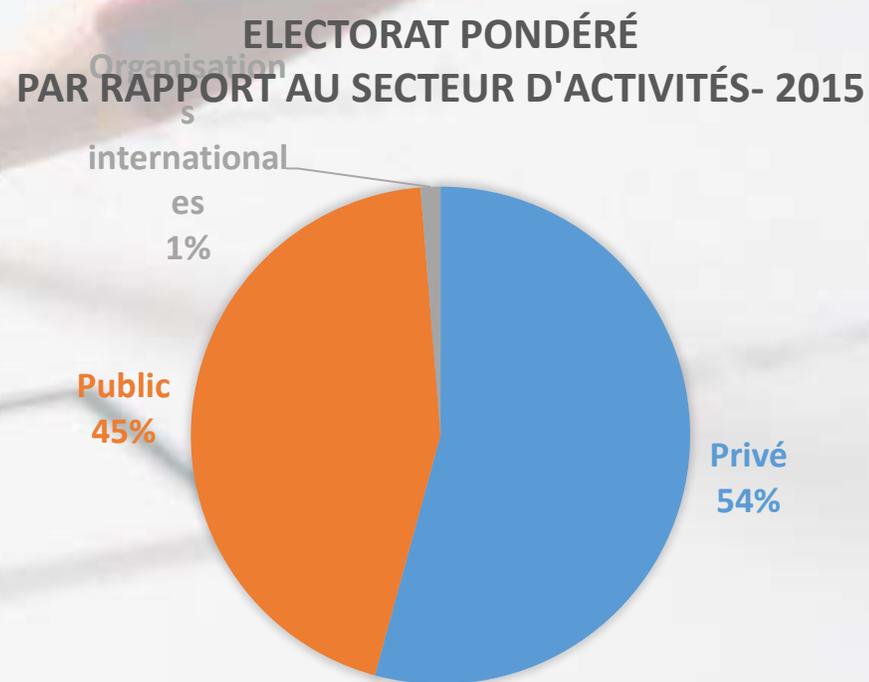


# Les électorats pondérés de l'étude

**51% du corps électoral travaille «normalement» et...**

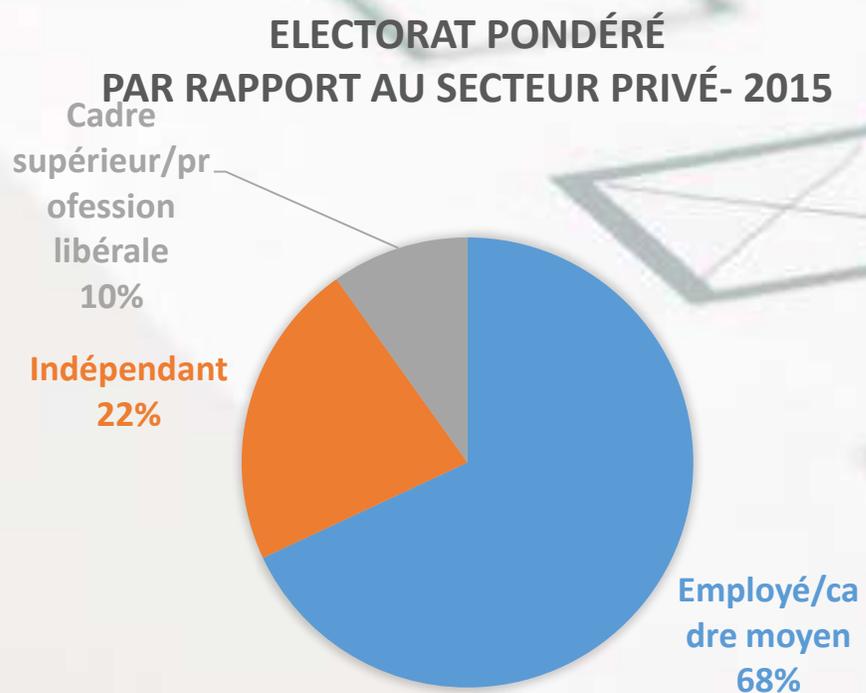


**Le corps électoral actif est dominé par le secteur privé (seconde fois après 2013)**

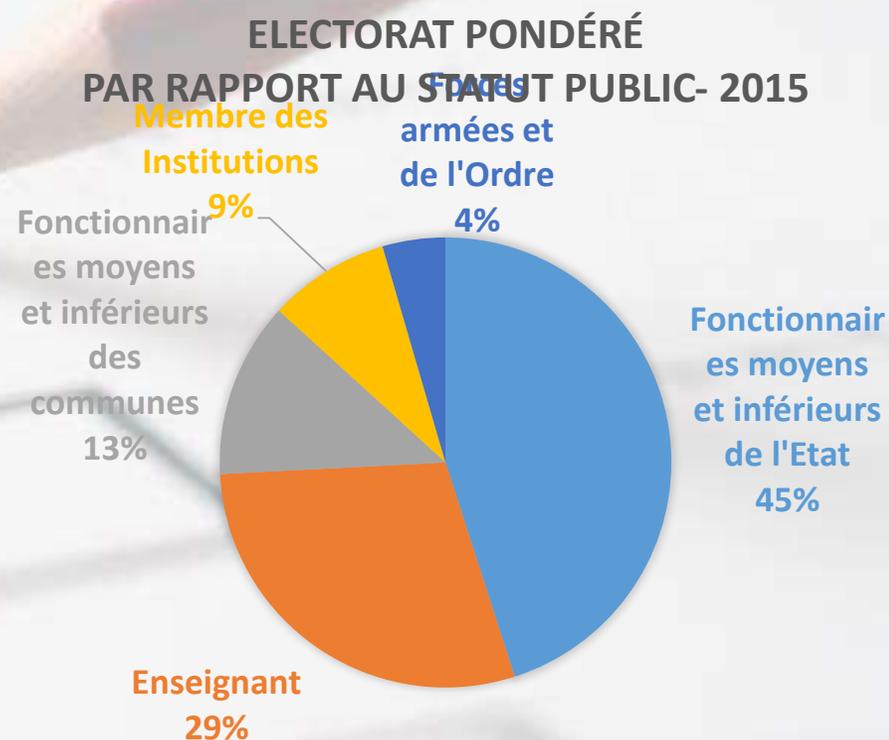


# Les électorats pondérés de l'étude

## Un corps électoral d'employés et de cadres moyens- secteur privé

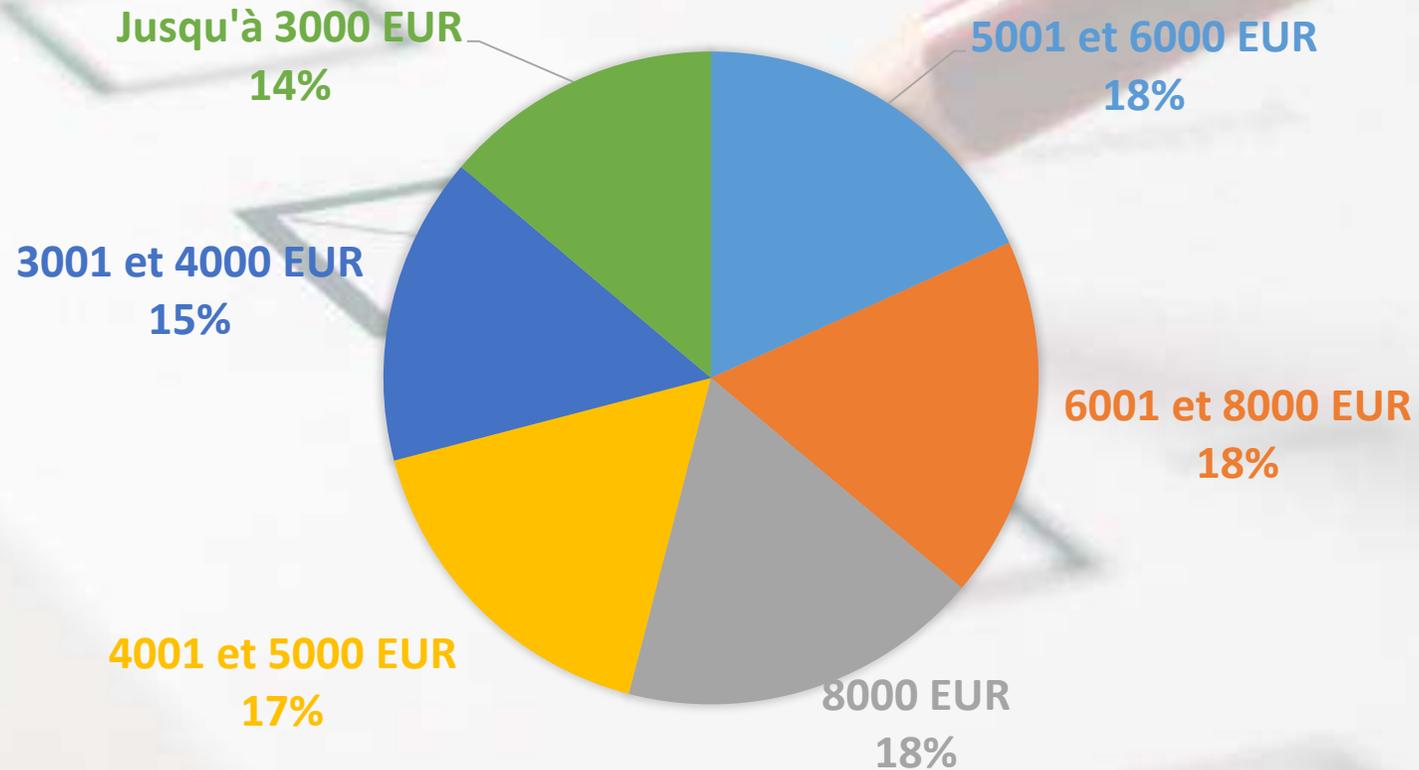


## Un corps électoral de fonctionnaires moyens et inférieurs- secteur public



# Les électorats pondérés de l'étude

## ELECTORAT PONDÉRÉ PAR REVENU- 2015



## Stabilité dans la participation aux organisations politiques et/ou syndicales mais avec de très fortes disparités sociales

Le taux de syndicalisation est plus élevé dans la fonction publique que dans le secteur privé (55% contre 28%).

Seuls 2% des étudiants sont syndiqués mais 22% des 25-34ans.

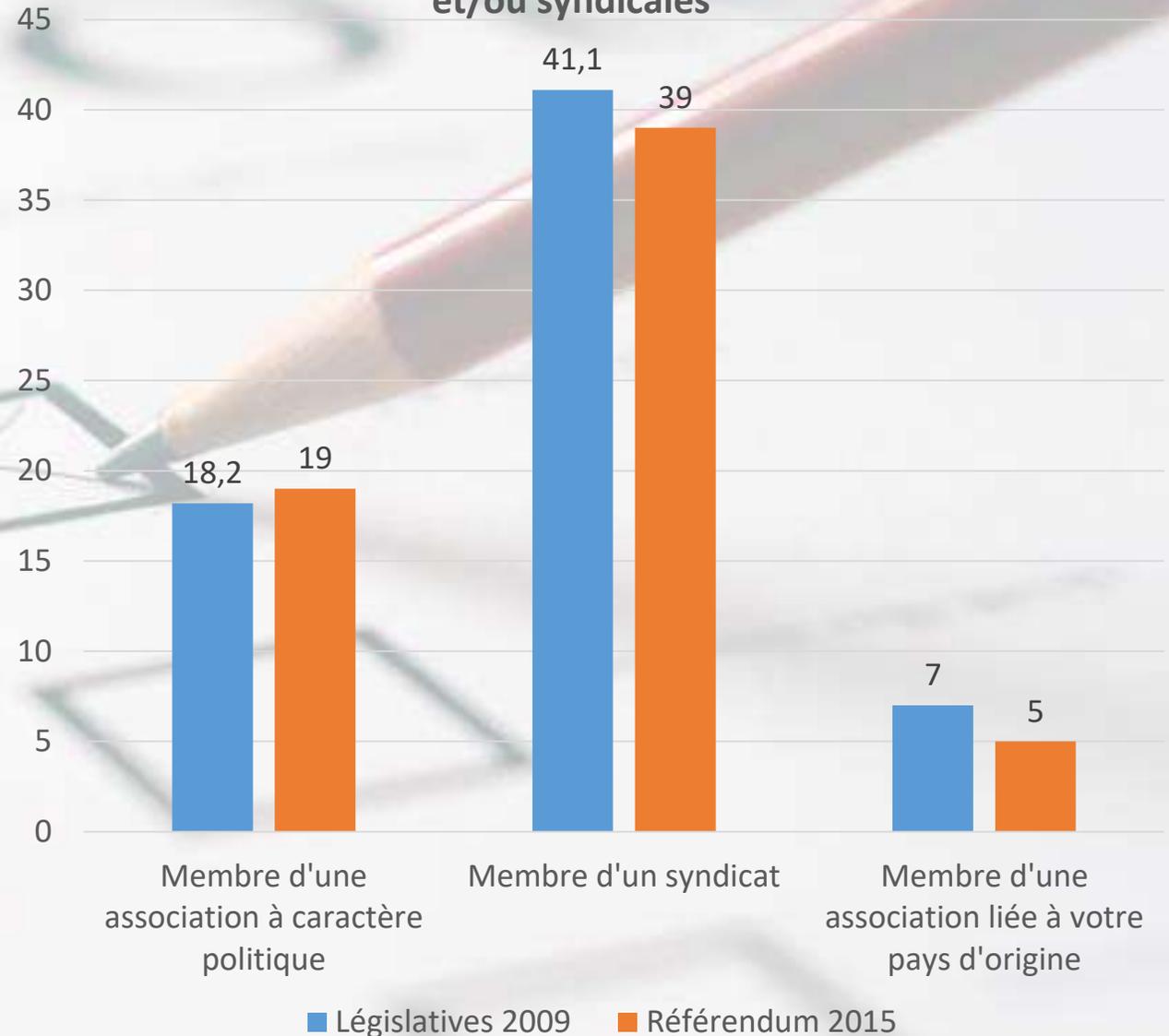
L'adhésion à un parti politique est avant tout le fait des hommes (25% contre 13% pour les femmes).

28% des retraités le seraient contre 7% des étudiants.

Il n'y a plus de différences au niveau de l'adhésion à un parti entre les circonscriptions alors qu'il y a un maintien quant à l'adhésion aux syndicats (46% dans le Nord et 40% dans le Sud).

Les syndiqués de la Fonction publique ont beaucoup plus voté pour le « non » ainsi que les syndiqués du Sud aux trois questions que les autres et non syndiqués.

### Adhésion à des organisations politiques et/ou syndicales



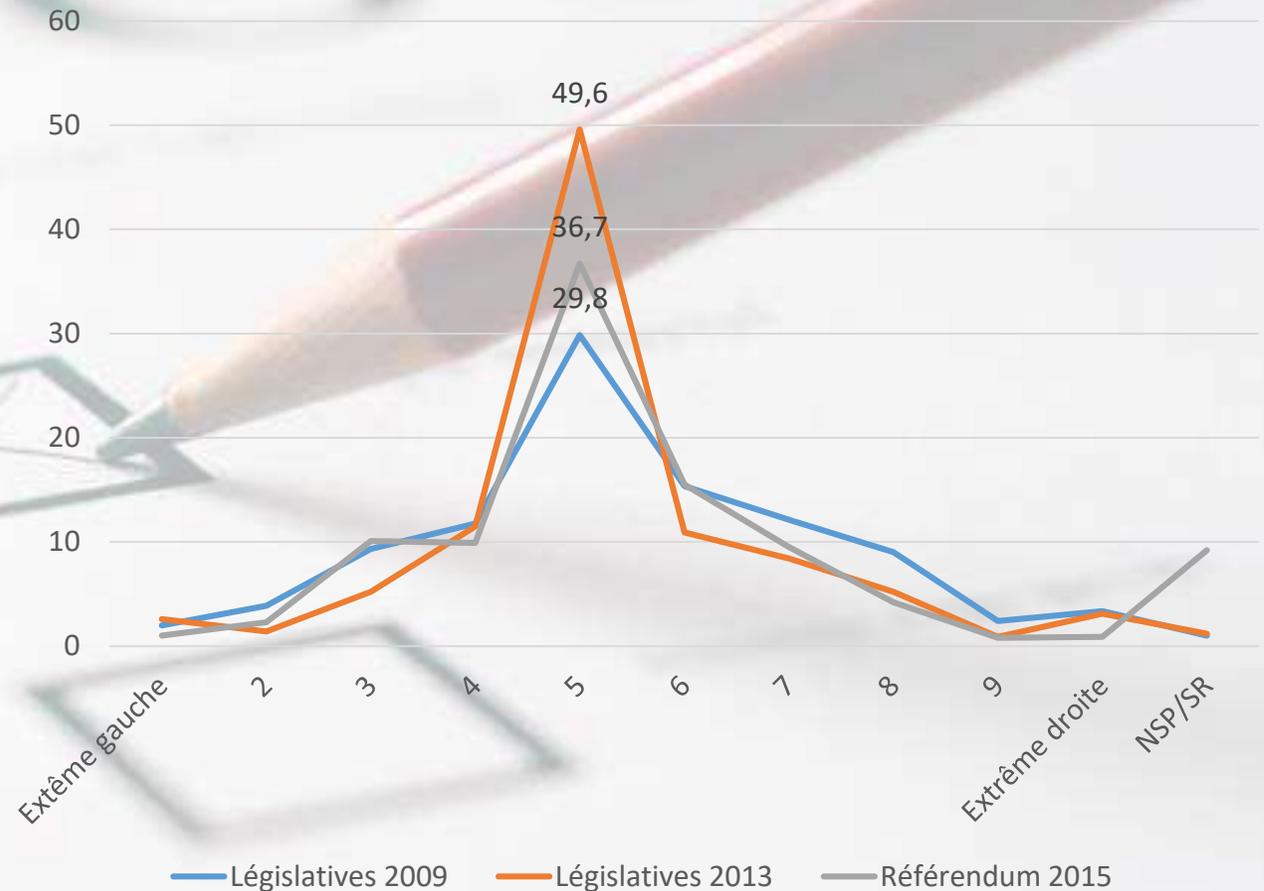
## Un léger regain de l'identité personnelle vers le Centre-droit en 2015

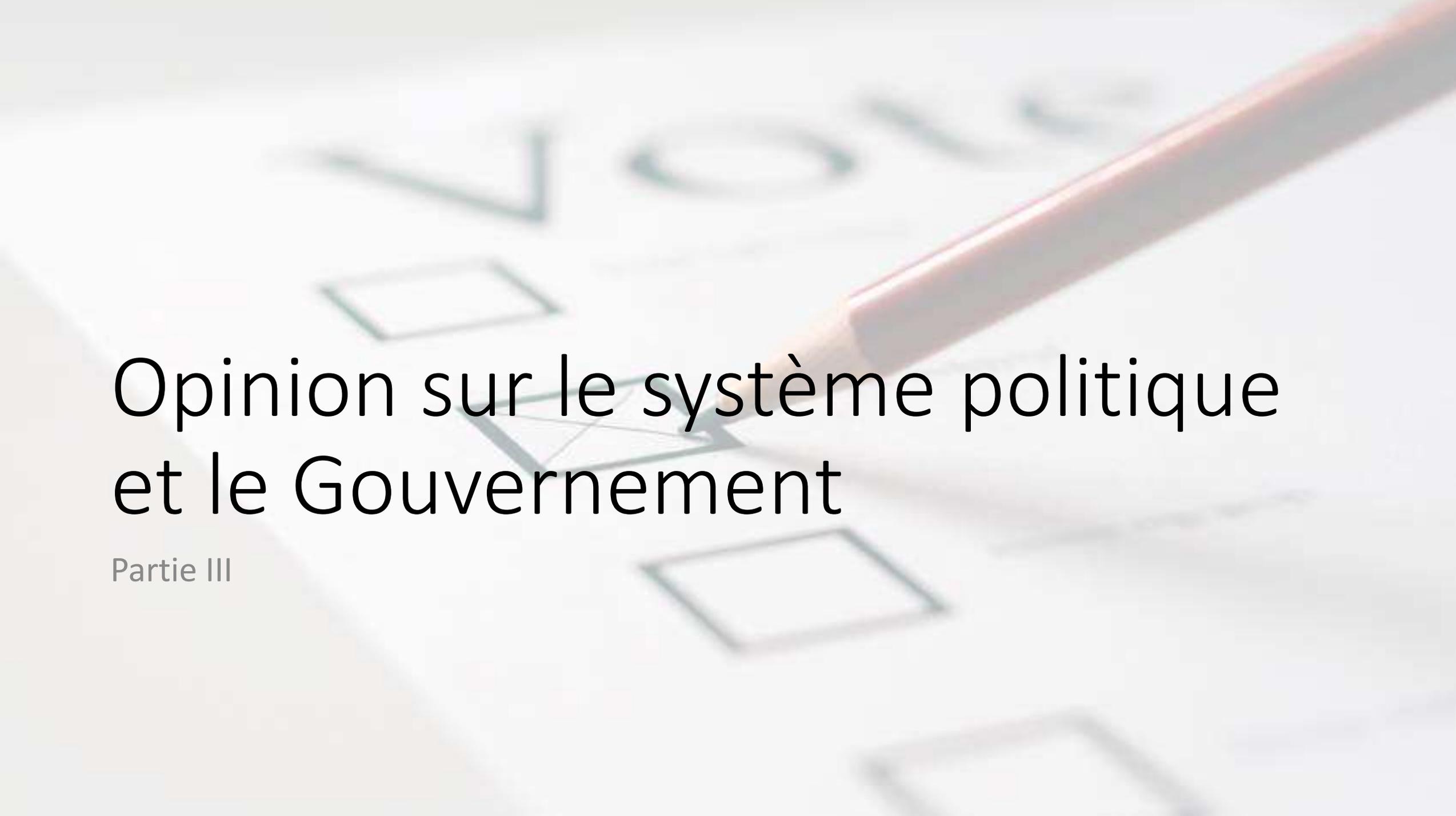
Près de 10% ne se positionnent pas dans cette configuration.

Le déplacement vers le Centre-droit s'opère particulièrement dans les catégories sociodémographiques suivantes par ordre d'importance :

- ❖ Les revenus entre 6000 et 8000 euros (41% aux droites contre 23% aux gauches)
- ❖ La fonction publique (35% aux droites contre 22% aux gauches)
- ❖ Les Bac+4 (35% aux droites contre 28% aux gauches)
- ❖ Les plus de 65ans (38% aux droites contre 20% aux gauches)
- ❖ Les néo-Luxembourgeois (35% aux droites contre 17% aux gauches)

### Echelle politique gauche-droite 2009-2015



A pencil with a pink eraser and a sharpened lead tip lies diagonally across a white sheet of paper. The paper has faint, light blue or green geometric shapes, including squares and rectangles, and some illegible text. The background is a soft, out-of-focus light color.

# Opinion sur le système politique et le Gouvernement

Partie III

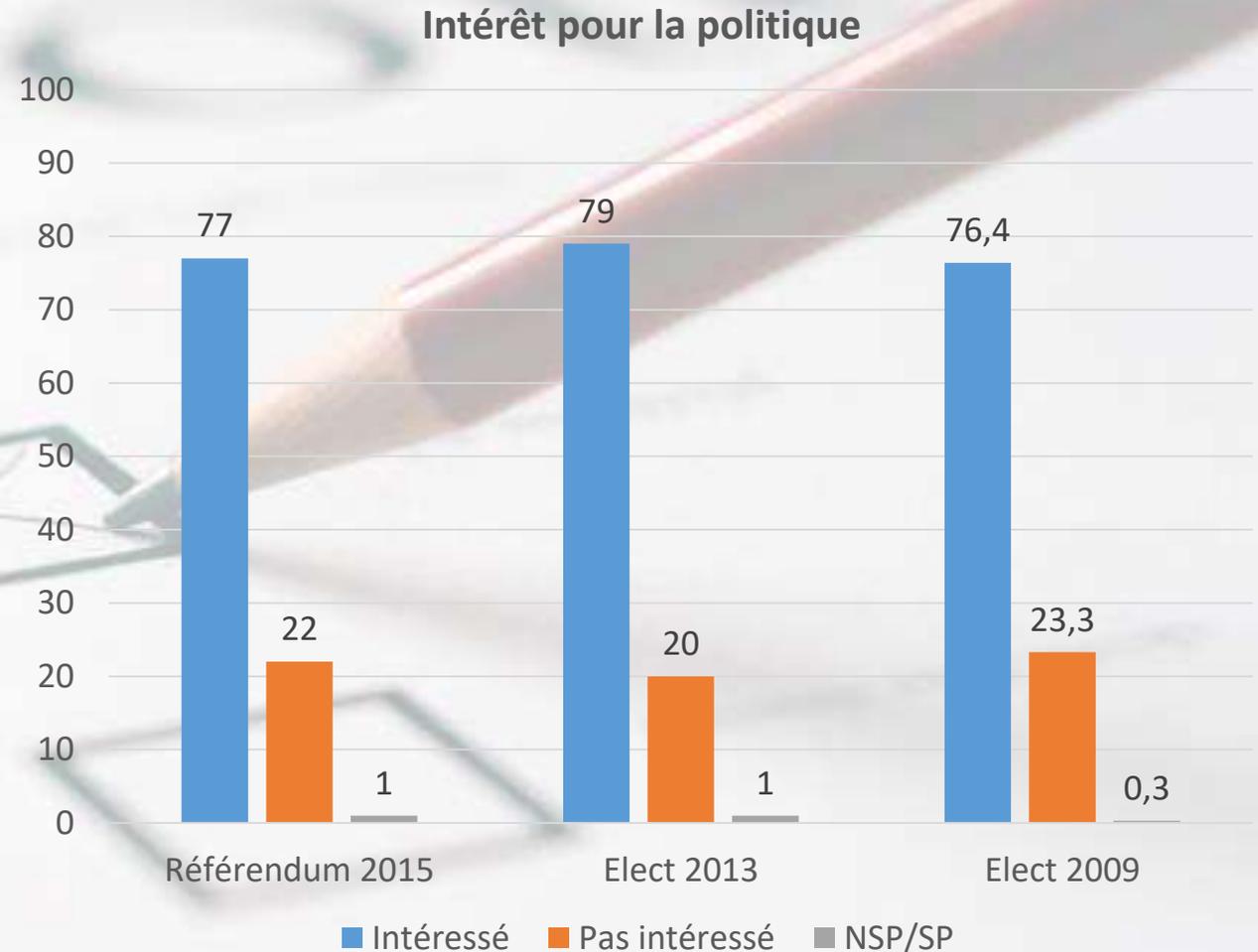
## Intérêt pour la politique toujours très élevé

L'intérêt pour la politique demeure très fort en comparaison des autres démocraties limitrophes (+ de 77%).

Mais seulement 57% des 18-24ans (12% du corps électoral) le sont en réalité et 64% chez les 25-34ans (14% du corps électoral).

68% des moins de 3000 euros le sont aussi « seulement » (14% du corps électoral).

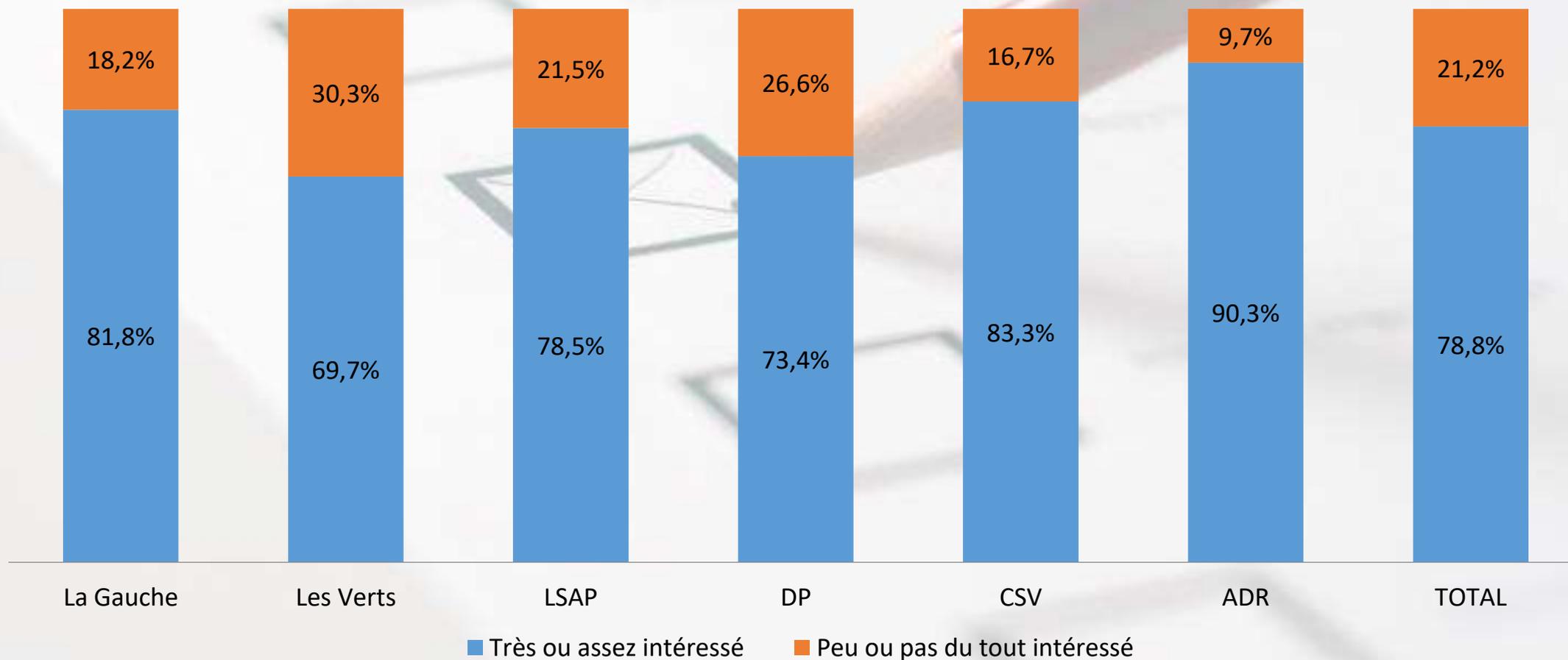
Résultats classiques en sociologie électorale où les jeunes, les moins éduqués et le plus faibles revenus sont moins intéressés par la politique.



Première difficulté comment rejoindre les électeurs classiquement pas intéressés par la Politique ?

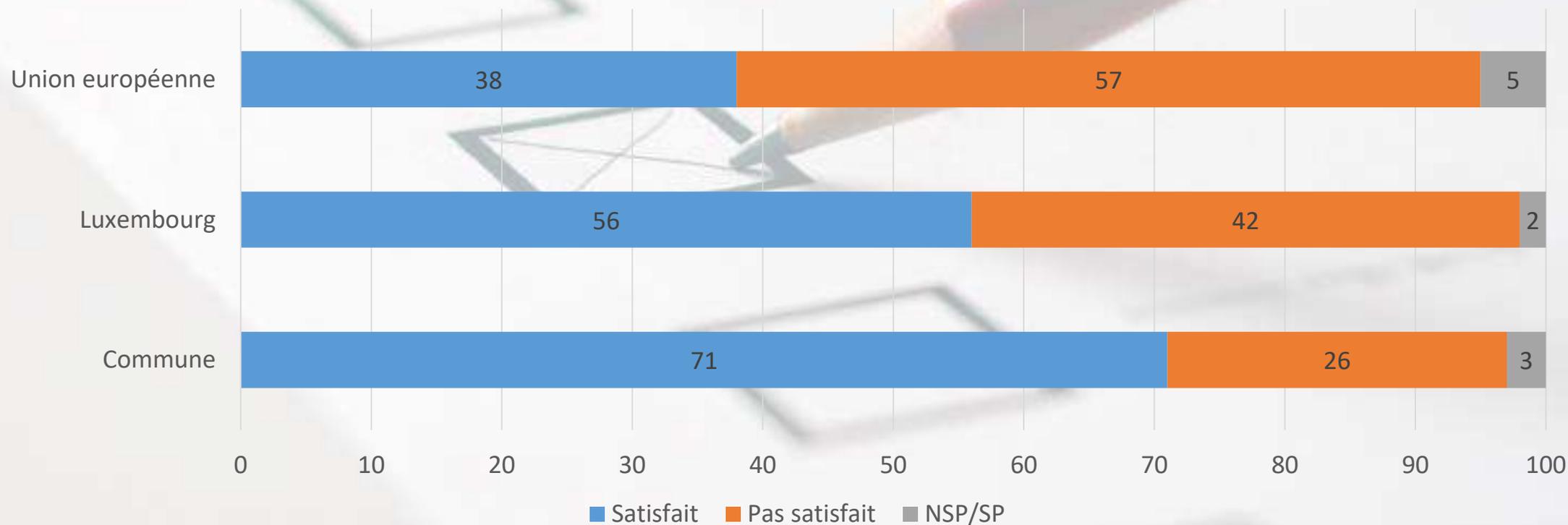
Si le niveau reste très élevé tous partis confondus, l'intérêt pour la Politique a reculé de près de 8 points pour les électeurs écologistes et libéraux par rapport à 2013

### Intérêt pour la politique



# Satisfaction des niveaux de démocratie en 2015 : la démocratie locale, lieu de référence et d'attachement des Luxembourgeois

Satisfaction par niveaux  
de la démocratie en 2015



# Satisfaction de la démocratie au Luxembourg : La chute

Une chute très forte dans l'indice de fonctionnement de la démocratie nationale.

Désormais seulement 56% des sondés se déclarent « satisfaits ».

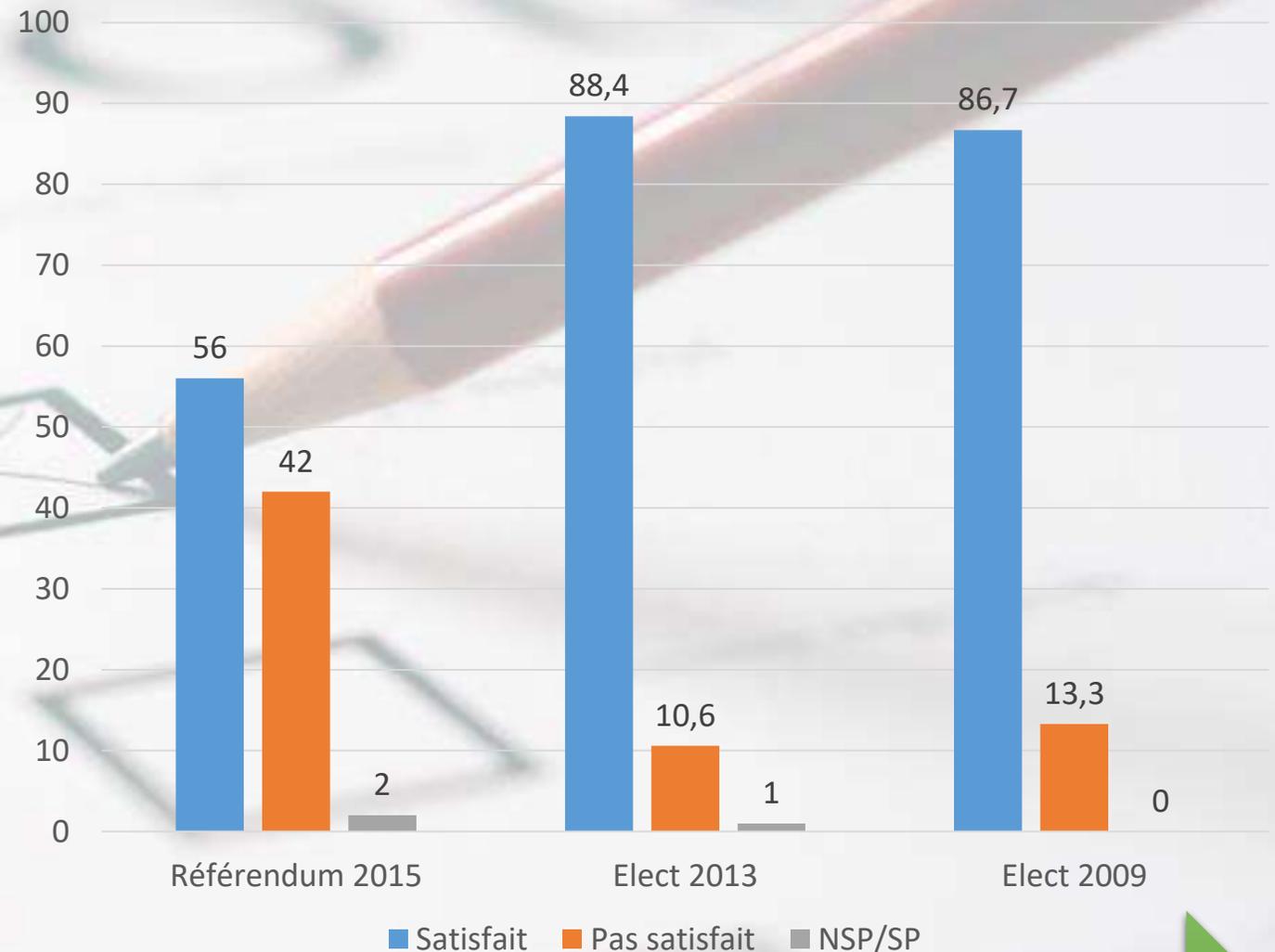
50% des 35-49 ans ne sont pas satisfaits (25% du corps électoral).

48% des personnes ayant un revenu inférieur à 3000 euros (14% du corps électoral).

48% des revenus entre 6000 et 8000 euros (18% des électeurs).

51/54% des familles ayant plus de trois enfants et + ne font pas confiance à la démocratie nationale (9% du corps électoral)

Satisfaction de la démocratie au Luxembourg



Question ouverte : Une modification du rapport aux institutions et/ou en lien avec la formation inédite de la coalition en 2013 ?

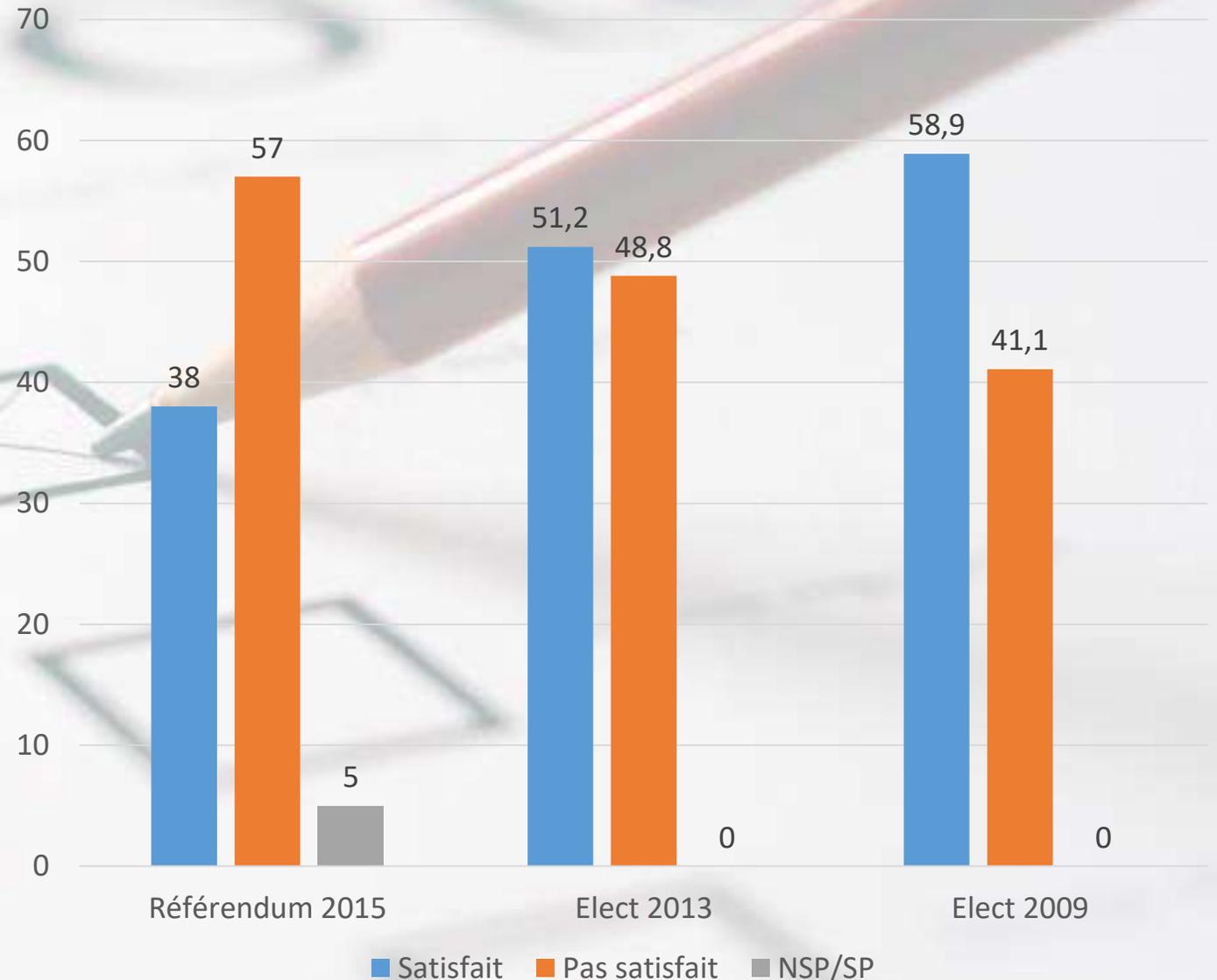
## Satisfaction de la démocratie de l'Union européenne : La minorisation

Pour la seconde fois depuis 1979 (2014), une large majorité des Luxembourgeois se déclarent insatisfaits du fonctionnement de la démocratie au niveau de l'Union européenne.

La chute se poursuit et l'insatisfaction est particulièrement forte dans le cœur de l'électorat actif. Seulement 32% des 35-49ans (25% de l'électorat) et 31% des 50-64ans ont confiance dans la démocratie européenne (25% du corps électoral).

La perte de confiance est aussi très forte dans les familles ayant plus de 3 enfants et parmi les travailleurs indépendants (respectivement 29 et 31%).

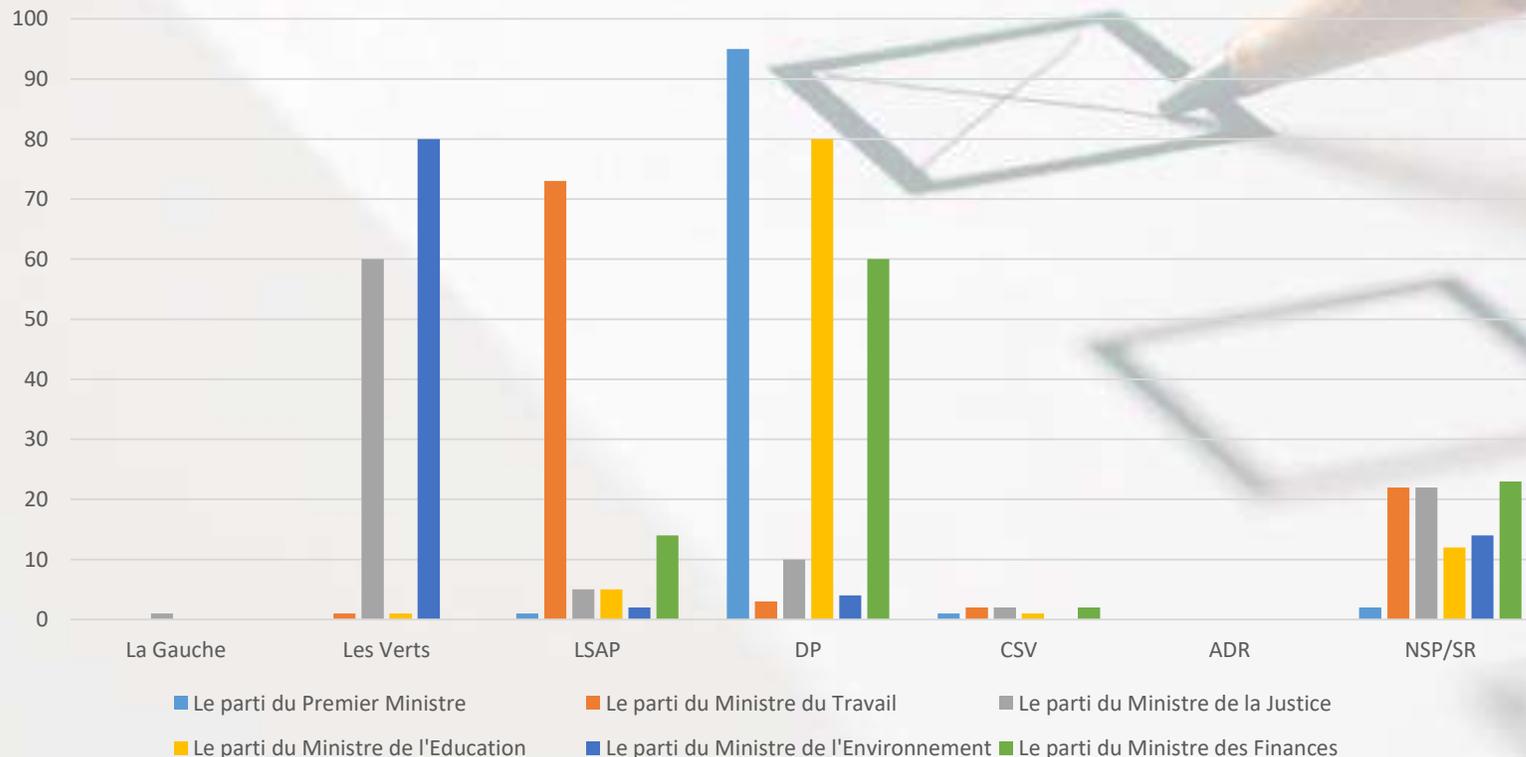
Satisfaction de la démocratie de l'Union européenne



# Une connaissance affirmée du système politique...

**Mais plus de 20% des électeurs ne savent pas situer politiquement les ministres des Finances, de la Justice et du Travail**

La connaissance de la couleur politique des membres du Gouvernement

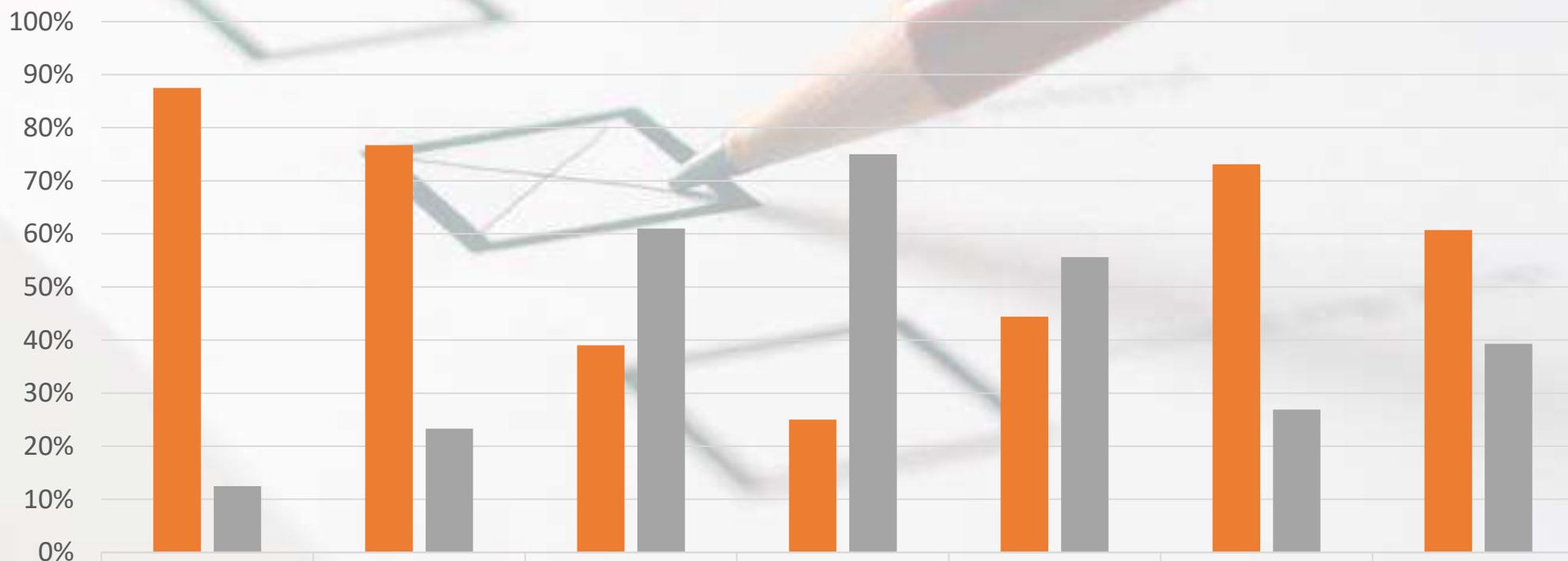


**Une connaissance inégale socialement**

- 84% savaient de combien de partis était composé le Gouvernement.
- 68% des électeurs connaissaient bien la durée légale d'une législature.
- En revanche les étudiants, les 1er cycle de formation et les revenus de moins de 3000 euros (1/3 de l'électorat) étaient nettement en dessous de la moyenne.

# L'avis sur le bilan du Gouvernement tripartite était négatif aux élections européennes 2014 (handicap structurel de départ dans la campagne référendaire)

Structure de l'électorat  
selon l'avis sur le bilan du Gouvernement tripartite en 2014



■ Désapprouve

■ Approuve

ADR

PCS

PD

POSL

Les Verts

La Gauche

Total

87,50%

76,70%

39,00%

25,00%

44,40%

73,10%

60,70%

12,50%

23,30%

61,00%

75,00%

55,60%

26,90%

39,30%

## Les classes moyennes, « basses » et sudistes étaient les plus critiques du Gouvernement en 2015

La désapprobation du bilan du Gouvernement Tripartite est particulièrement forte dans le Sud (67% le « seraient »).

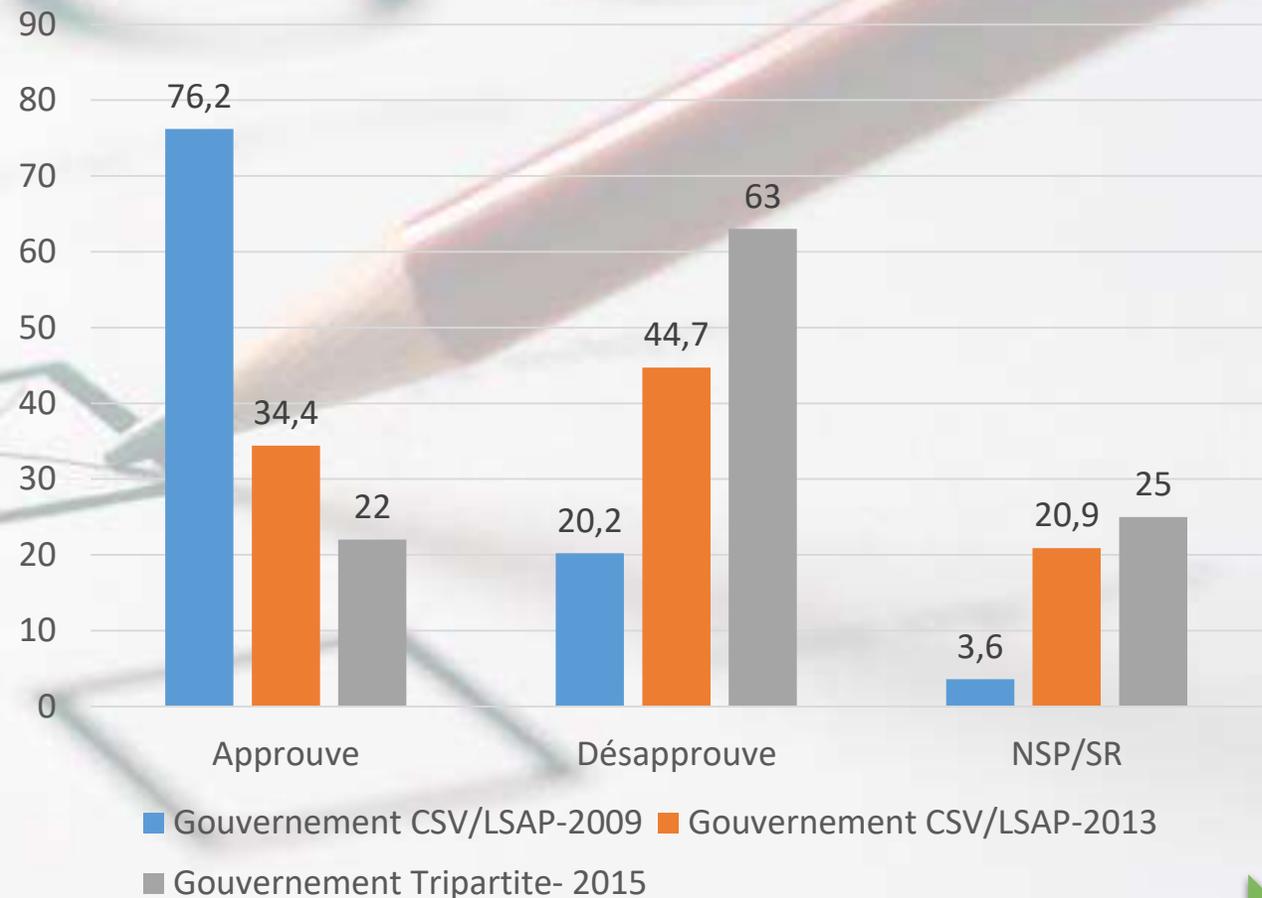
Les catégories ayant le moins de formation (Secondaire 1er et 2<sup>nd</sup> cycle, + de 54% de l'électorat).

Les familles ayant 1 à 2 enfants (près de 31% de l'électorat).

Les revenus jusqu'à 5000 euros (près de 37% de l'électorat).

Les revenus entre 6000 et 8000 euros (14,5% de l'électorat).

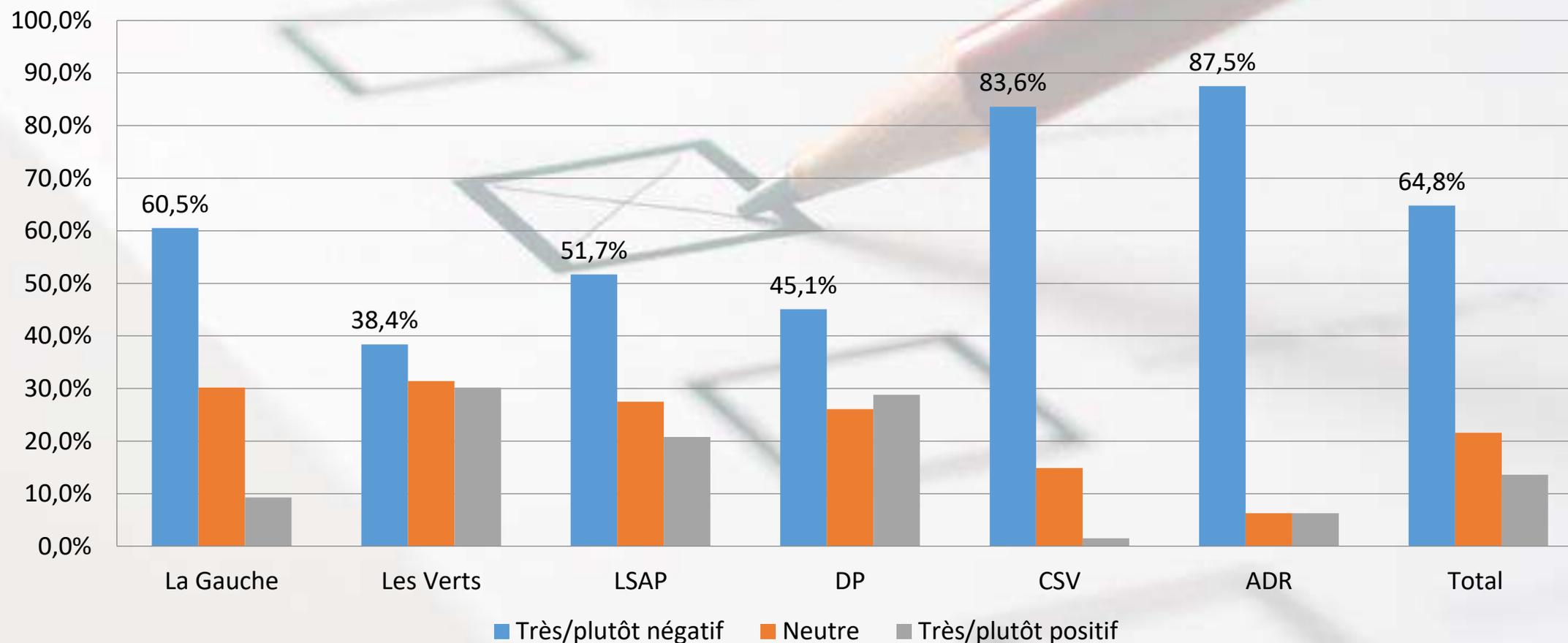
### Bilan du Gouvernement 2009-2015



La question est ouverte de savoir si c'est le rapport au Gouvernement qui a changé de manière générale et/ou les politiques menées et/ou perçues comme telles par le Gouvernement actuel ?

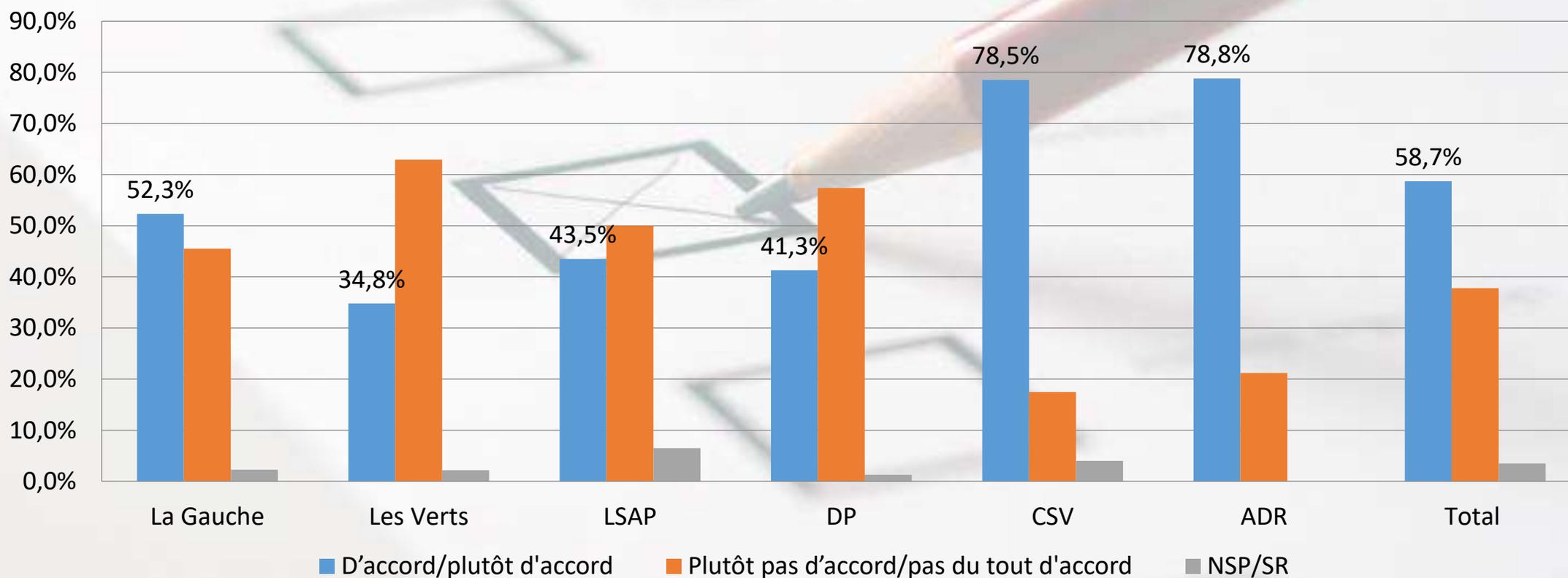
La dépréciation de l'action gouvernementale est aussi le fait de ses électeurs partisans et avant tout de ceux qui votent principalement socialiste : 51,7% jugent négativement celle-ci en 2015

### Avis sur le Gouvernement actuel



# Mais les électeurs de la Majorité ne sont pas d'accord avec l'idée que leur gouvernement a perdu en légitimité

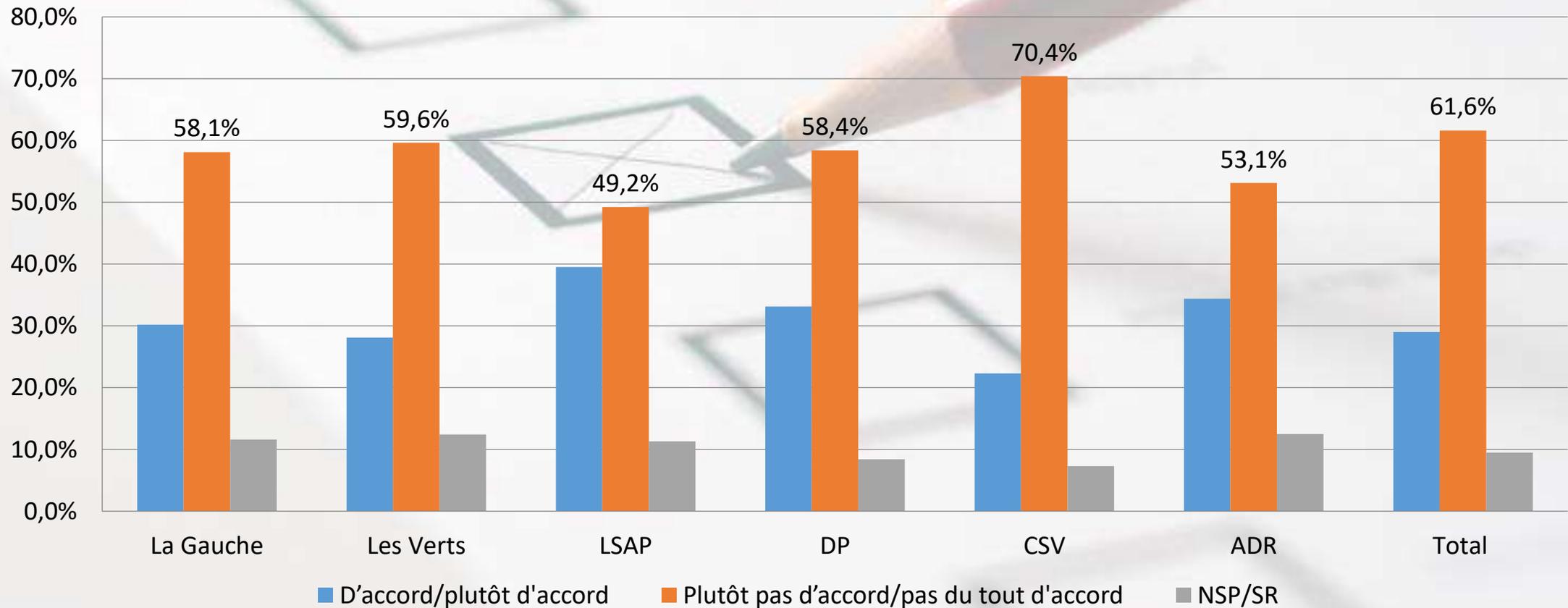
Les résultats du référendum du 7 juin réduisent la légitimité du Gouvernement



Nouvel indice de la polarisation politique au Luxembourg ?

# Une opposition qui n'est pas affaiblie à la sortie du référendum

Les résultats du référendum du 7 juin affaiblissent l'image de l'opposition comme alternative crédible



# Des réformes législatives sociétales rejetées fortement- A

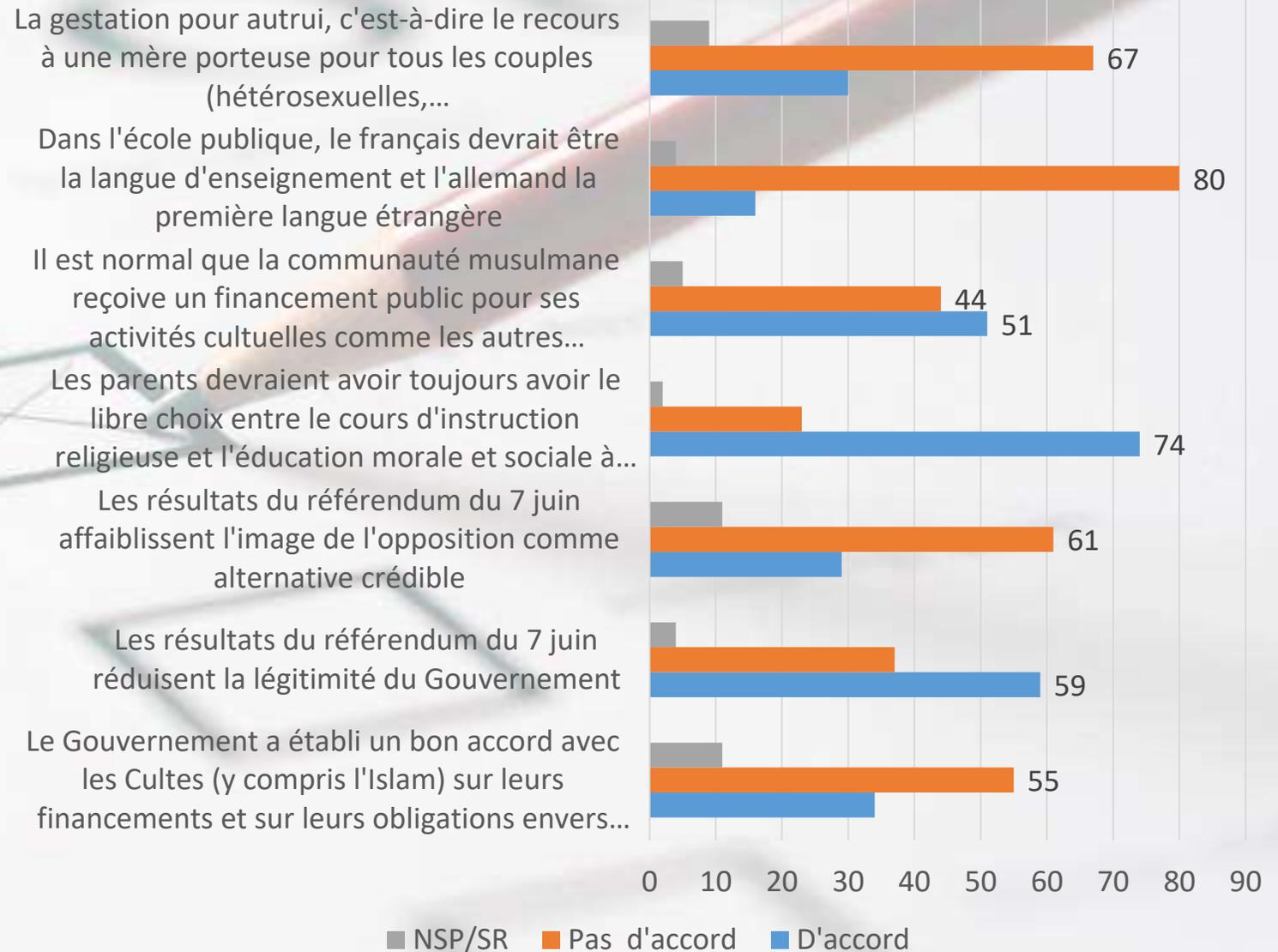
Plus l'âge croît plus le rejet de l'accord avec les cultes en janvier 2015 est important. Les moins de 34 ans sont tout de même plus de 43% à partager ce sentiment de rejet.

Mais sur cette question, il y a une parité presque parfaite parmi les plus diplômés (43% d'accord, 46% pas d'accord). Idem parmi les membres des institutions publiques et les élus, les forces armées et de police. Mais ce sont des électors minoritaires

Très fort consensus sur la perte de légitimité du Gouvernement à l'exception de membres des institutions publiques (50%-50%). 3,38% de la population électorale\*. Idem pour les revenus de +de 8000 euros par mois.

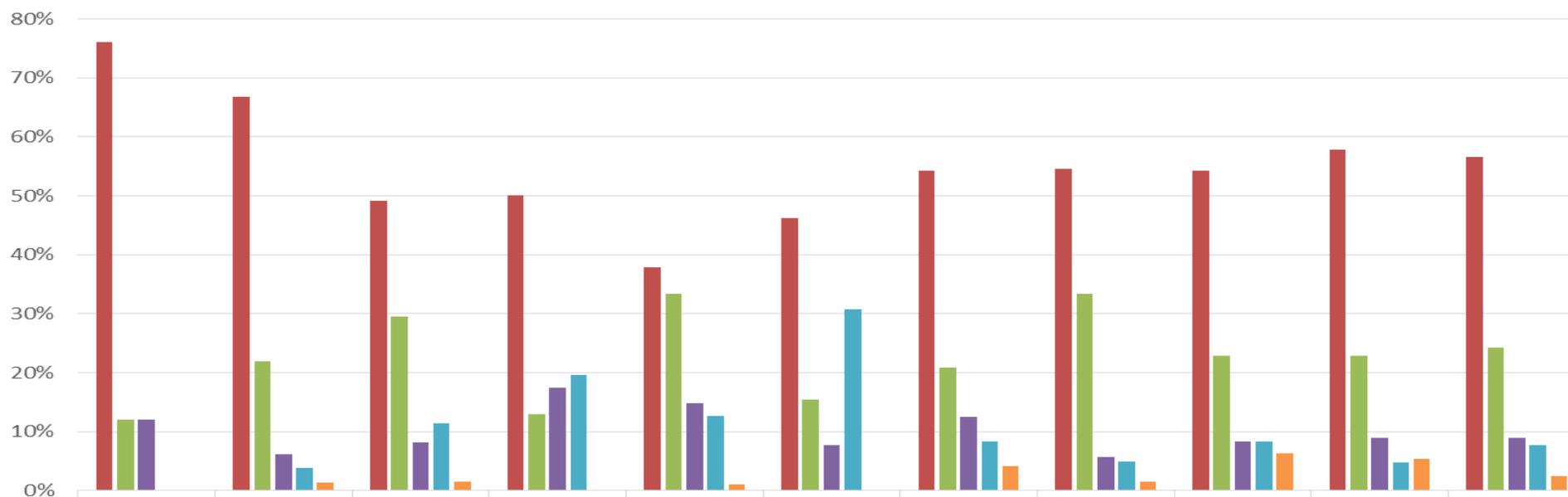
Très large approbation sur la non perte de crédibilité de l'opposition à l'exception des 18-24ans (35% d'accord, 44% pas d'accord).

## Avis sur les réformes sociétales débattues au Luxembourg



Rappel: En juin 2014, plus de 79% des personnes interrogées souhaitaient le maintien du «libre choix» entre les deux options existantes

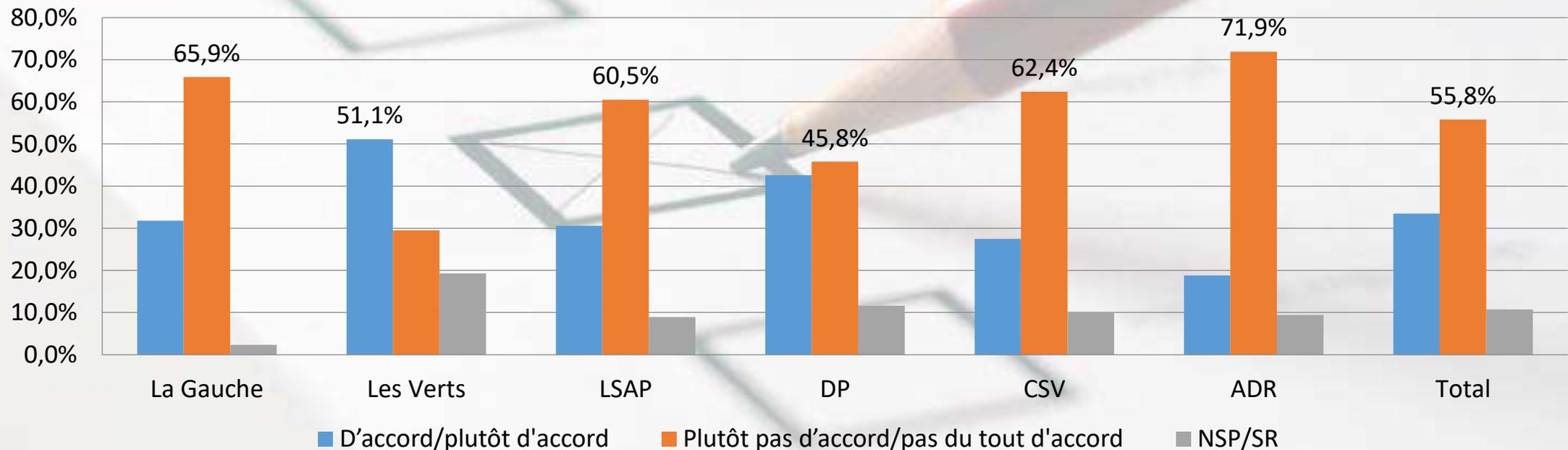
Structure de l'électorat selon le libre choix entre le cours d'instruction religieuse ou d'éducation morale et sociale en 2014



	ADR	PCS	PD	POSL	Les Verts	La Gauche	PPL	Même nb de voix à plusieurs partis	J'ai voté blanc / nul	Je n'ai pas voté/pas de réponse	Total
■ Tout à fait d'accord	76.00%	66.70%	49.20%	50.00%	37.90%	46.20%	54.20%	54.50%	54.20%	57.80%	56.50%
■ Plutôt d'accord	12.00%	21.90%	29.50%	13.00%	33.30%	15.40%	20.80%	33.30%	22.90%	22.90%	24.30%
■ Pas d'accord	12.00%	6.20%	8.20%	17.40%	14.90%	7.70%	12.50%	5.70%	8.30%	9.00%	9.00%
■ Pas du tout d'accord		3.80%	11.50%	19.60%	12.60%	30.80%	8.30%	4.90%	8.30%	4.80%	7.70%
■ Pas encore réfléchi		1.40%	1.60%		1.10%		4.20%	1.60%	6.30%	5.40%	2.40%

La nouvelle convention signée avec les Cultes en janvier 2015 était désapprouvée (pour des motifs différents) par tous les électorats partisans à l'exception de celui des Verts

**Le Gouvernement a établi un bon accord avec les Cultes (y compris l'Islam) sur leurs financements et sur leurs obligations envers l'Etat et la Constitution**



Comme dans les études ELECT 2009 & 2013, l'électorat écologiste se distingue sur la question religieuse des autres mouvements du bloc des gauches: attitude conciliatrice

## Des réformes législatives sociétales rejetées fortement- B

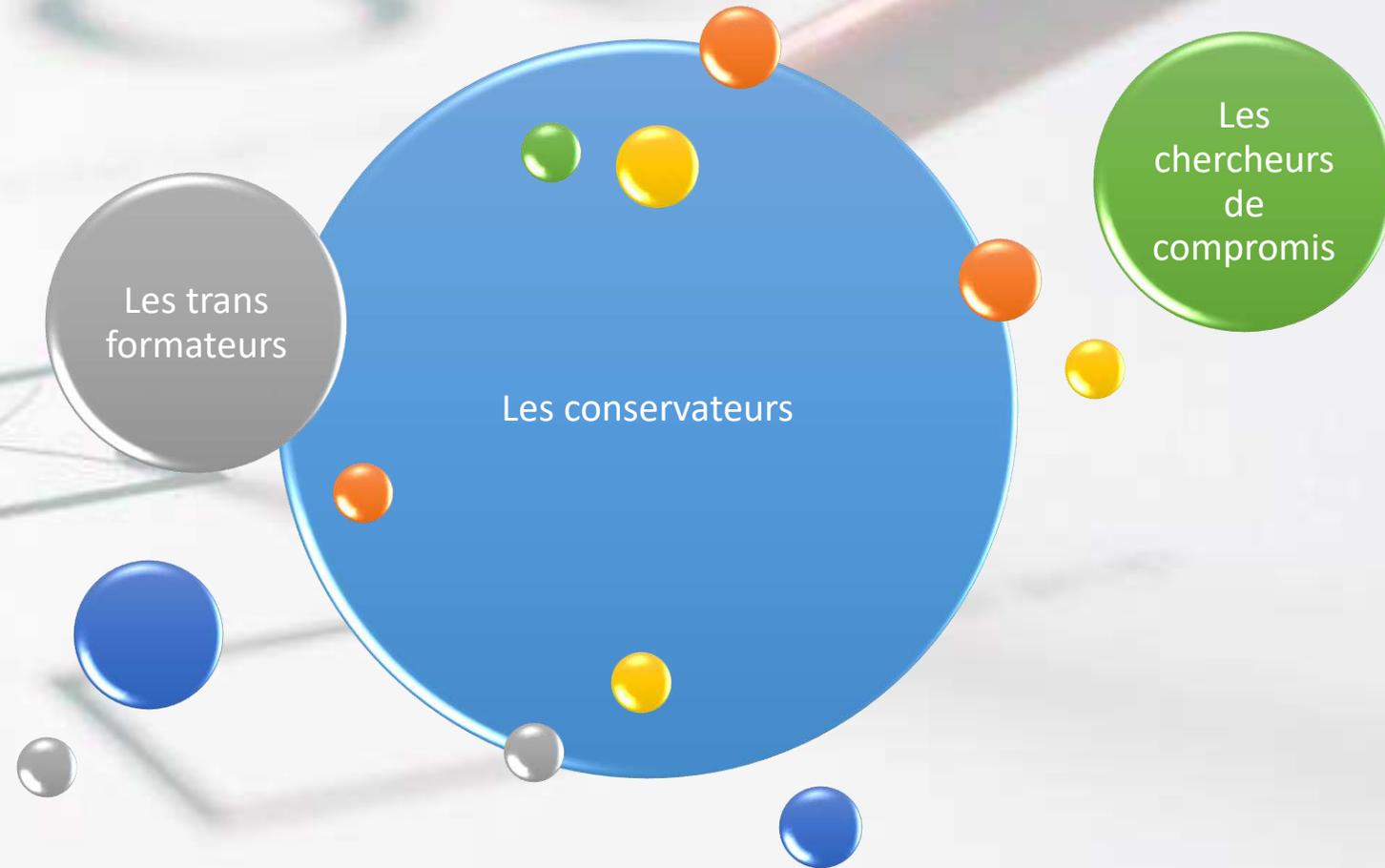
74% pour le libre choix à l'école entre instruction religieuse et éducation morale. Trois catégories sociodémographiques légèrement en dessous de la moyenne: les forces armées et de police (70%), les revenus de + de 8000 euros par mois fonctionnaires des organisations internationales (62%). Electorats très minoritaires. Léger recul par rapport à 2014.

La reconnaissance et le financement public pour l'Islam est très légèrement majoritaire (51%). Plus le niveau d'études et ou de revenus montent, plus l'accord est important.

Première distinction entre privé et public (accord respectif pour 47% et 53%). A noter 68% des étudiants universitaires y étaient favorables.

Les 18-24ans se distinguent un peu sur la langue d'enseignement du français (contre 80% pour 68% pour ces derniers).

Les 18-24ans sont la seule catégorie sociale en faveur à 50% pour la gestation pour autrui.



## Les modalités de la ratification législative et constitutionnelle

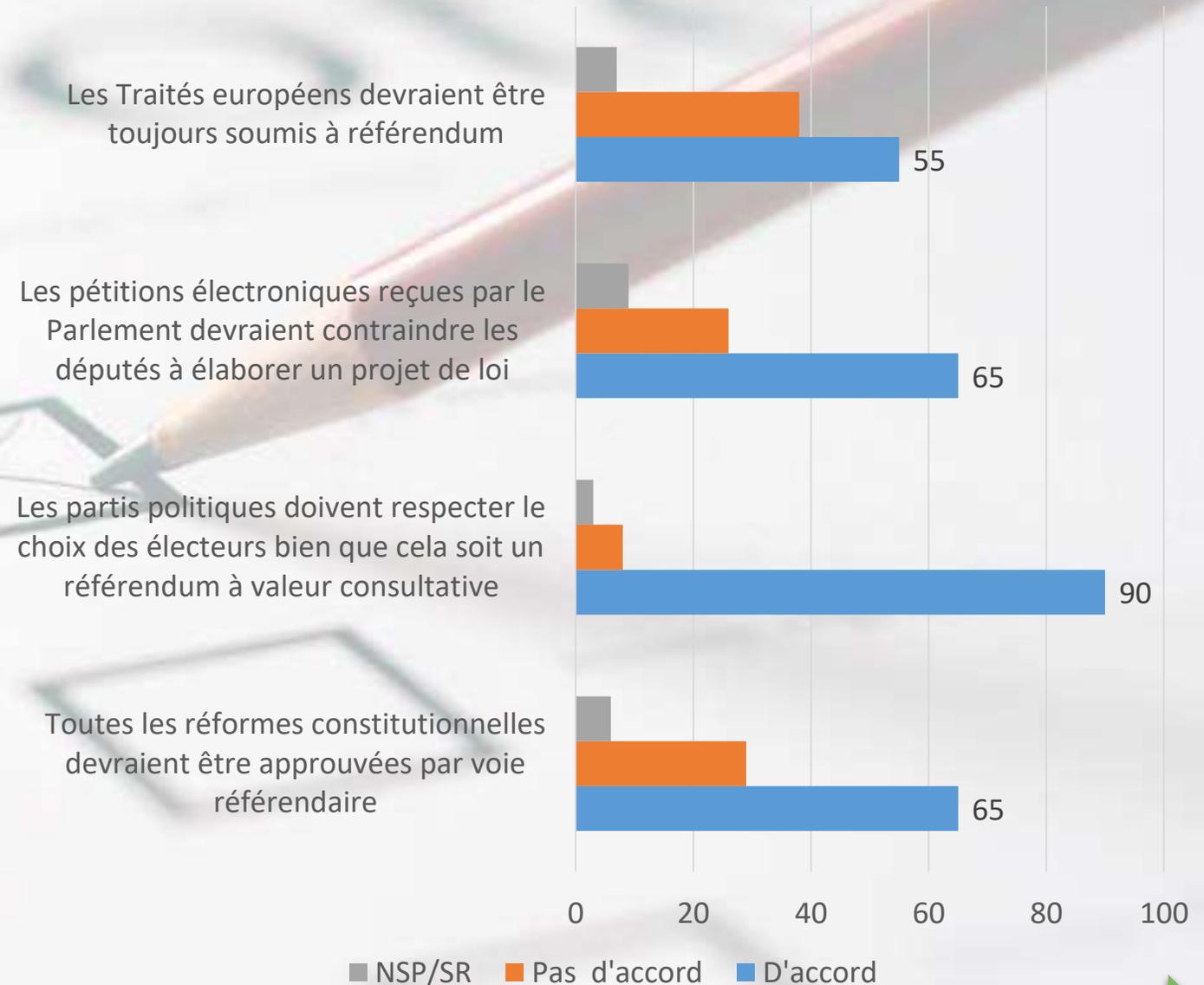
Les jeunes de 18-24ans et ceux de 25-34ans sont les moins favorables à une ratification systématique par référendum des réformes constitutionnelles (respectivement 59 et 52% pour une moyenne de 65%).

Ce sentiment est aussi partagé par les membres de l'exécutif et des corps législatifs (58%).

De nouveau les étudiants sont en dessous de la moyenne lorsque il s'agit du respect par les partis des référendums à caractère consultatif (79% pour une moyenne de 90%).

La volonté de co-législateur à travers les pétitions électroniques est aussi la moins forte parmi les plus jeunes et les « professionnels de la politique » ainsi que pour la ratification des traités européens

### Avis sur les modalités de la légitimité en politique

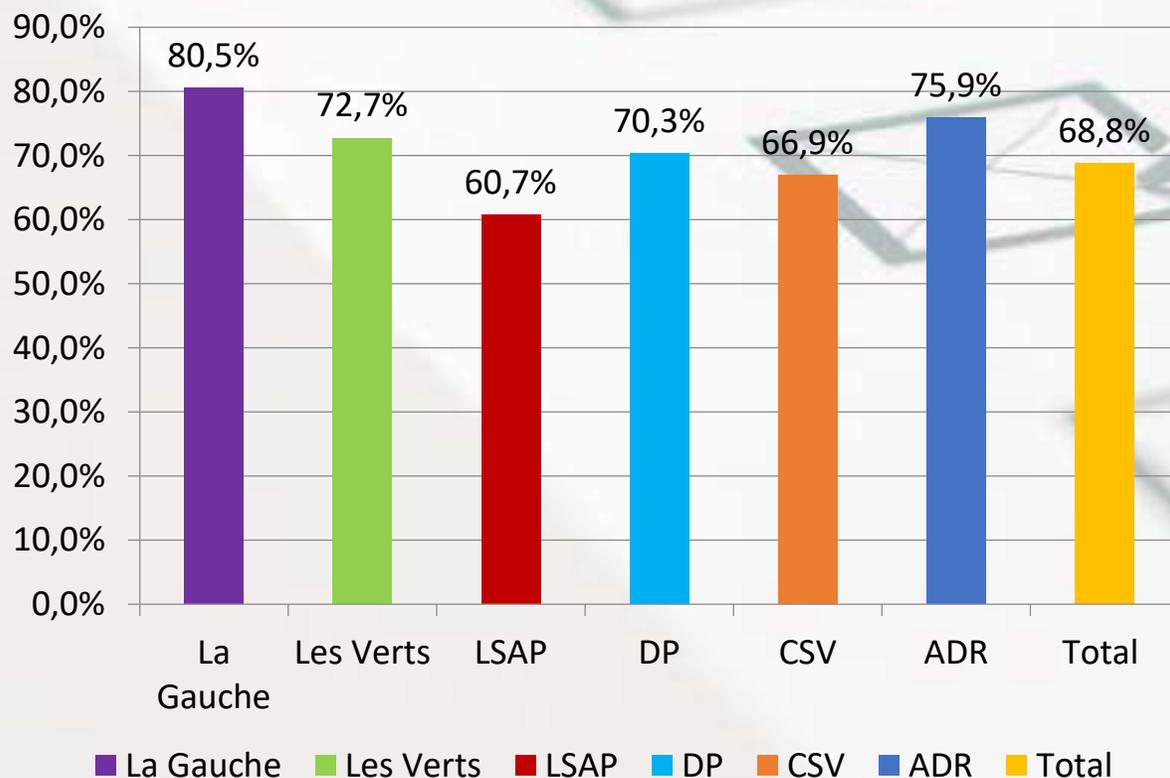


Affirmation de la démocratie participative & rédemptrice pour les citoyens (« moins » chez les jeunes)

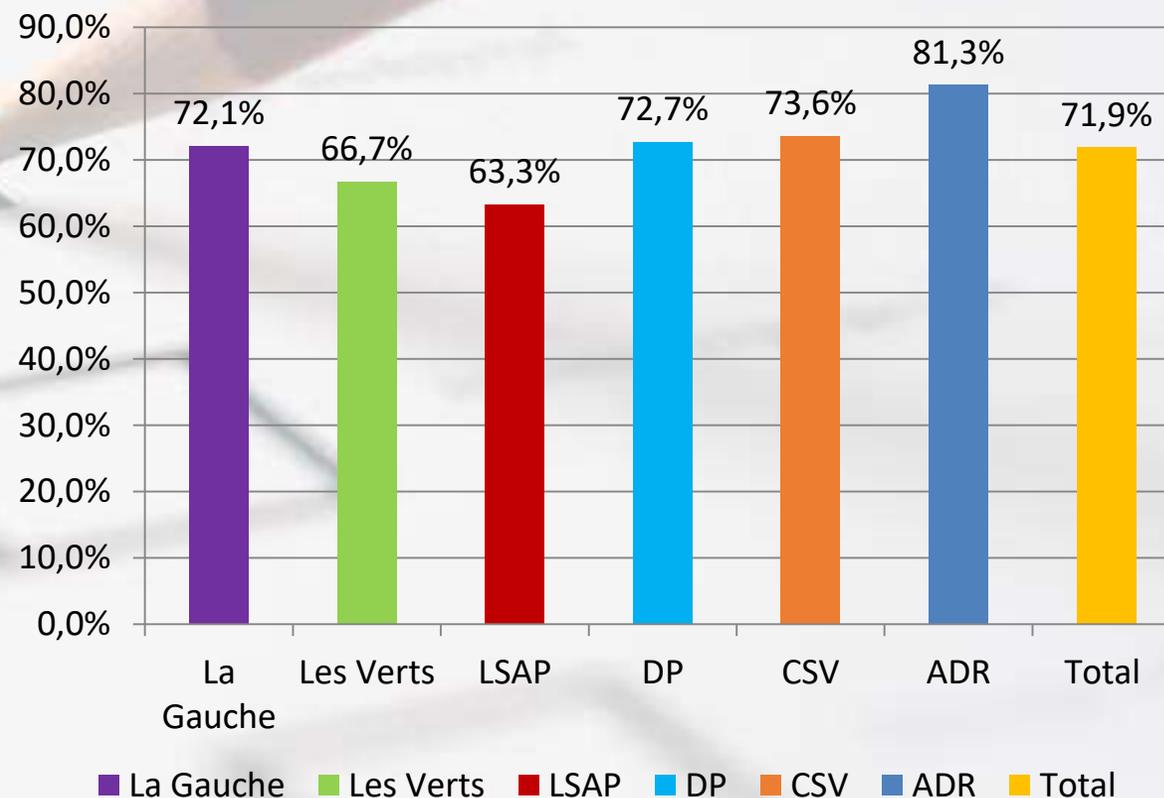
# Des électorats partisans convaincus des instruments de la démocratie participative

(un peu moins pour les électeurs votant principalement socialiste)

### Toutes les réformes constitutionnelles devraient être approuvées par voie référendaire



### Les pétitions électroniques reçues par le Parlement devraient contraindre les députés à élaborer un projet de loi



## L'absence du vote obligatoire ne provoquerait pas au départ de modification quant à la participation électorale

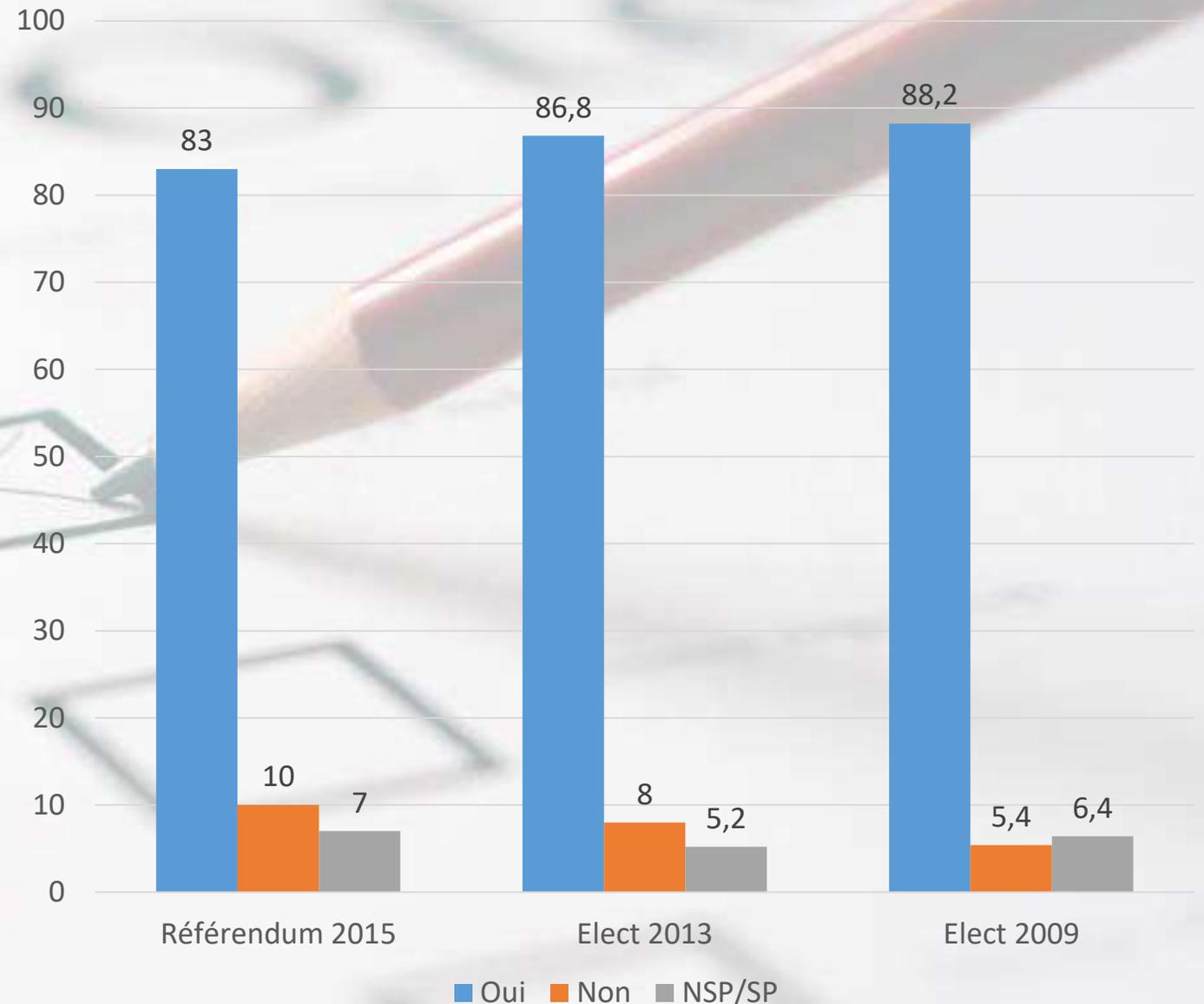
« Seulement » 70% des 18-24ans continueraient de voter (12% du corps électoral) .

72% des personnes ayant un revenu de moins de 3000 euros par mois continueraient de voter(14% du corps électoral).

Idem pour 74% des personnes divorcées et/ou séparées (7% du corps électoral).

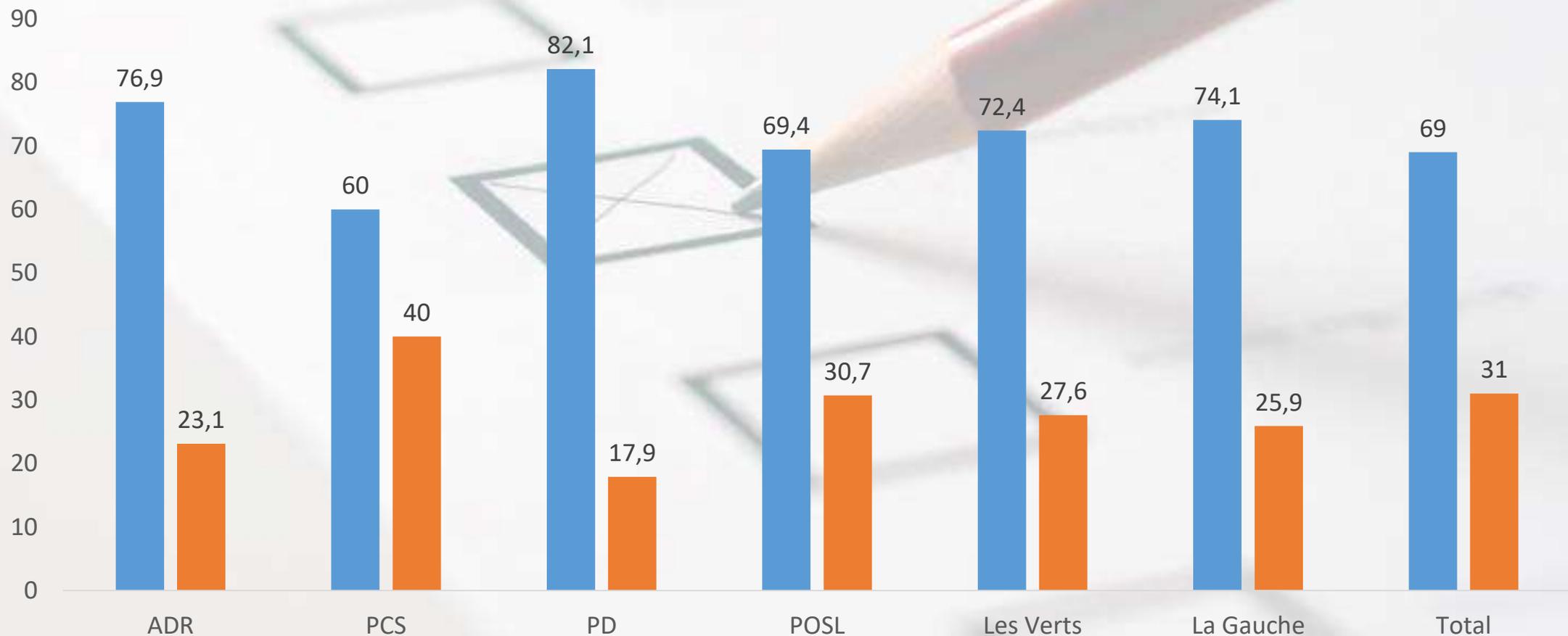
Les électeurs de la circonscription Sud commenceraient à moins se déplacer que les autres électorats (79%). Ils représentent 40% du corps actuel électoral.

Participation si le vote n'était plus obligatoire



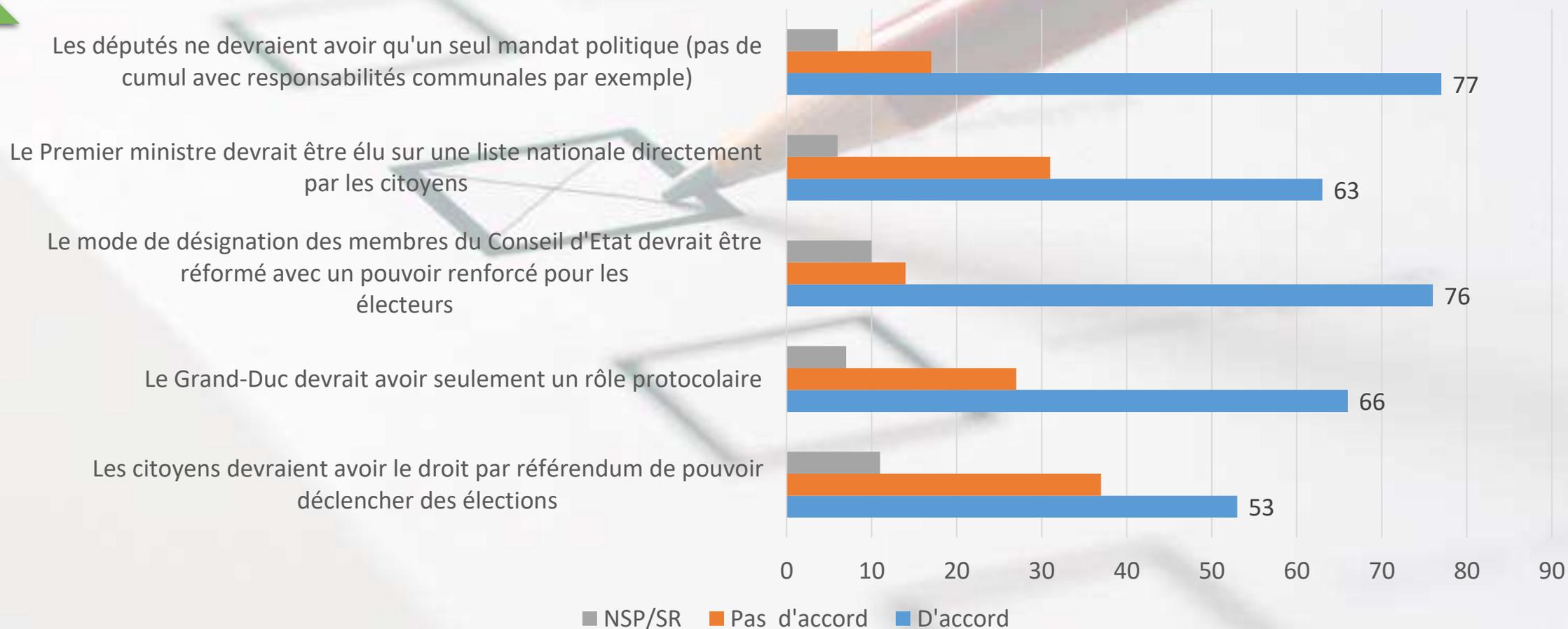
La volonté de nationaliser l'élection du Parlement  
& celle du Premier Ministre  
sont des constances dans l'électorat depuis 2009 et réaffirmation en 2015

Avis sur la circonscription unique nationale en 2013



# Quelles réformes institutionnelles pour le Luxembourg ?

## Les réformes institutionnelles proposées par les acteurs politiques



par  
Démocratie  
&



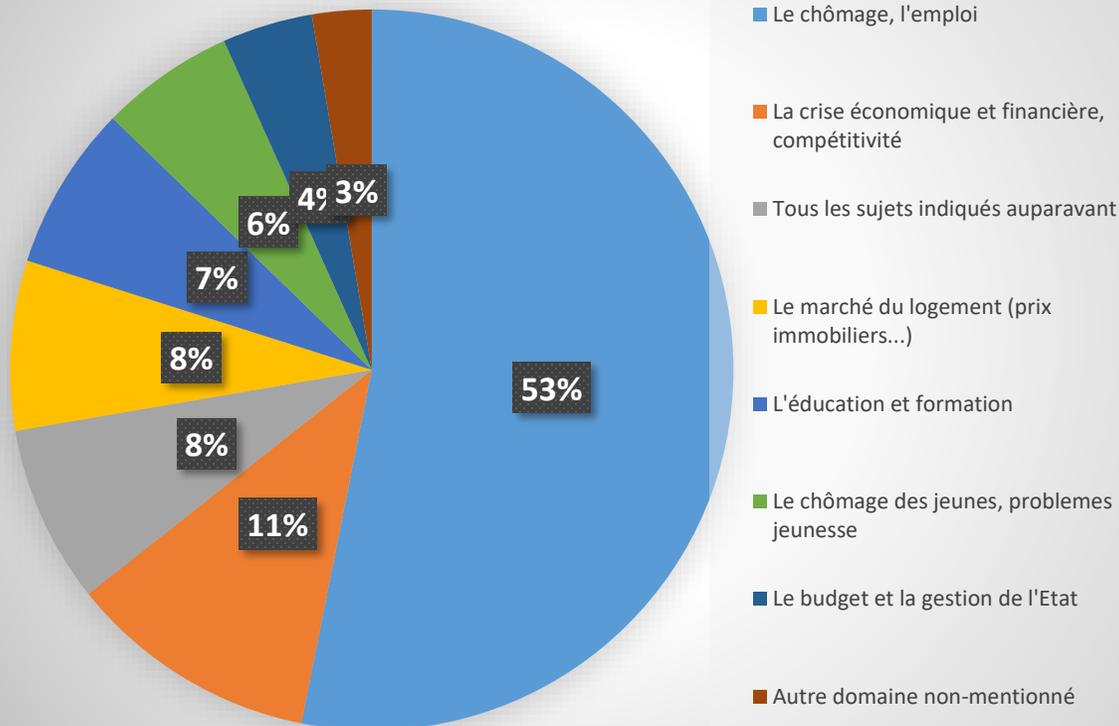
# Les déterminants généraux du vote

Partie IV

# Une évolution dans les problèmes les plus importants pour les Luxembourgeois

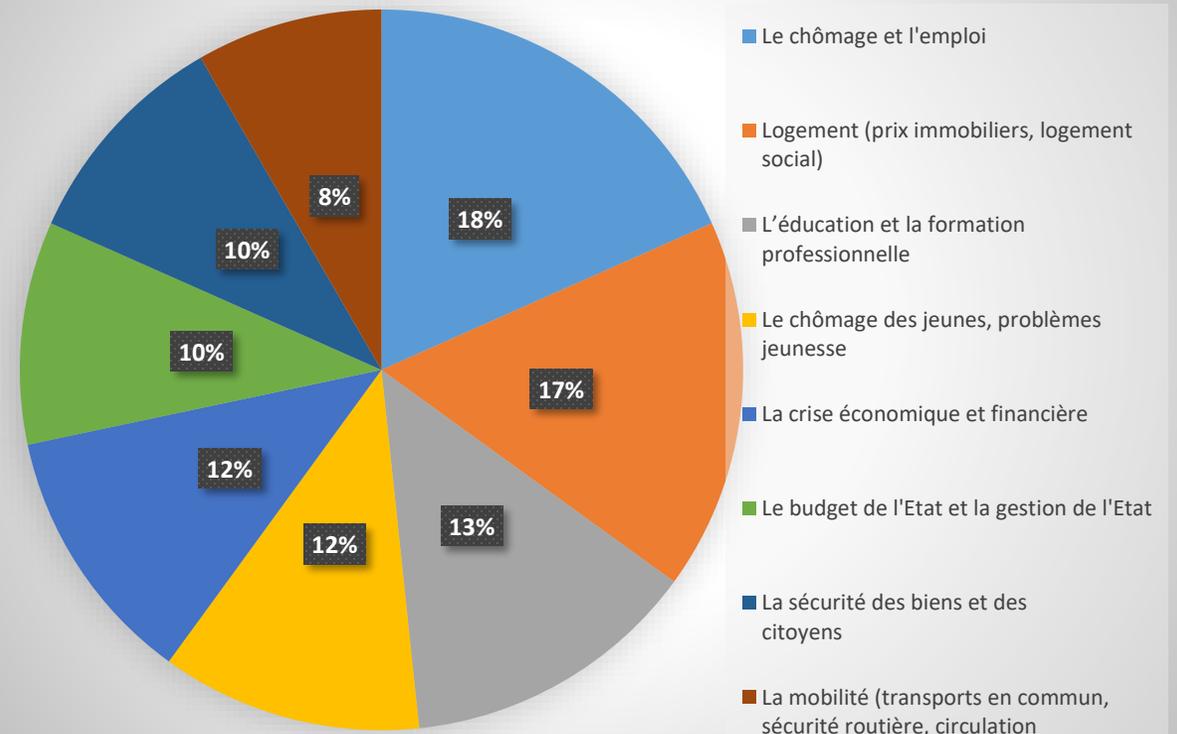
En 2013, le chômage au centre des préoccupations (ancienne codification)

Les problèmes les plus importants que le Luxembourg doit affronter en 2013



En 2015, sur l'ensemble des politiques publiques (nouvelle codification)

Les problèmes les plus importants que le Luxembourg doit affronter en 2015

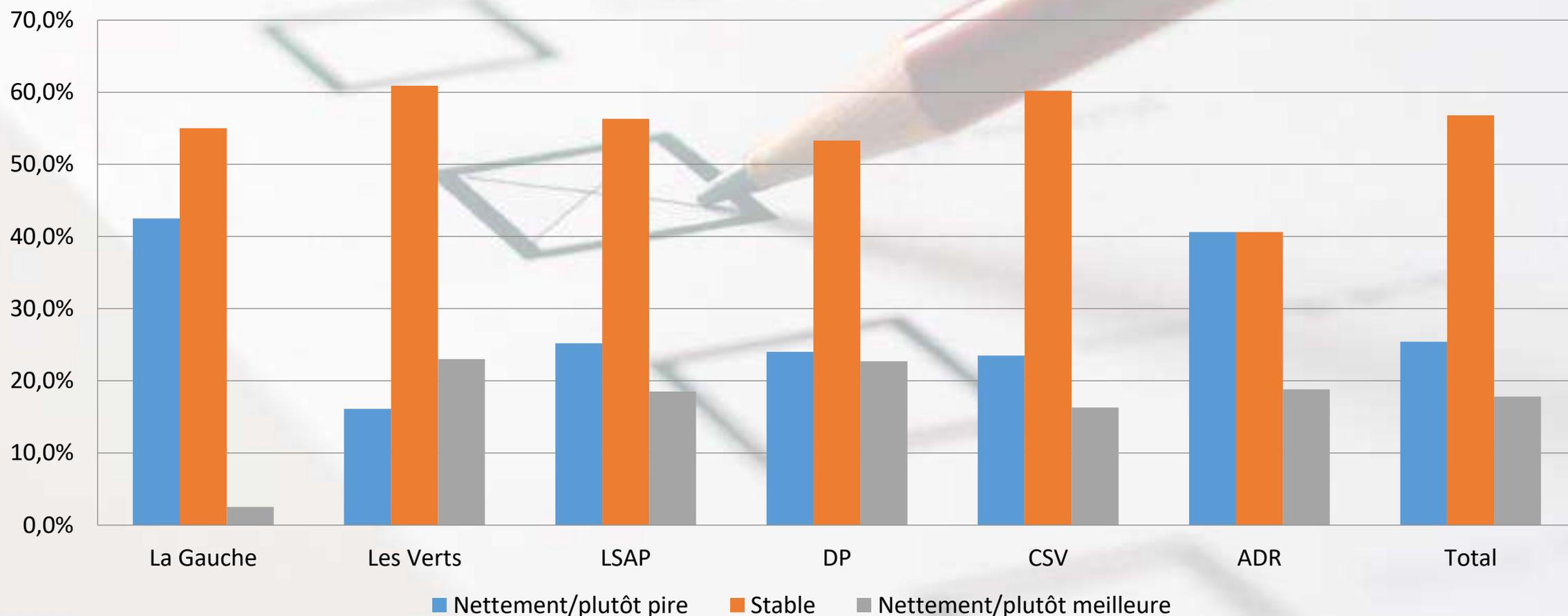


## La redistribution des préoccupations des Luxembourgeois est inégale: Les « invisibles »

- ❖ Plus le niveau d'éducation est bas, plus la préoccupation pour l'emploi est forte (1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> cycle), 14% contre 11% de moyenne;
- ❖ Les plus jeunes sont les plus concernés par les questions de logement (les 18-34ans, 14% contre 10% de moyenne);
- ❖ Les questions d'éducation concernent avant tous les plus jeunes et le corps enseignant (les 25-34ans, 15%, les éducateurs, 17% contre une moyenne de 8%);
- ❖ Le chômage des jeunes est invoqué d'abord par les fonctionnaires de carrière inférieure (18%), les sans-emploi (16%), celles et ceux qui gagnent entre 3000 et 4000 euros (12%) pour une moyenne de 7%.

Un électorat moins inquiet sur sa situation personnelle économique en comparaison de 2013 et de 2009 (moins 14% en moyenne nationale)

Evolution de la situation économique personnelle



# La constellation des acteurs des « oui » : L'expression institutionnelle, normative et procédurale de la « société civile » et de la démocratie



**Plateforme Migration et intégration : La sphère syndicale et de l'économie sociale & solidaire : de l'égalité sociale et de l'extension de l'Etat de droit**

**La sphère économique et libérale : «Existe-t-il des raisons socio-économiques pour ne pas accorder le droit de vote aux résidents étrangers? »**

**La sphère médiatique, de la non-distinction de la société civile et de la Loi**

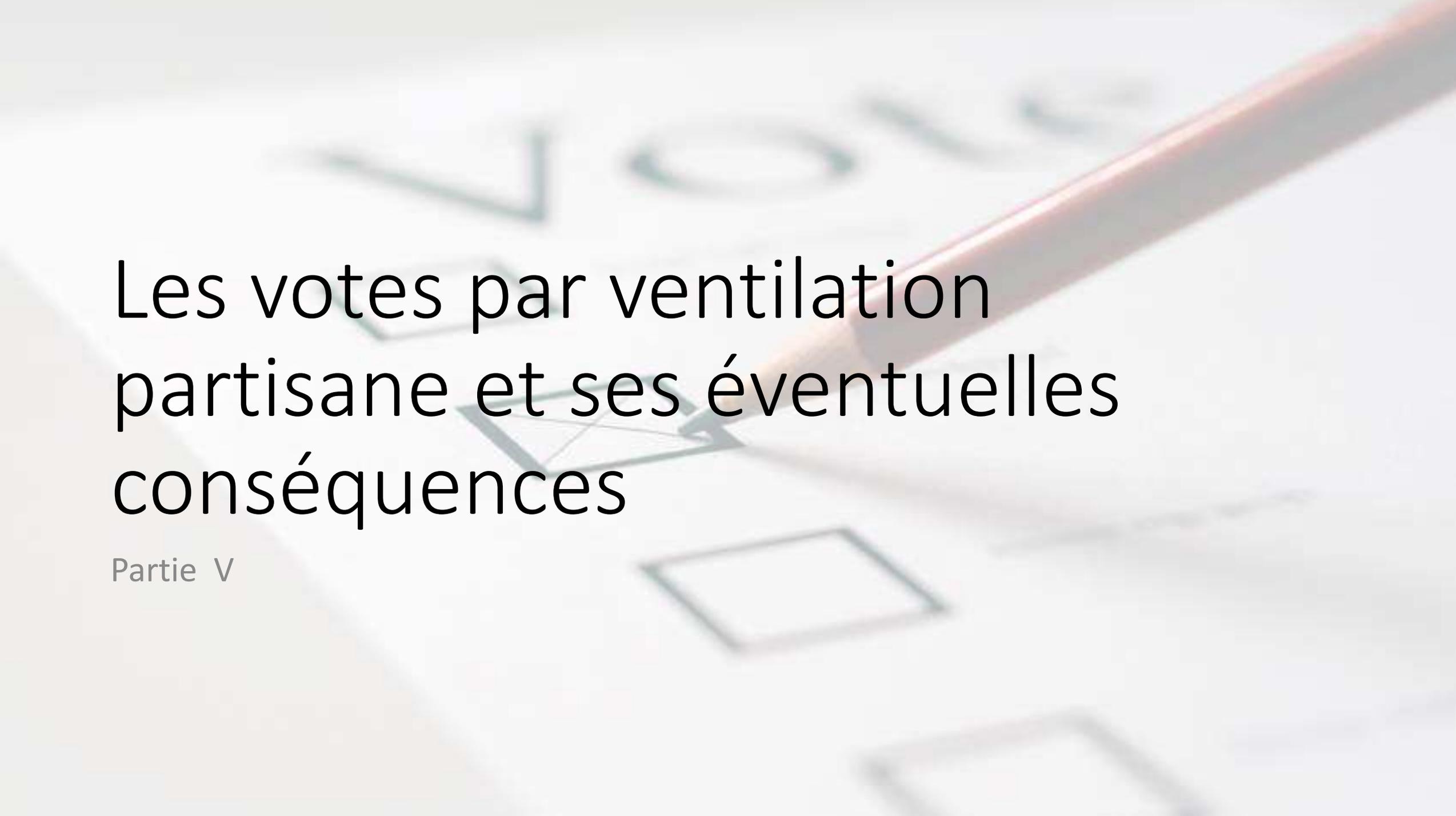
**La sphère normative constituée des organisations des droits de la personne et des cultes conventionnés**

Un relatif effacement des partis politiques de la Majorité et du Gouvernement au nom d'une conception délibérative de la démocratie. Les électeurs sont identifiés par groupes cibles

# La constellation des acteurs des « non » : Les multiples expressions normative, participative et rédemptrice de l'identité, de la souveraineté et de la démocratie



Des constructions sociales et théoriques des enjeux référendaires distinctes s'adressant à des cohortes de citoyens qui composent un « nous »

The background features a close-up, slightly blurred view of a wooden pencil lying diagonally across a sheet of paper. The paper contains faint architectural drawings, including several squares and rectangles, some of which are partially filled with light blue or green ink. The overall lighting is soft and even, creating a professional and academic atmosphere.

# Les votes par ventilation partisane et ses éventuelles conséquences

Partie V

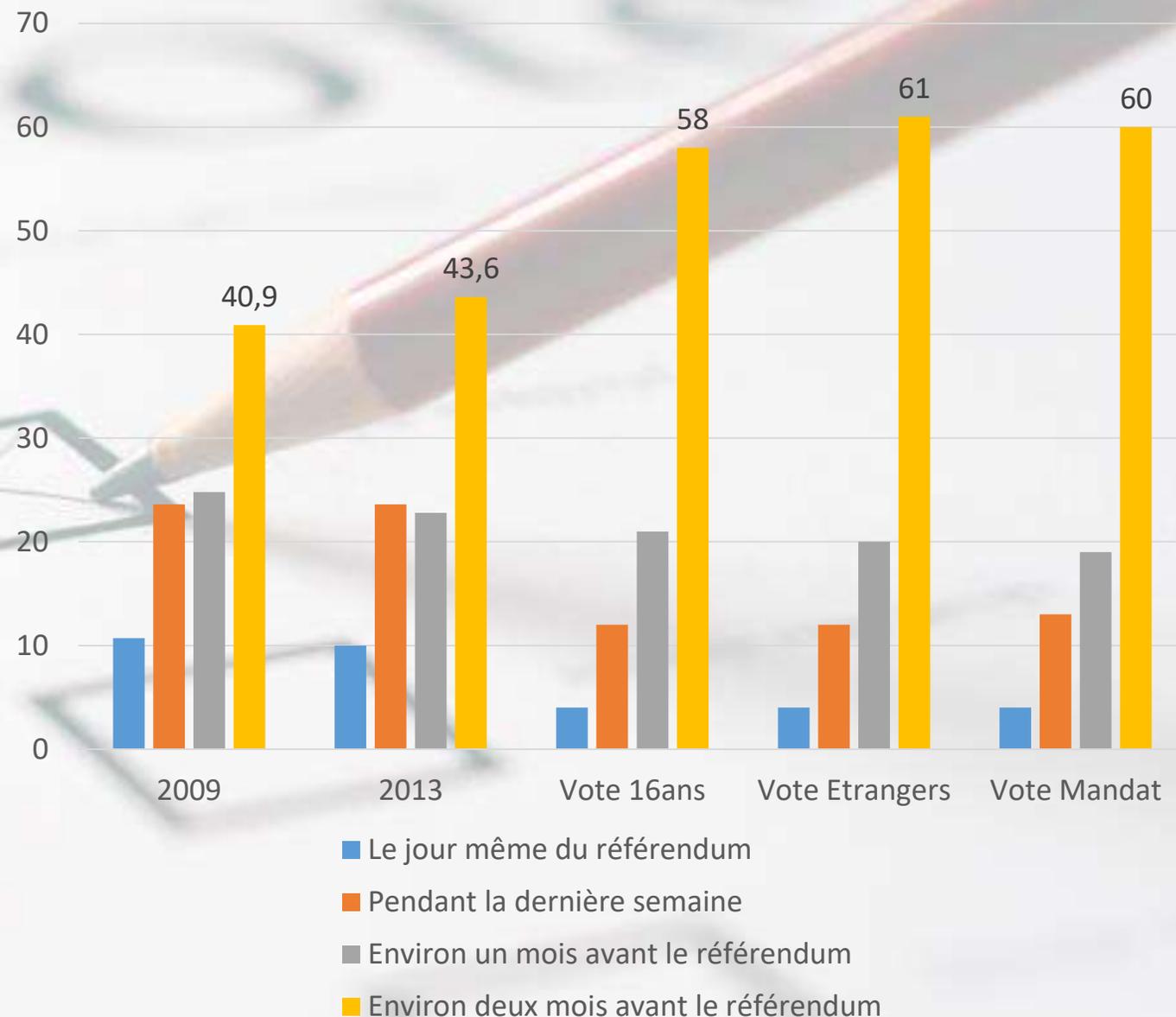
## Le moment du choix

Un comportement électoral très disjoint entre les législatives et le referendum.

80% des électeurs avaient arrêté leurs choix sur les 3 questions un mois avant le référendum.

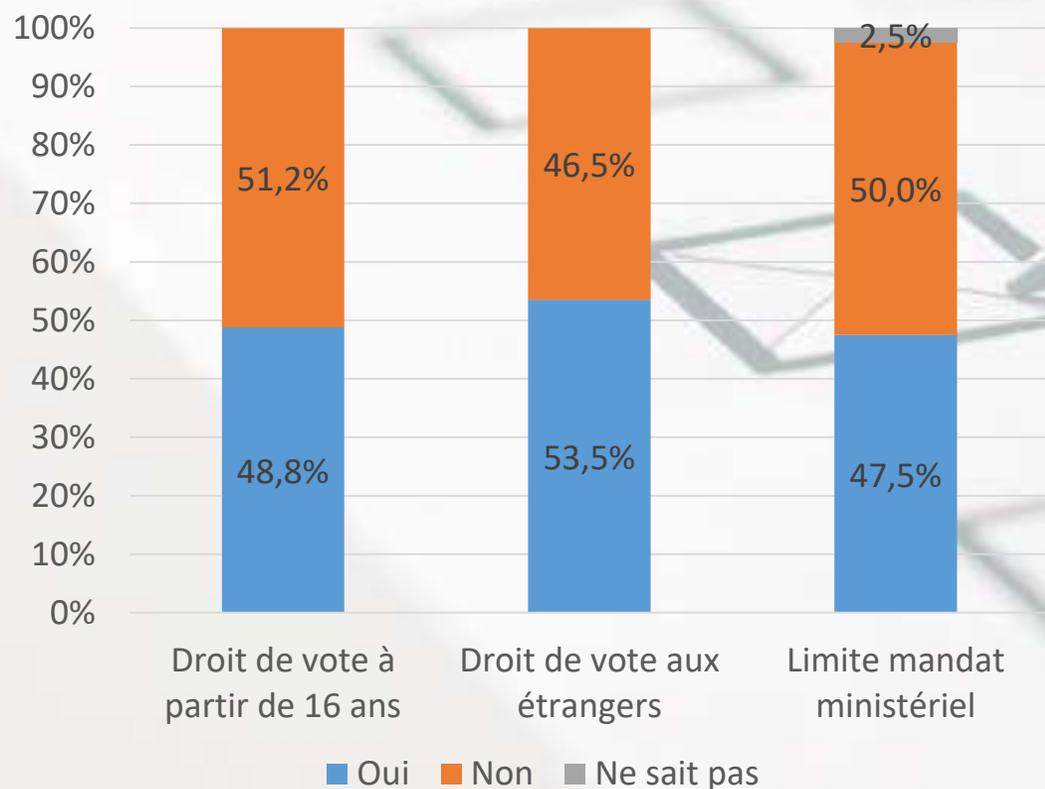
Seuls les 18-24ans et 25-34ans ont retardé un peu plus leur vote. La majorité des électeurs l'avaient fait deux mois avant alors que les jeunes seulement un mois avant.

Le moment de la décision du vote 2009-2015

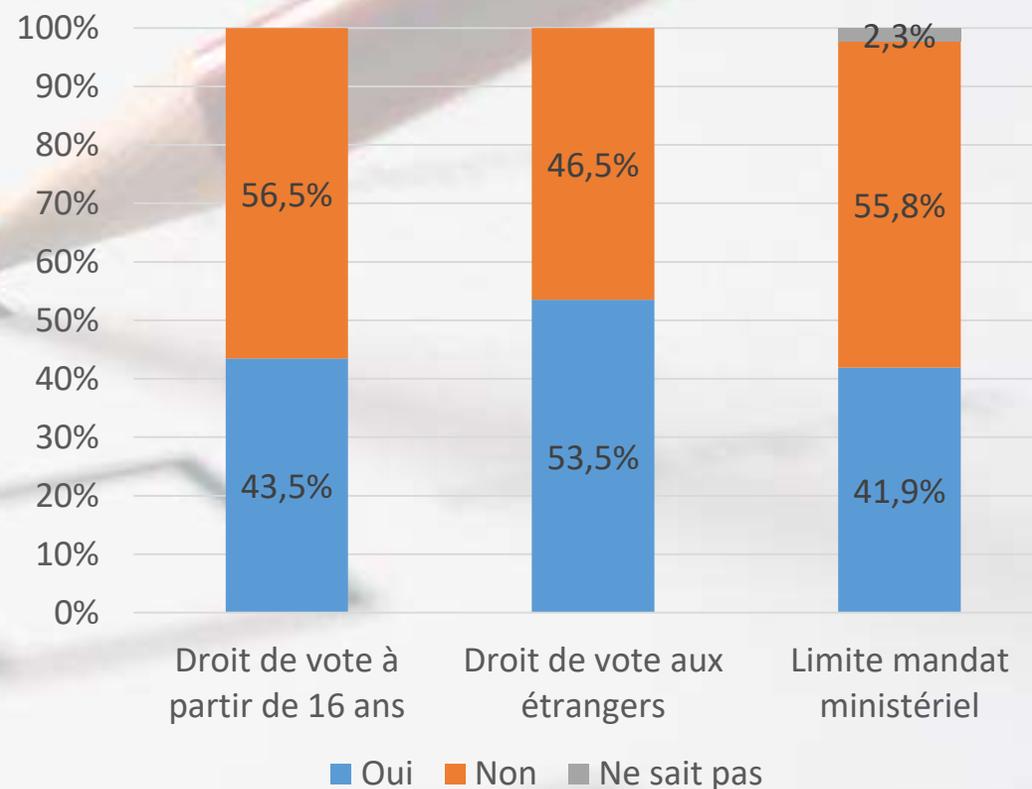


# Les électeurs les plus respectueux des consignes de votes de leurs partis pour le «oui»

## Vote des électeurs de La Gauche

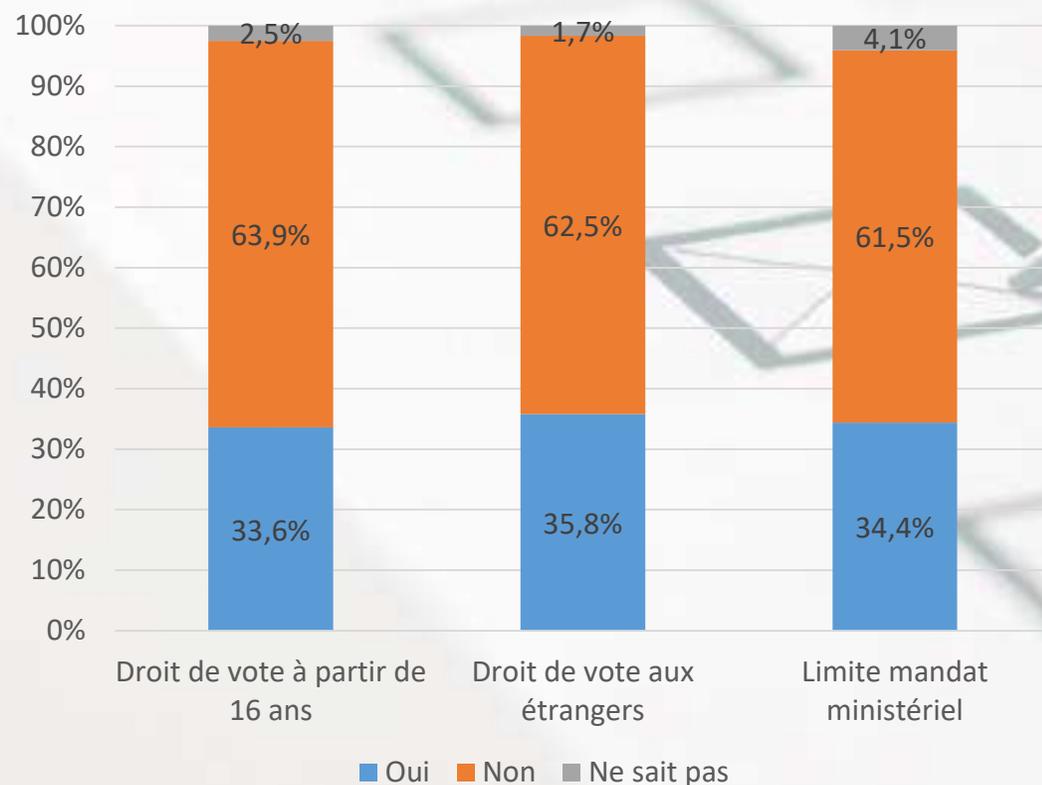


## Vote des électeurs des Verts

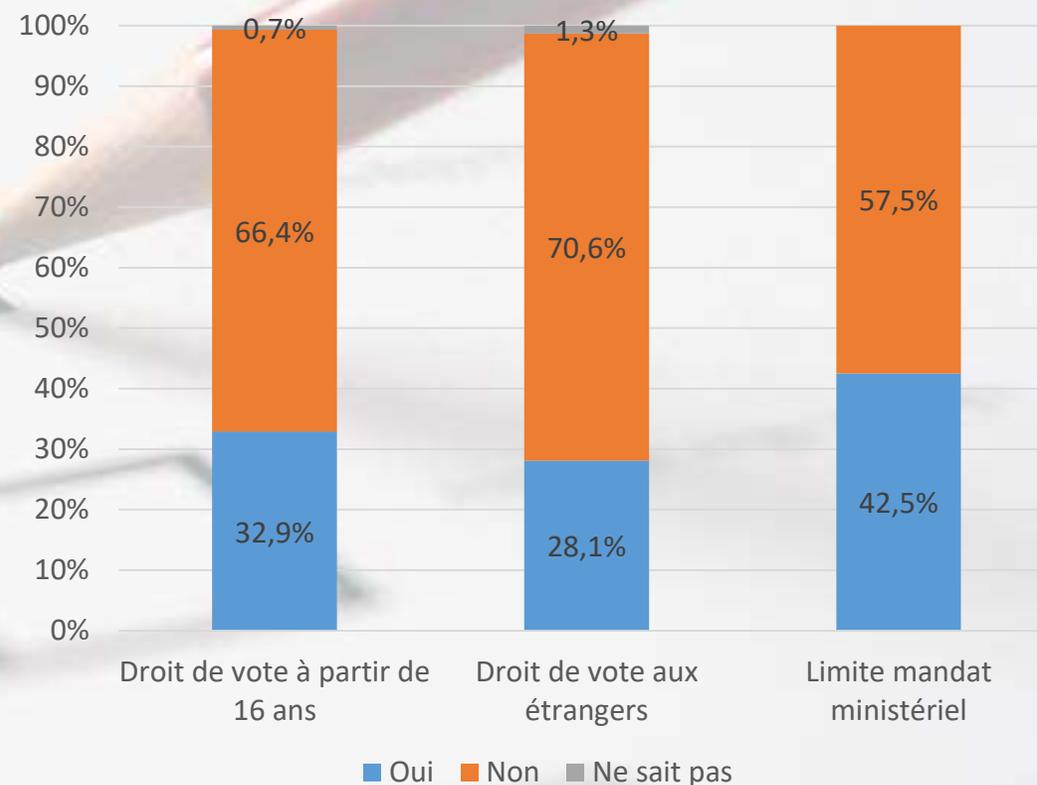


# Les électeurs les moins respectueux des consignes de votes de leurs partis pour le «oui»

## Vote des électeurs du LSAP

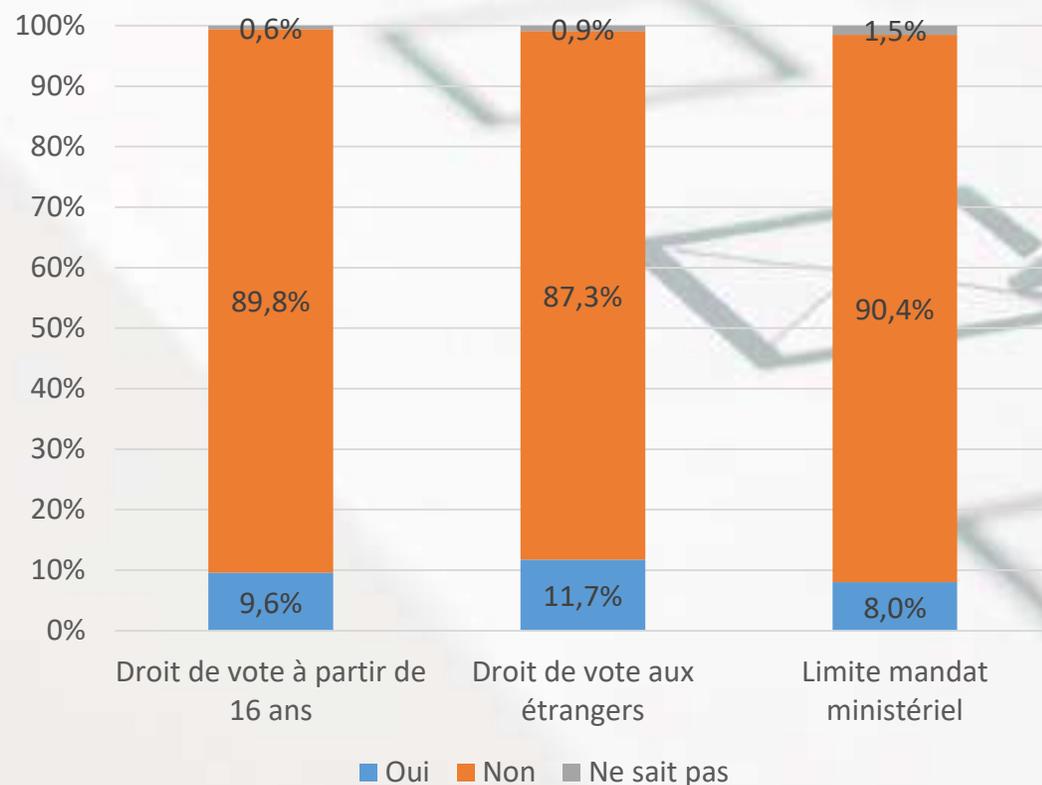


## Vote des électeurs du DP

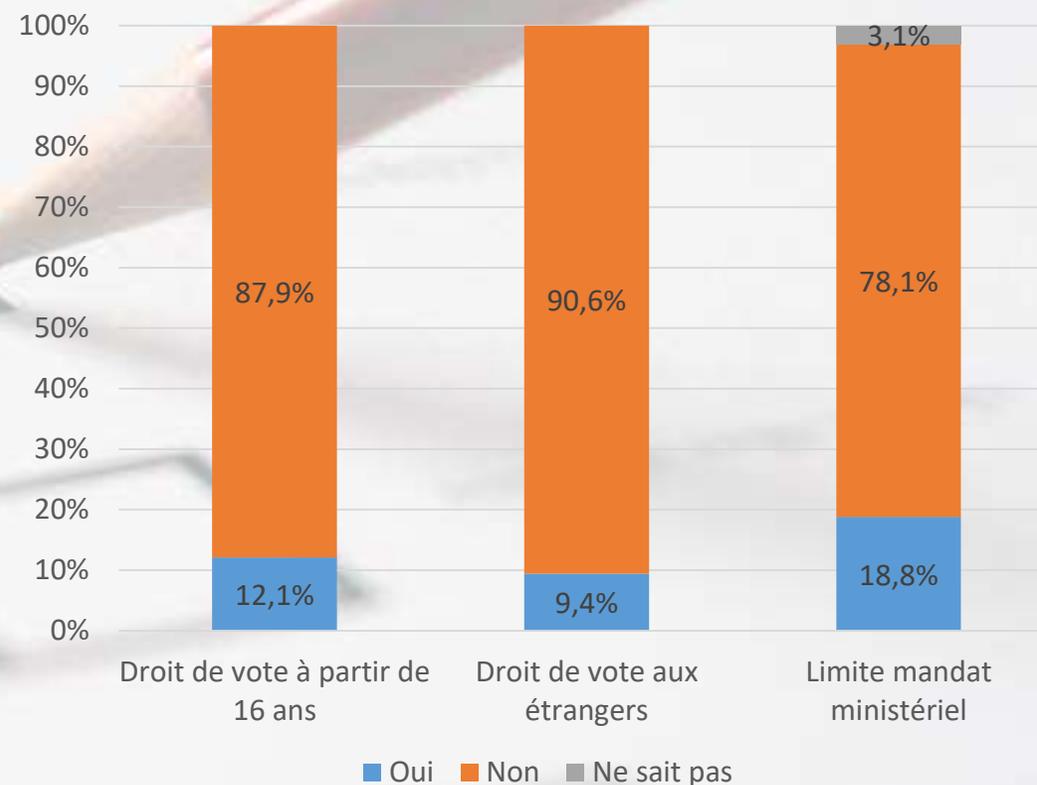


# Les électeurs du CSV et de l'ADR les plus fidèles aux consignes de vote de leurs partis

## Vote des électeurs du CSV

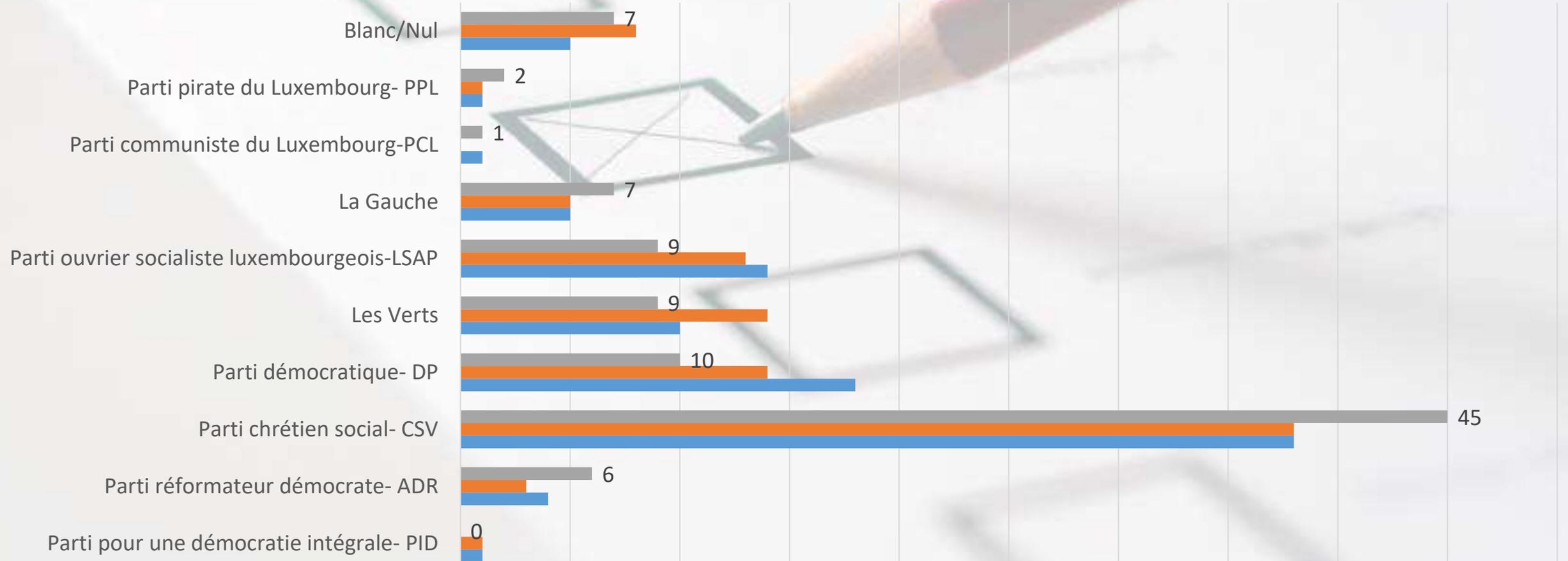


## Vote des électeur de l'ADR



# Le CSV progresserait dans toutes les circonscriptions dans les intentions de vote (particulièrement dans le Centre & les communes de l'hinterland de la capitale)

Les intentions déclarées de vote,  
2013, 2014 & 2018



## Un CSV potentiellement dominateur dans les cohortes d'électeurs les plus déterminantes aux élections et au cœur des « non »

- ❖ Les Chrétiens sociaux progresseraient le plus dans les circonscriptions Centre et Sud (46 et 44% contre 34 et 37% en 2013);
- ❖ Particulièrement parmi les familles ayant entre 1 et 2 enfants (51 et 50% contre 40 et 43% en 2013);
- ❖ 51% des retraités contre 44% en 2013;
- ❖ 59% des enseignants contre 47% en 2013;
- ❖ Toutes les catégories de revenus et plus particulièrement les moins de 3000 et les 5000 à 8000 euros (41, 50 et 55% contre 32, 41, 43%); Le cœur des « non » au référendum;
- ❖ Une très forte progression parmi le secteur public et encore plus les professions libérales (48 et 54% contre 40 et 43% en 2013).

The background features a close-up, shallow depth-of-field shot of a light-colored pencil resting on a white document. The document has faint, out-of-focus text and several rectangular checkboxes, some of which are partially filled with a light blue color. The overall aesthetic is clean and professional, suggesting a legal or academic context.

# Opinion sur les droits politiques des étrangers

Partie VI

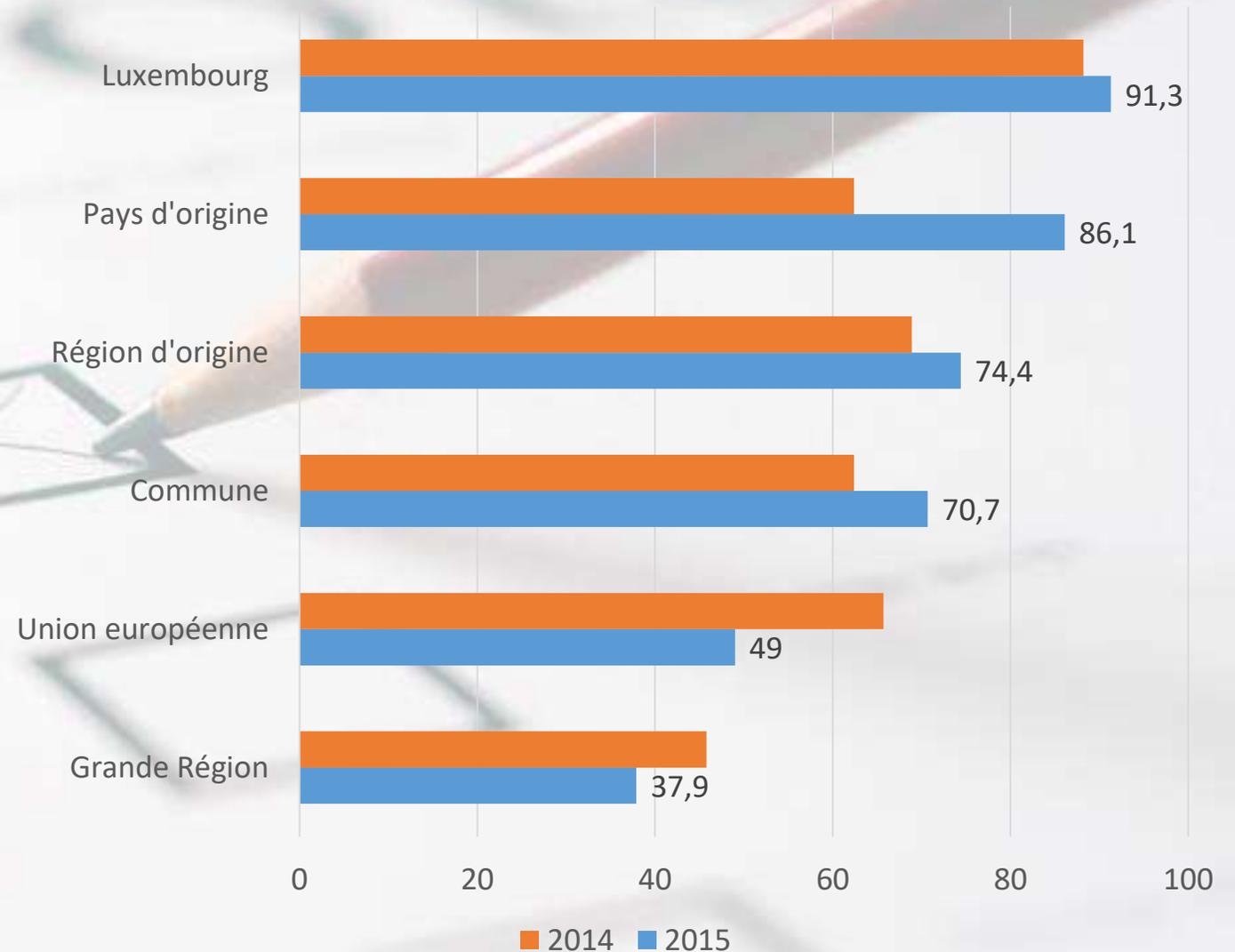
## Un attachement incommensurable au Luxembourg qui se renforce depuis 2005

Ce sont les étudiants qui sont les moins attachés au Luxembourg « seulement » 77% (cette catégorie représente seulement 9% du corps électoral).

La naissance dans un autre Etat que le Luxembourg n'a pas de conséquence sur l'attachement au pays. Bien au contraire les néo-Luxembourgeois et/ou les Luxembourgeois de l'extérieur sont beaucoup attachés à leurs pays de naissance (49% contre 73% ceux qui sont nés au Luxembourg).

L'attachement à l'Union européenne n'est plus majoritaire, particulièrement parmi les fonctionnaires moyens de l'Etat et des communes, respectivement 42 et 39% (22% du corps électoral).

Degré d'attachement suivant le palier de gouvernance et/ou d'identité



# Une position équilibrée de départ en décembre 2013 sur le vote des étrangers aux Législatives

Structure de l'électorat  
sur le droit de vote des étrangers aux législatives après 5 ans en 2013



	ADR	PCS	PD	POSL	Les Verts	La Gauche	Total
D'accord	21,2	39	53,3	48,9	52,2	57,7	44,9
Plutôt d'accord	9,1	10,8	10,1	14,8	15,9	7,7	11,6
Plutôt pas d'accord		6,3	5,7	4,4	2,9	1,9	5,1
Pas d'accord	69,7	43,9	30,8	31,9	29	32,7	38,4

■ D'accord   
 ■ Plutôt d'accord   
 ■ Plutôt pas d'accord   
 ■ Pas d'accord

# + de 61% du corps électoral voulait se prononcer par référendum sur le droit de vote des étrangers aux législatives en 2014

Le Gouvernement devrait maintenir le référendum sur le droit de vote des étrangers aux élections législatives



	ADR	PCS	PD	POSL	Les Verts	La Gauche	Total
D'accord	48,00%	35,20%	35,50%	41,30%	33,00%	50,00%	36,30%
Plutôt d'accord	12,00%	21,40%	43,50%	28,30%	30,70%	26,90%	25,10%
Plutôt pas d'accord	16,00%	21,00%	6,50%	10,90%	18,20%	11,50%	14,80%
Pas d'accord	24,00%	15,70%	6,50%	10,90%	4,50%	7,70%	13,30%
NSP/SR		6,70%	8,10%	8,70%	13,60%	3,80%	10,50%

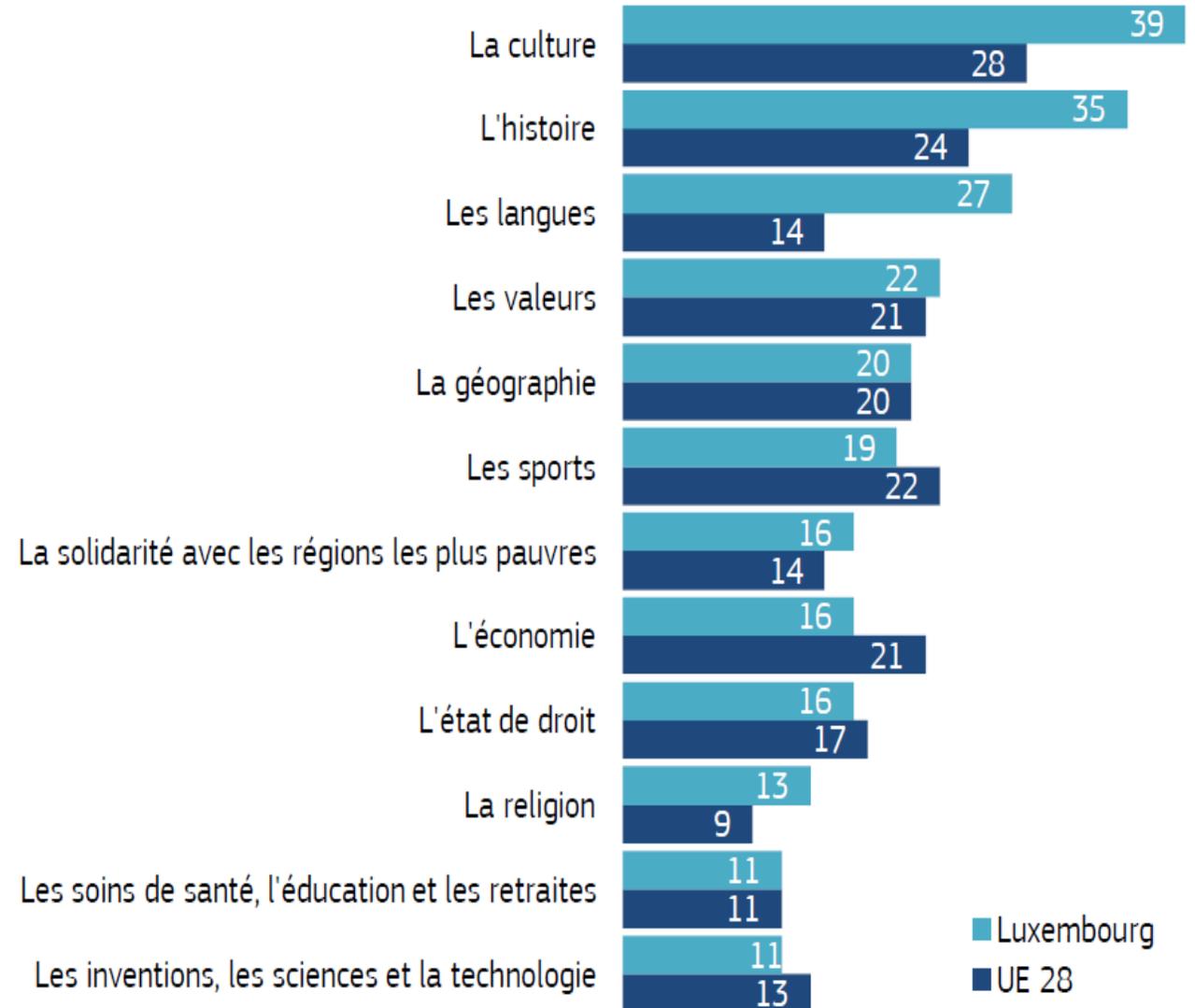
■ D'accord   
 ■ Plutôt d'accord   
 ■ Plutôt pas d'accord   
 ■ Pas d'accord   
 ■ NSP/SR

## Des citoyens européens affirmant une conception culturelle et normative de la communauté- Eurobaromètres 84

L'enquête eurobaromètre du printemps 2015 montrait que les habitants du Luxembourg étaient les plus nombreux à affirmer leur attachement à la citoyenneté européenne (83%) mais 66% « seulement » parmi les seuls Luxembourgeois de nationalité.

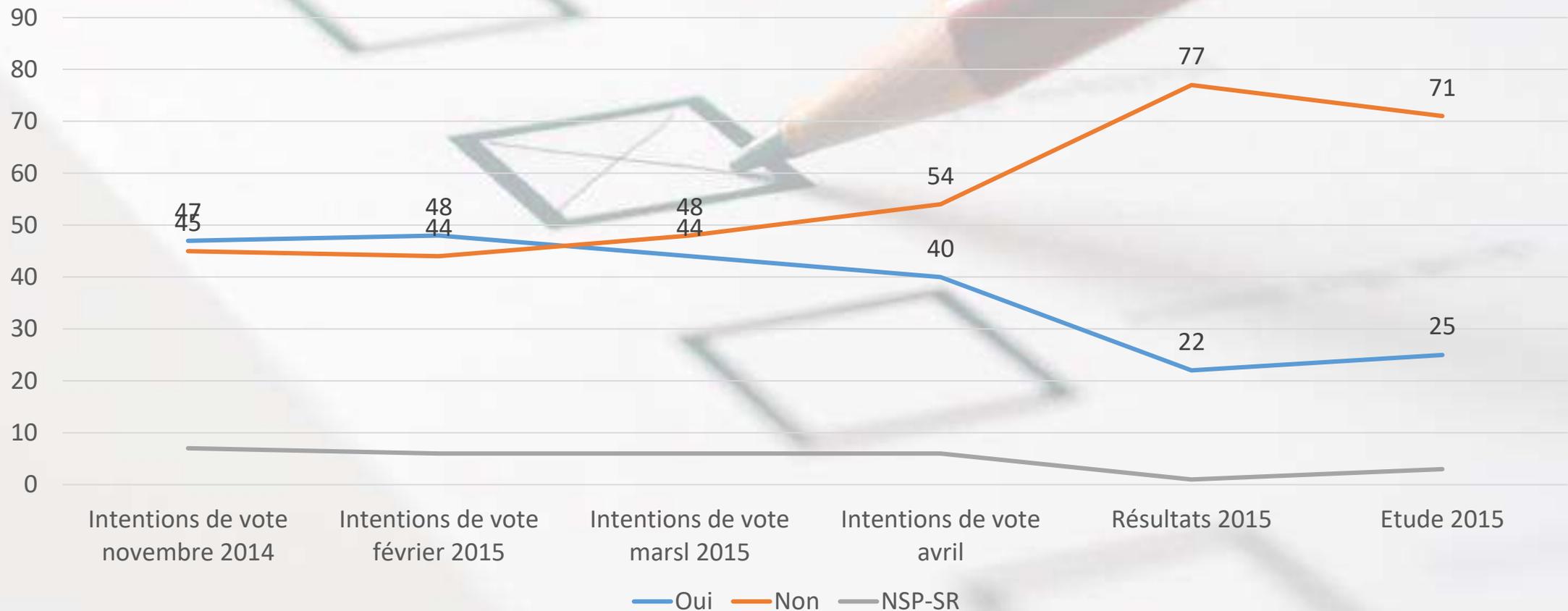
L'enquête montrait aussi une vision différencialiste culturelle pour l'identité dans l'Union européenne. Parmi les éléments constitutifs de la citoyenneté et 35% insistaient sur le partage de la culture (54% pour les nationaux, moyenne UE 27%) et 27% sur la question de la langue (39% pour les nationaux et 13% en moyenne de l'UE).

### Les domaines qui créent un sentiment de communauté



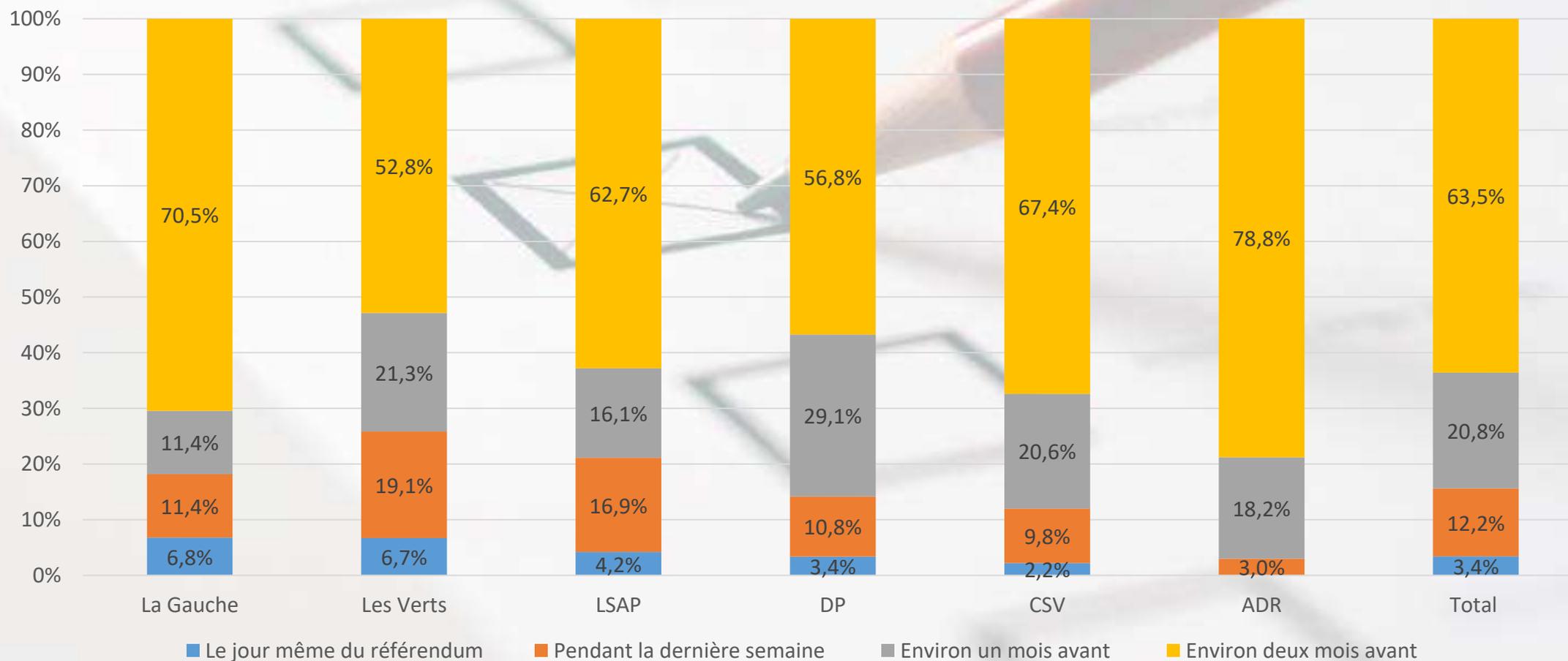
# Un étiolement continu du « oui » du droit de vote aux élections législatives des étrangers avec deux cristallisations : la prime connaissance des questions et la campagne officielle du CSV

L'évolution des intentions de vote sur le droit de vote des étrangers aux législatives

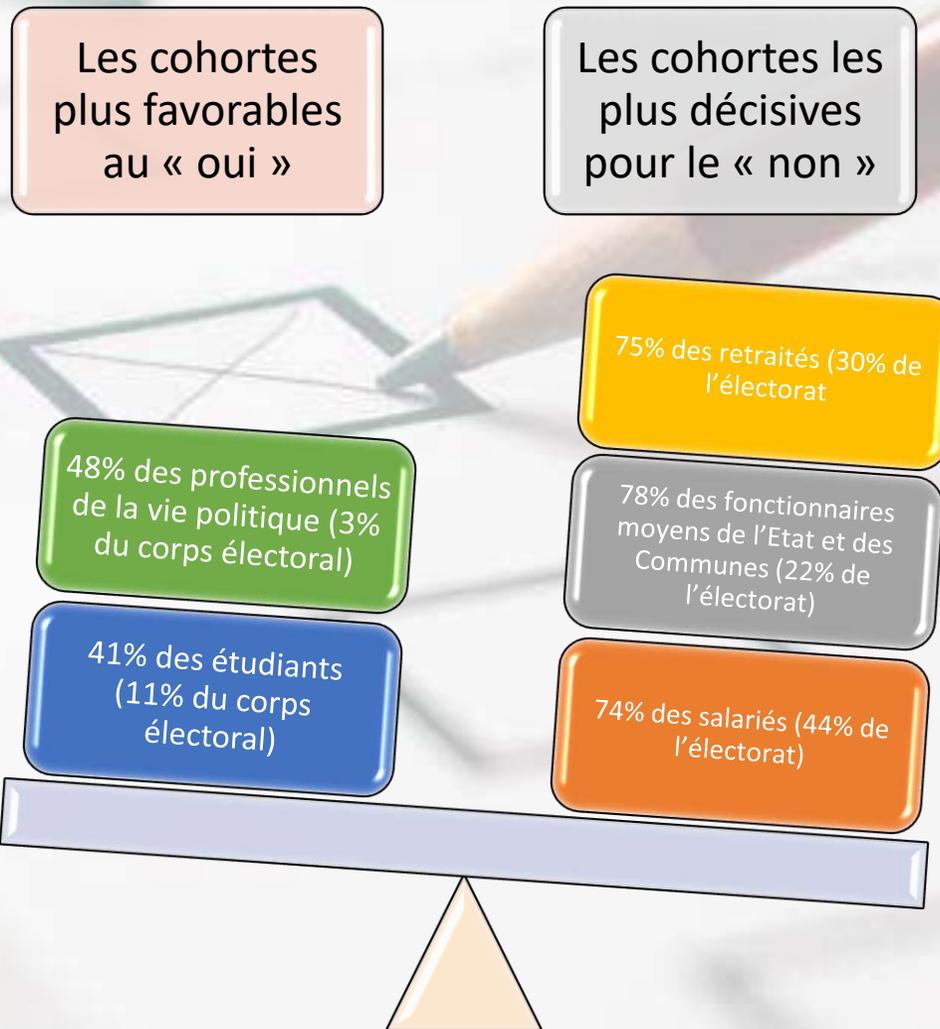


# Les électeurs écologistes les plus indéterminés sur le choix du vote des étrangers dans le temps (avec les libéraux)

## Moment du choix électoral: droit de vote des étrangers



# Un « non » au droit de vote des étrangers rassemblant secteur privé, secteur public moyen et retraités



# Les arguments des acteurs de la campagne

## La coalition du « oui »

Conception de la  
démocratie  
procédurale

Conception de la  
démocratie  
participative

Question de  
légitimité de la  
décision en  
politique

Risque de  
« sanctions » par  
les institutions du  
Conseil de l'Europe

Exemplarité du  
Luxembourg dans  
l'Union  
européenne

Processus  
historiques  
d'extension du  
corps électoral

## La coalition du « non »

Conception de la  
démocratie normative

Conception de la  
démocratie  
rédemptrice

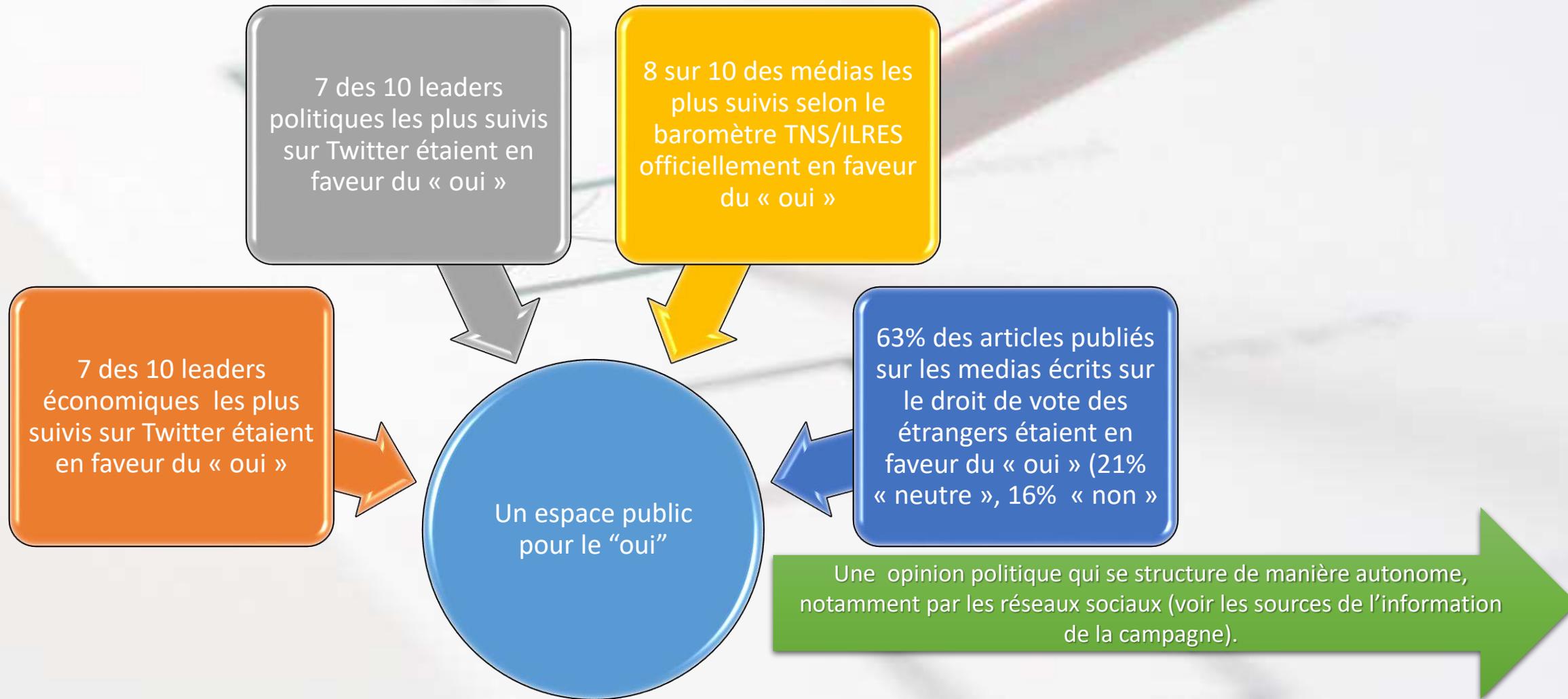
Conception de la  
démocratie  
consociative

Modifier les conditions  
d'accès à la nationalité

Incompatibilités  
juridiques et  
réciprocités en Europe

Renforcer la  
participation politique  
des étrangers d'abord  
aux européennes et aux  
municipales

# Une dissociation majeure entre la structuration de l'espace public et la structuration de l'opinion privée



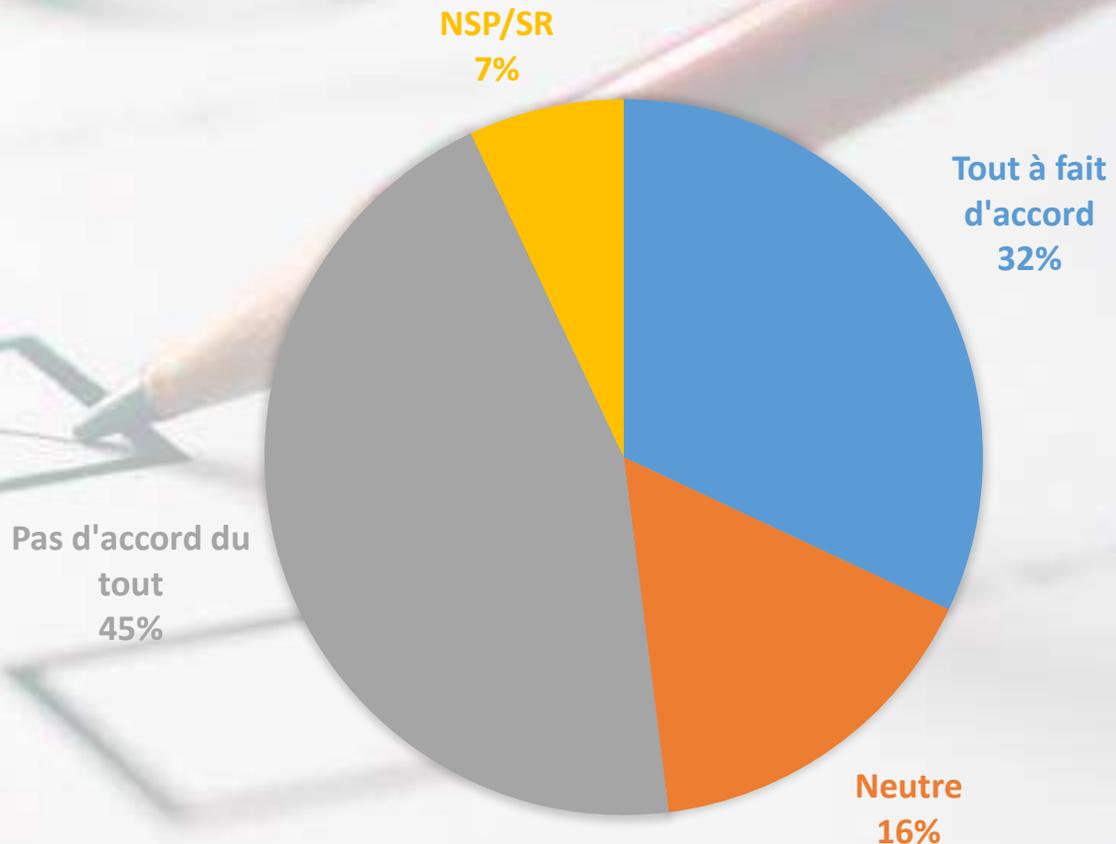
## Légitimité de la décision en politique en 2015

La majorité de la population active de nationalité luxembourgeoise considère que ce n'est pas un problème d'avoir moins de 50% du corps électoral décisionnel par rapport à la population adulte (50% chez les 35-49ans et 51% chez les 50-64ans et+).

51% des Hommes le pensent aussi alors que ce n'est le cas que de 42% des Femmes.

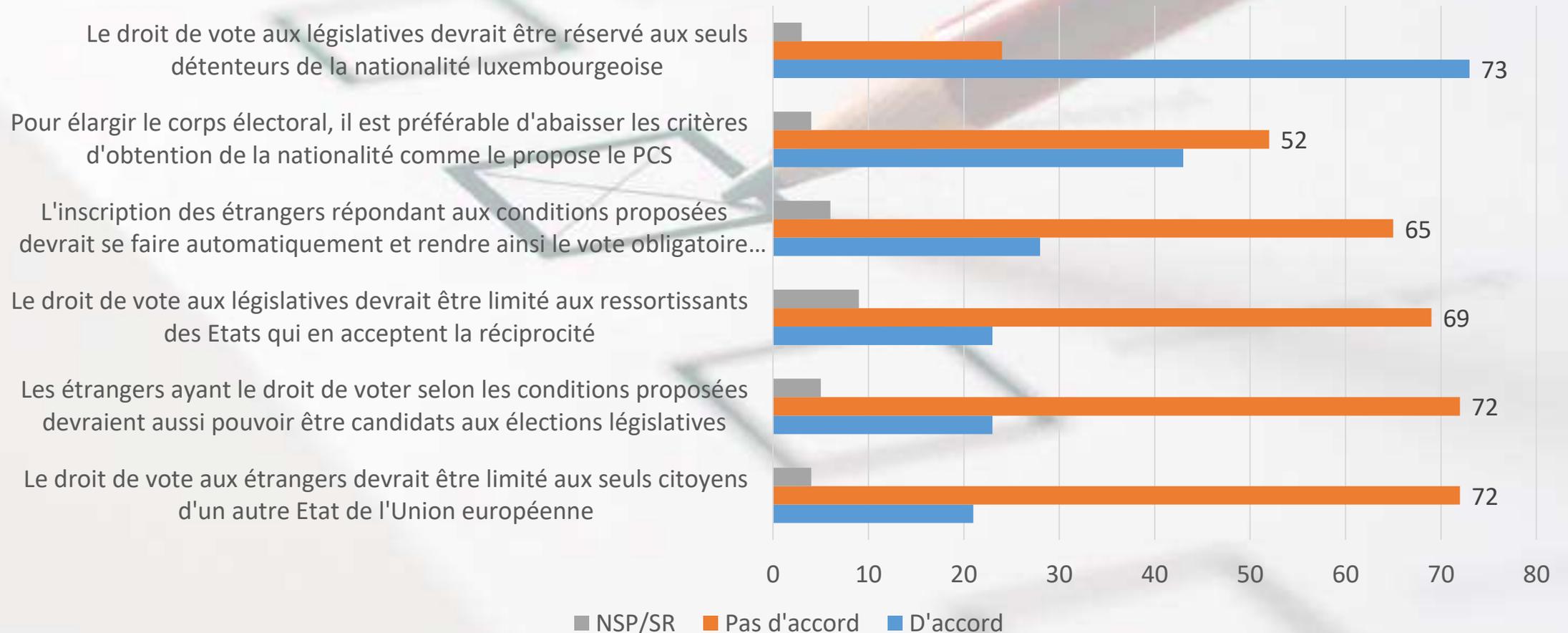
Les proportions sont aussi très fortes parmi les fonctionnaires moyens de l'Etat (60%) et les fonctionnaires communaux (50%).

LÉGITIMITÉ DE LA DÉCISION EN POLITIQUE AU LUXEMBOURG AMOINDRIE SI LE NOMBRE D'ÉLECTEURS REPRÉSENTE MOINS DE 50% DE LA POPULATION ADULTE EN ÂGE DE VOTER



# Les droits politiques des étrangers: L'inextricable relation entre citoyenneté et nationalité

## Les droits politiques des étrangers



## Dissociation entre le « pays légal » et le « pays réel » sur la question de la nationalité

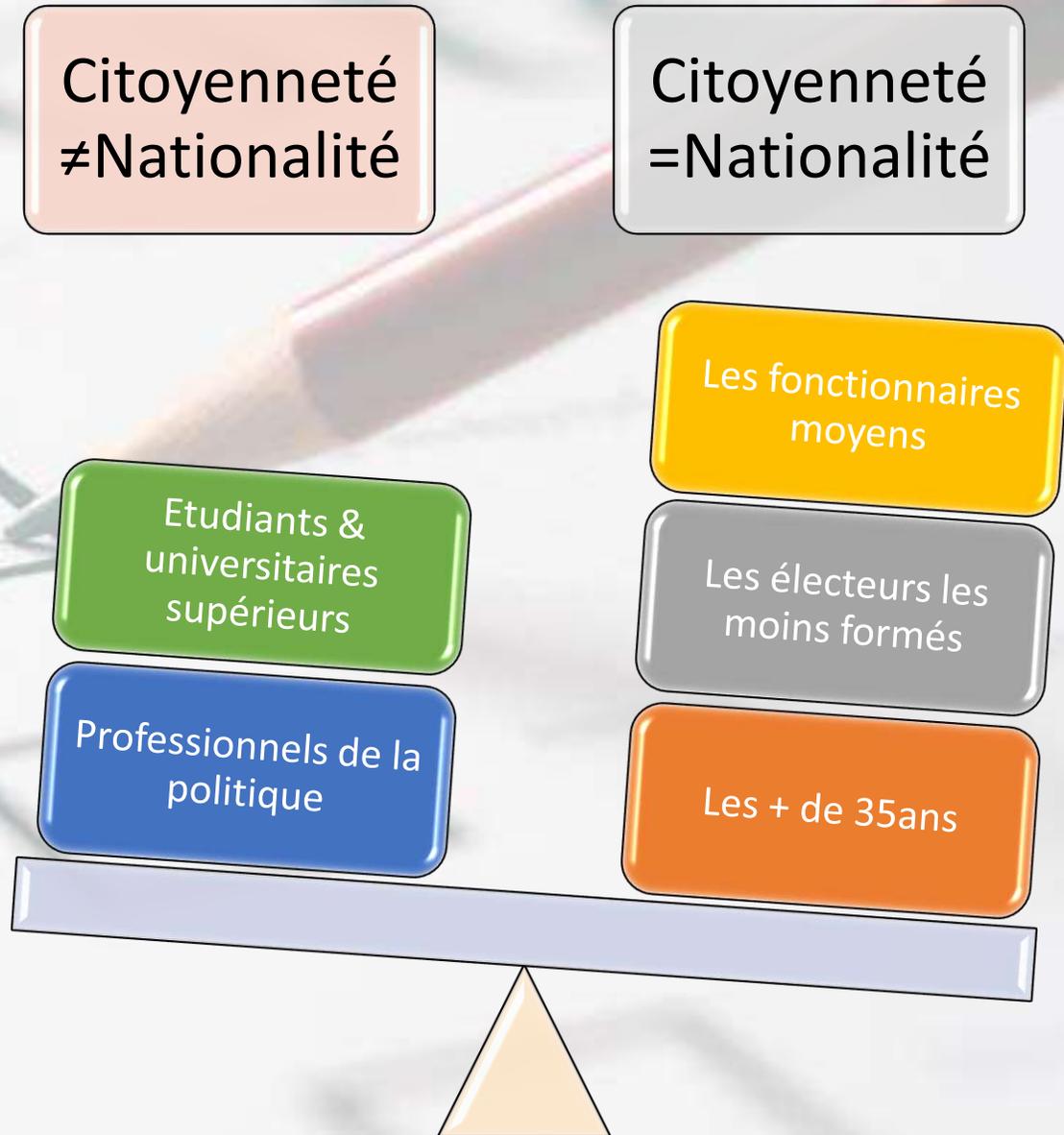
85% des électeurs formés aux seuls premiers cycles souhaitent le maintien indéfectible entre nationalité et citoyenneté (26% du corps électoral).

83% des Fonctionnaires moyens de l'Etat et/ou des communes (22% du corps électoral).

Au contraire :

48% des étudiants étaient pour la rupture du lien (11% du corps électoral).

51% des membres de l'exécutif et des corps législatifs l'étaient également (3% du corps électoral).



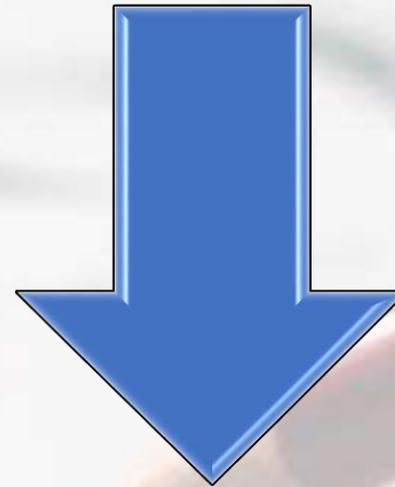
## Evaluation de la proposition alternative du CSV sur les droits politiques des étrangers

Plus l'âge augmente, plus l'élargissement de la nationalité tel que proposé croît (35% de soutien chez les 18-34ans et 57% les plus de 65ans et+).

L'une des rares distinction entre les sexes. Les hommes sont plus nombreux que la moyenne nationale à soutenir une telle proposition (47% contre 40% chez les femmes).

Les cadres supérieurs (55%) et 53% des membres de l'exécutif et des corps législatifs le sont également.

49% dans la circonscription Centre supportent également la voie médiane (cf. propositions BRAZ/WISELER).



Les électeurs du Sud, les jeunes et les fonctionnaires moyens de l'Etat

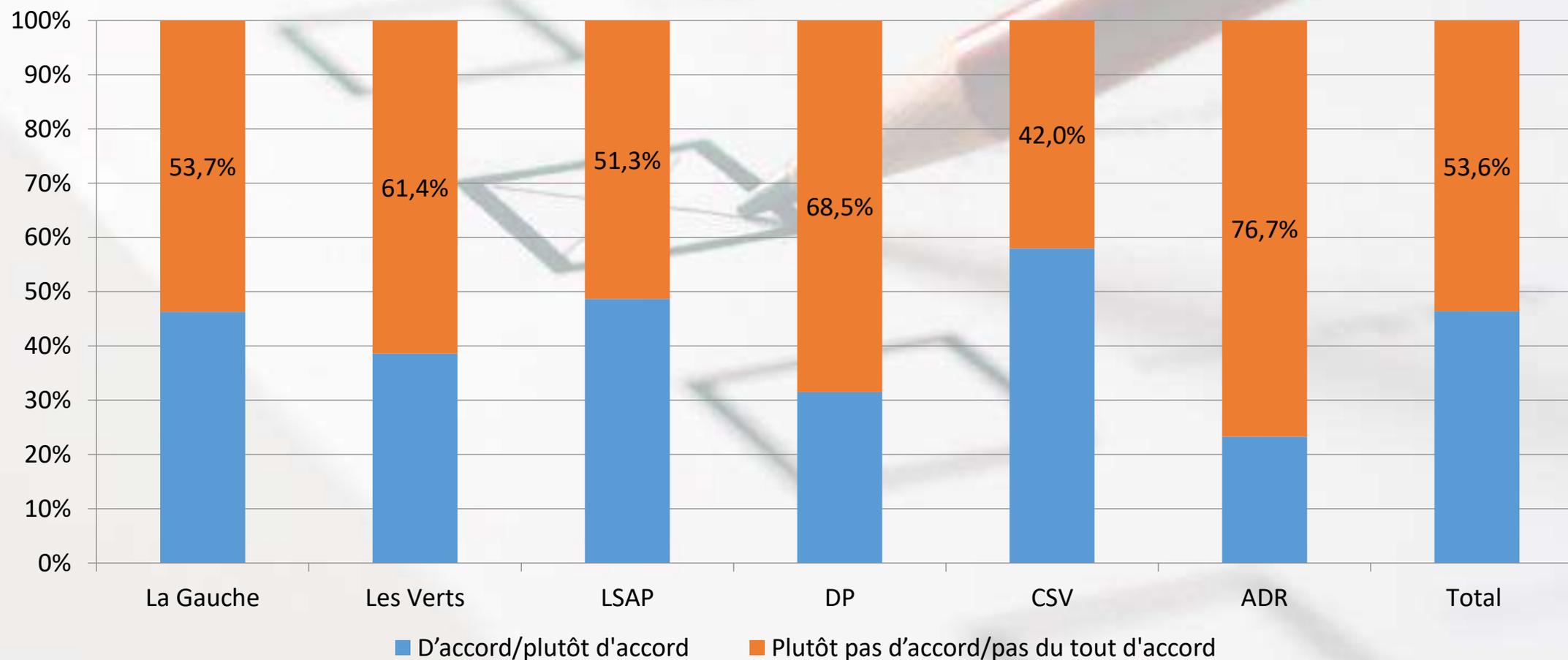


Les retraités, les hommes, les professionnels de la Politique et les électeurs du Centre



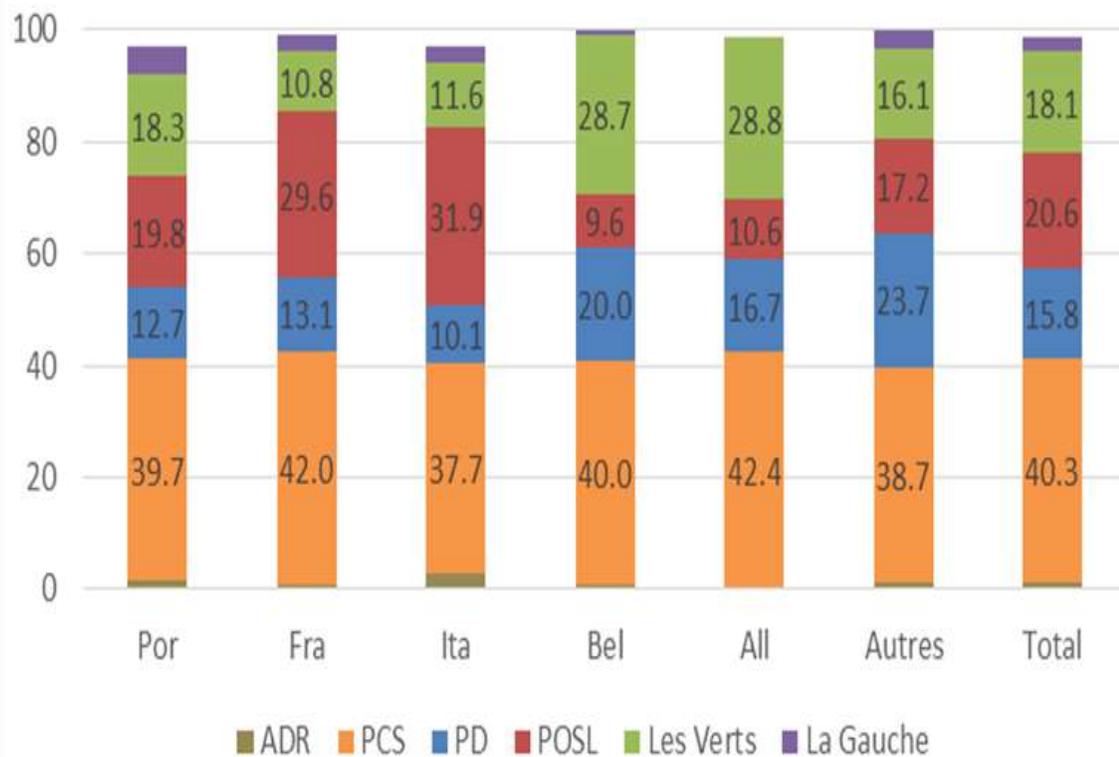
# La proposition du CSV en matière de nationalité n'est pas non plus majoritaire dans les électorats partisans à l'exception du sien

## Abaisser les critères de la nationalité pour élargir l'assiette électorale

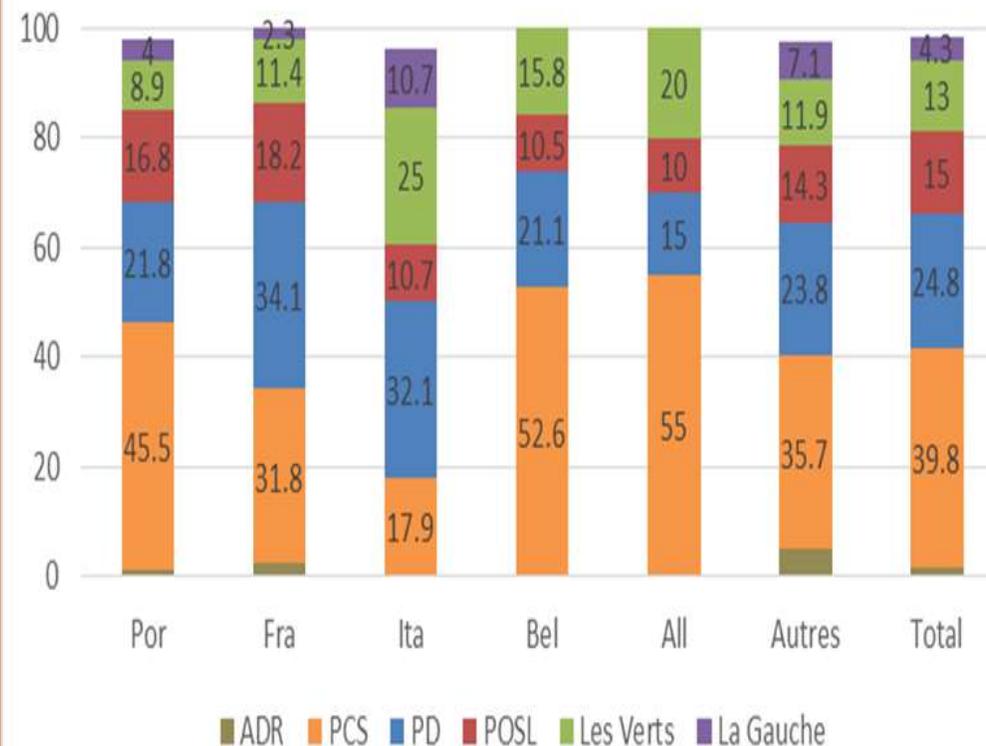


# Rappel: Un vote virtuel favorable au CSV et au DP en 2013 (mais un très gros tiers ne s'était pas prononcé)

Le vote virtuel des étrangers  
par nationalité en 2009

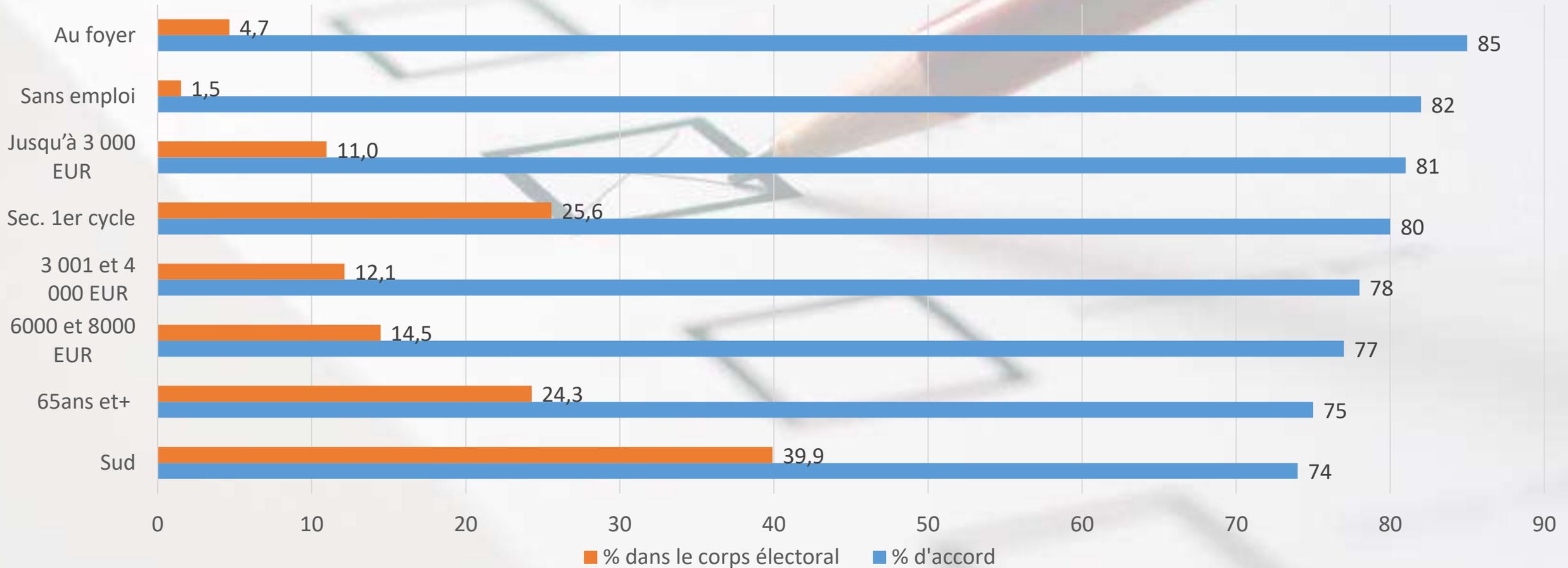


Le vote virtuel des étrangers  
par nationalité en 2013



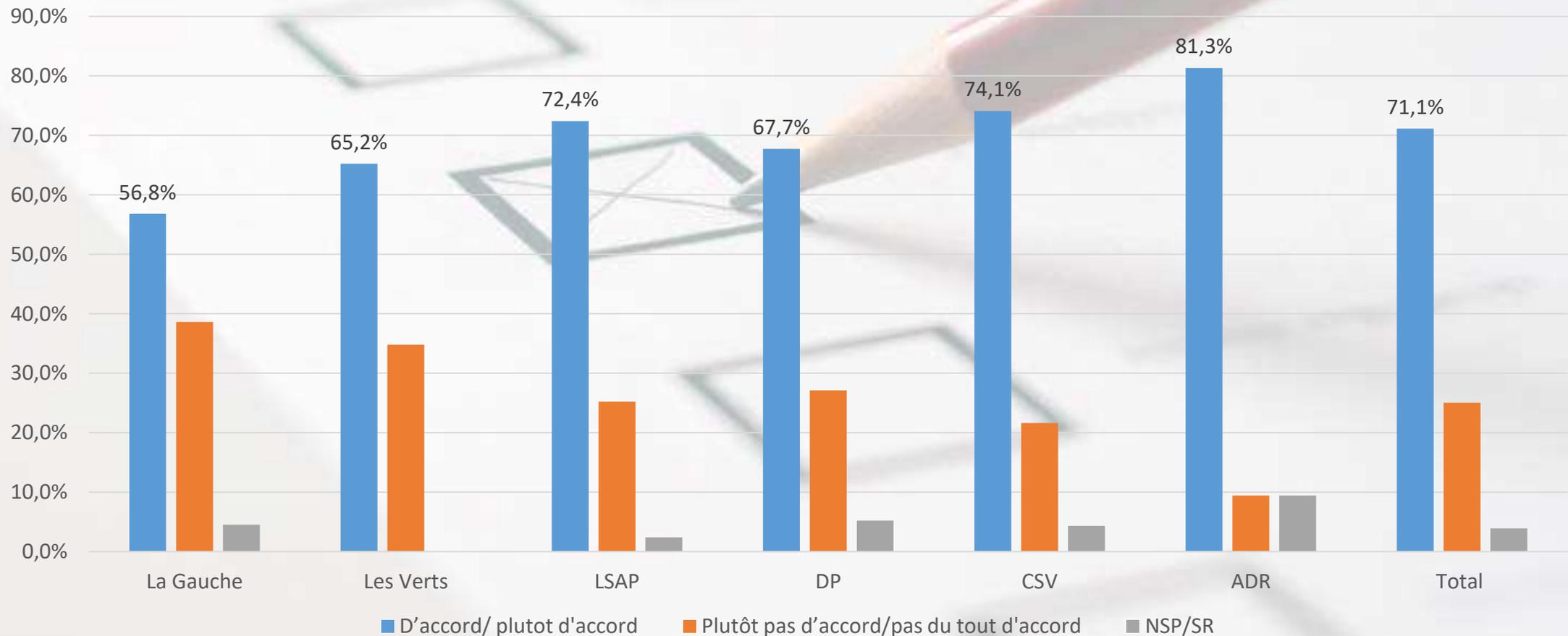
# 71% des Luxembourgeois soutiennent la préférence nationale à l'emploi en 2015 contre 60% en 2013...

Priorité nationale à l'emploi en 2015  
par catégorie sociale les plus fortes



# La préférence nationale à l'emploi y compris par rapport aux ressortissants de l'UE est un phénomène «trans-partisan»

En cas de diminution de nombre d'emploi priorité aux lux % au ressortissants de l'UE

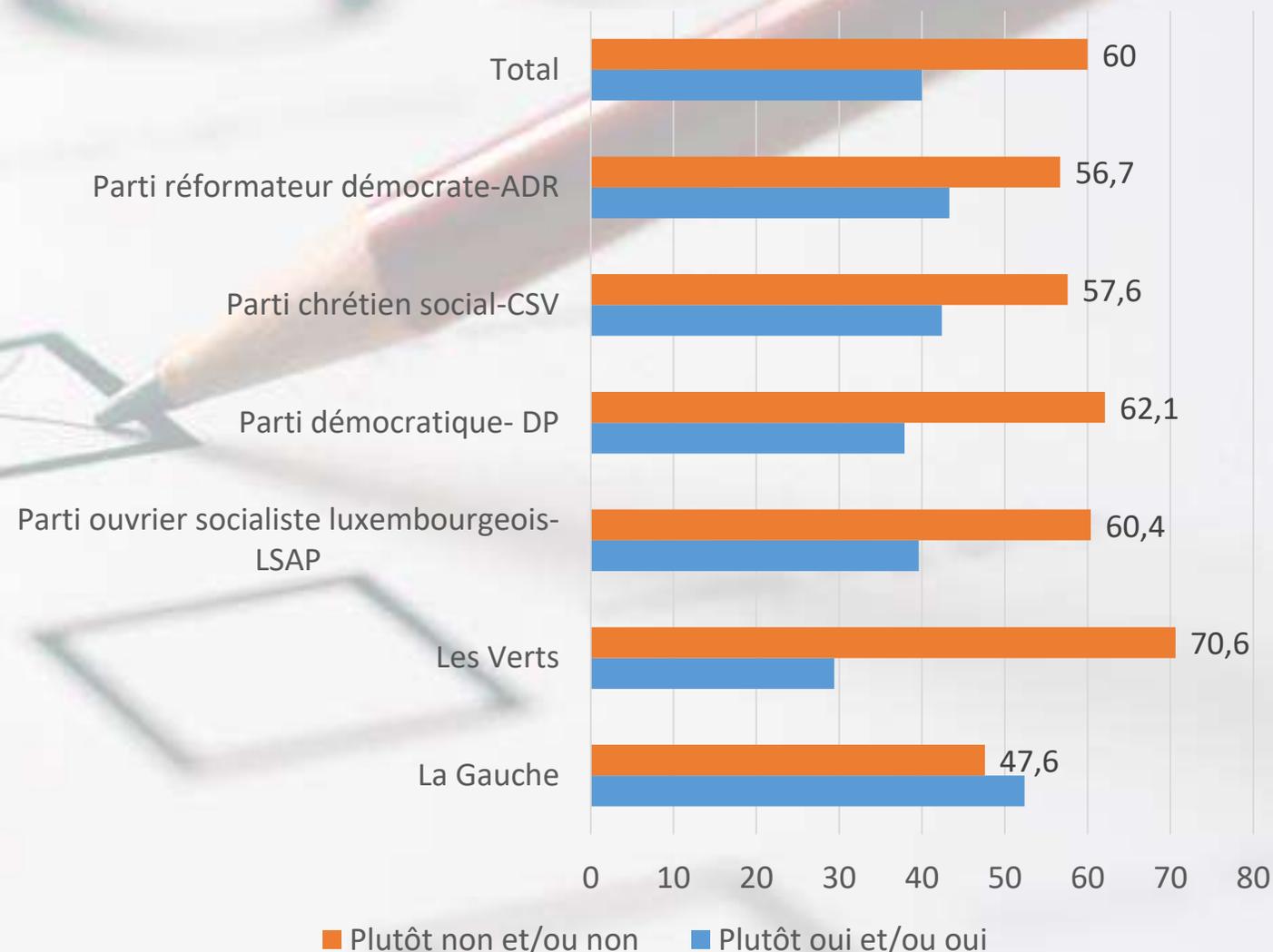


## Harmonie culturelle & cohésion sociale au Luxembourg

Plus l'âge s'élève plus la tendance à minimiser les conséquences pour l'harmonie culturelle et la cohésion sociale s'accroît. 51% des 18-24ans le pensent alors 33% seulement pour les 64ans et+.

Plus le niveau d'études s'élève, plus la tendance est à s'inquiéter des conséquences du référendum sur la cohésion sociale et communautaire (30% pour ceux qui le 1<sup>er</sup> cycle contre 50% pour ceux qui ont fait bac+4 minimum).

### Dégradation de l'harmonie et la compréhension entre les différentes communautés culturelles et linguistiques au Luxembourg suite à la campagne référendaire



# Principaux enseignements- Droit de vote des étrangers aux Législatives

Principe  
nationalitaire de la  
citoyenneté

Attachement à une  
conception  
normative de la  
démocratie

La cohésion sociale  
et le vivre ensemble  
ne seraient pas  
entamés

Réaffirmation  
continu & historique  
à la préférence  
nationale à l'emploi

Consensus relatif sur  
de nouvelles facilités  
à l'acquisition de la  
nationalité

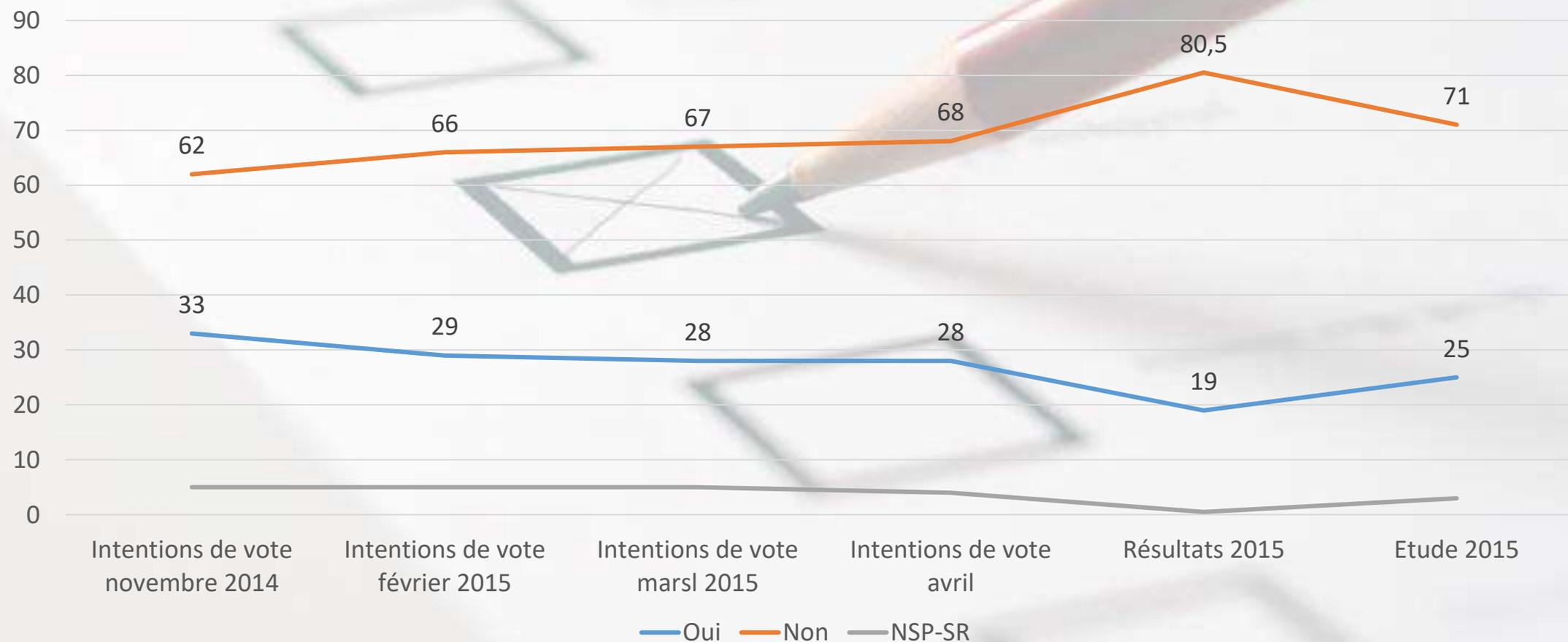
A close-up, shallow depth-of-field photograph of a wooden pencil with a pink eraser, pointing towards a grid of squares on a white document. The grid is slightly out of focus, and the pencil is the primary subject in sharp focus. The background is a soft, light-colored surface.

# Opinion sur l'âge électoral

Partie VII

# La domination originelle et renforcée du « non » au droit de vote des 16ans

L'évolution des intentions de vote sur le droit de vote des 16ans aux législatives



# Les arguments des acteurs de la campagne

## La coalition du « oui »

Élargir l'assiette  
électorale

Transformation de  
la maturité  
politique

Adéquation de  
l'âge de la sexualité  
et de l'âge  
politique

Responsabilité  
pour les  
générations  
futures

Moyen de  
diversifier par  
secteur d'activités  
le corps électoral

## La coalition du « non »

Expériences  
européennes peu  
concluantes  
(Autriche)

Insistance sur la  
formation civique

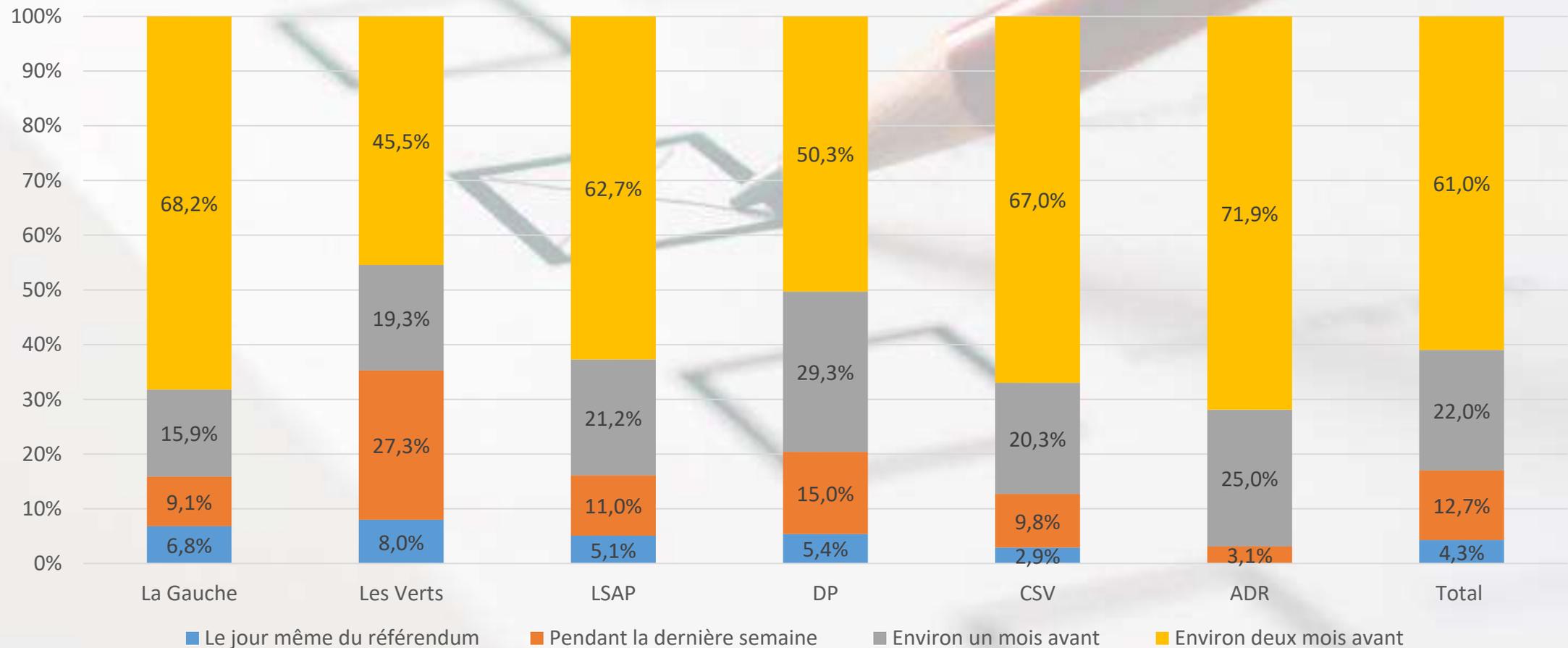
Les jeunes  
préfèrent d'autres  
droits

Élargir le corps  
électoral vers la  
population adulte  
résidente

Incompatibilités  
juridiques

# Les électeurs écologistes les plus indéterminés sur le choix du vote des 16ans dans le temps (avec les libéraux)

## Moment du choix électoral pour droit de vote à 16 ans



## Le droit de vote facultatif à 16ans

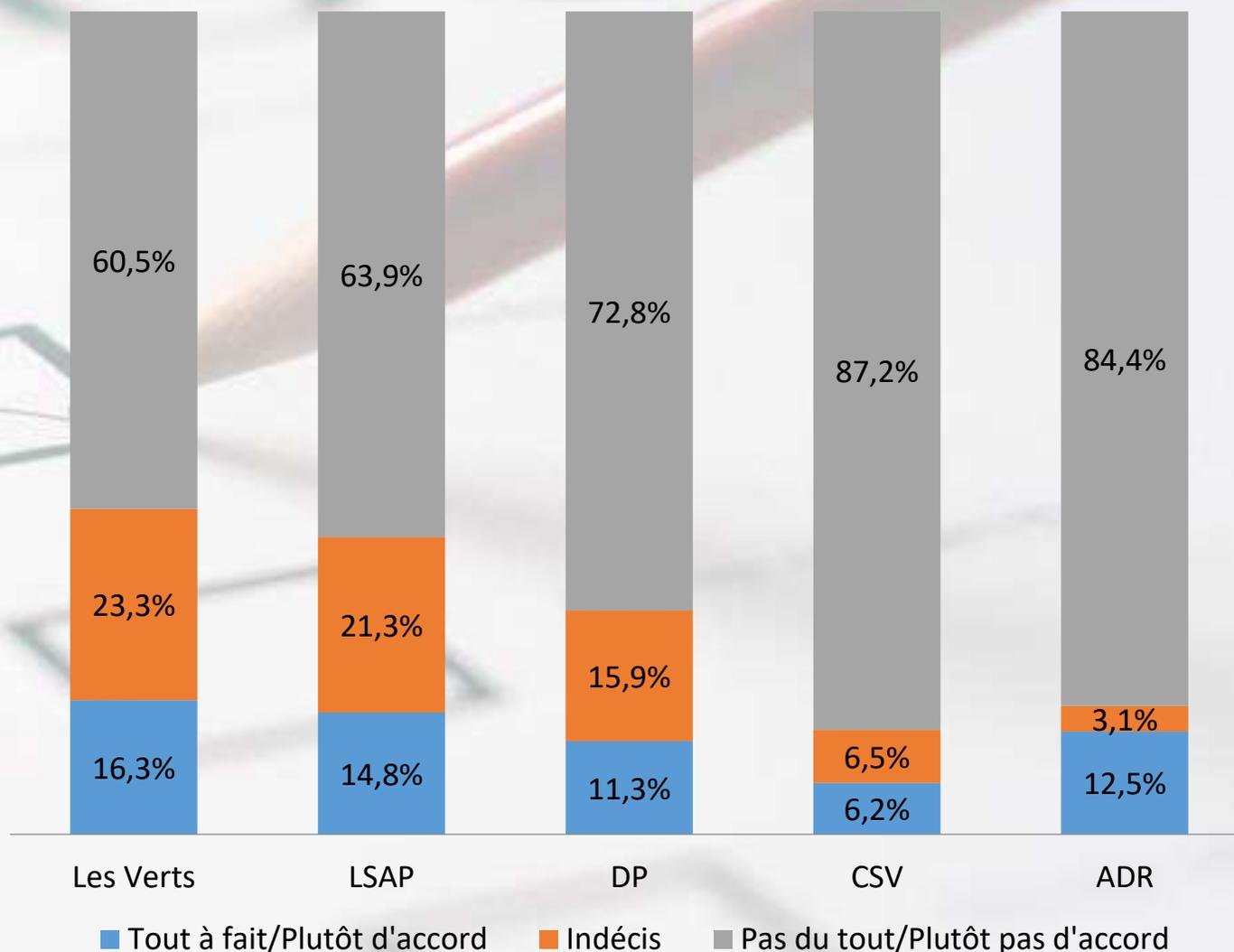
Moins d'un tiers des 18-24ans étaient en faveur d'un tel droit (respectivement 31 & 28% pour une moyenne de 24%).

Seuls les fonctionnaires dans les organisations internationales étaient au dessus du tiers avec les étudiants (respectivement 37 et 33%). Mais ils ne représentent que 1 et 11% du corps électoral

Le consensus pour ne pas distribuer ce droit de vote n'a jamais été majoritaire dans les enquêtes préélectorales liées à la campagne et/ou au rapport ELECT de 2004, 2009 et de 2013.

L'électorat CSV était le plus opposé à cette mesure.

### Meilleur fonctionnement de la démocratie au Luxembourg en abaissant le droit de vote à 16 ans



# L'âge électoral

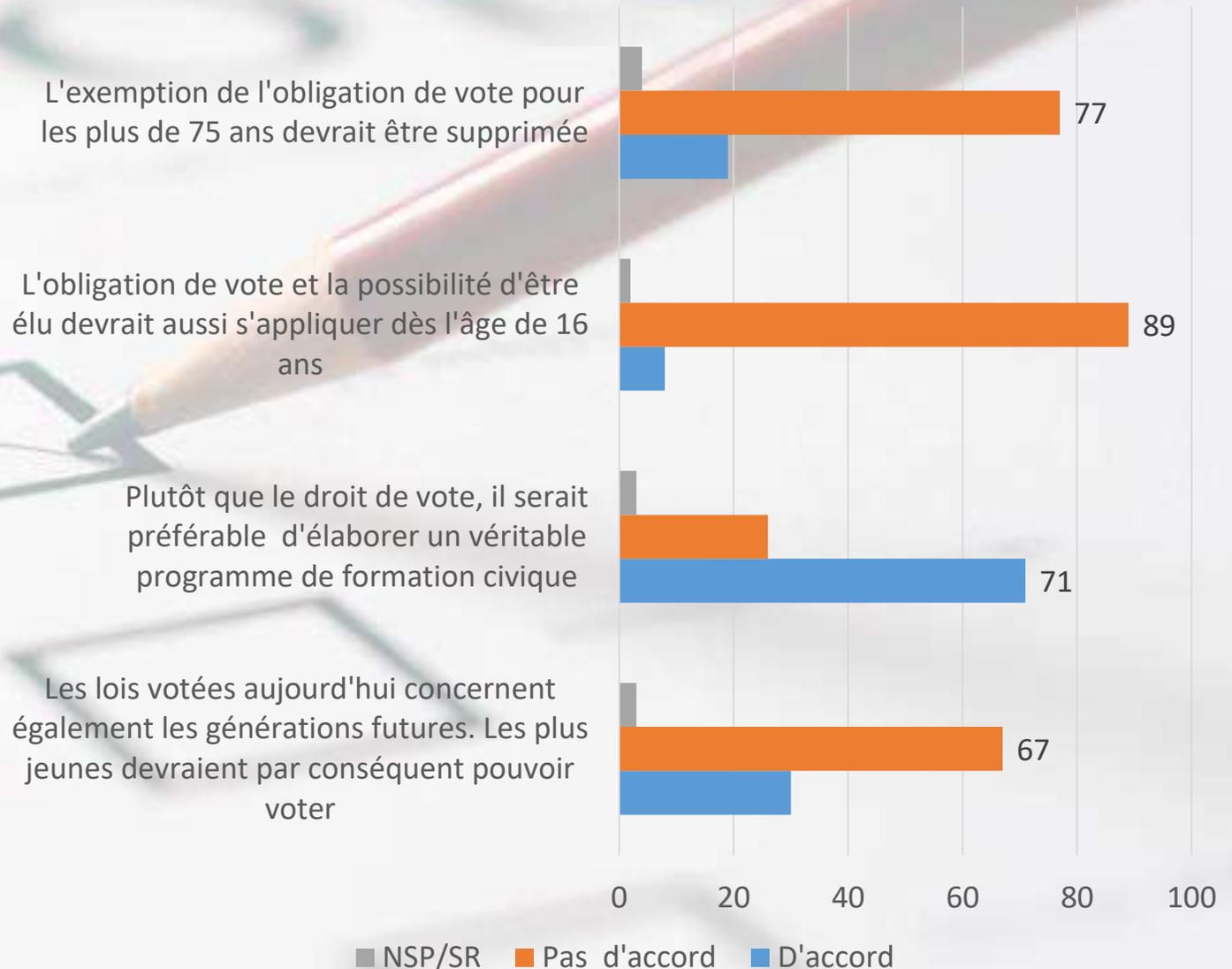
66% des 18-24ans considéraient que les jeunes à 16 ans ne sont pas assez mûrs pour pouvoir voter (71% moyenne nationale).

Plus les revenus s'élèvent plus cette opinion est partagée (de 64% pour les moins de 3000 euros à 79% pour les 6000 euros et +).

La suppression de l'exemption du droit de vote obligatoire pour les plus âgés est relativement la plus soutenue par les + de 65ans (30% pour une moyenne de 19%).

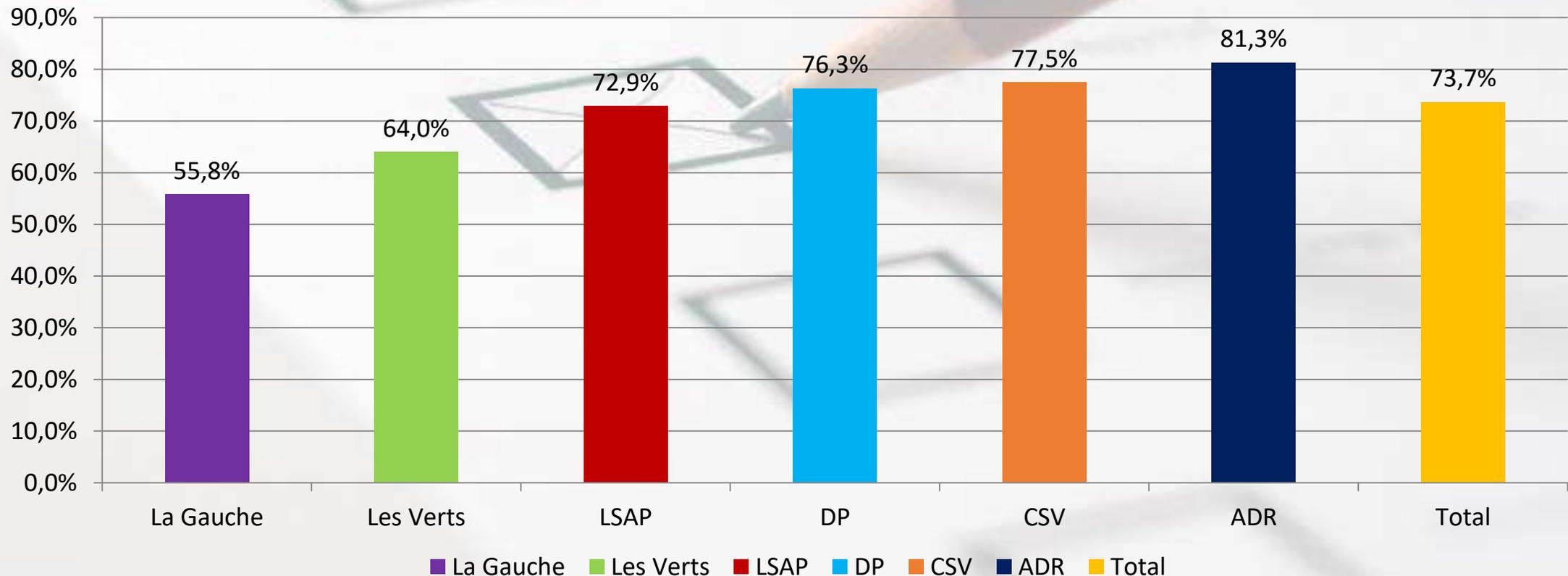
Dans le même temps très large consensus pour dissocier le temps de la Loi du temps de la génération. Exception les jeunes de 18-24ans: 51% ne sont pas d'accord avec cette proposition

## L'âge électoral et le système politique luxembourgeois



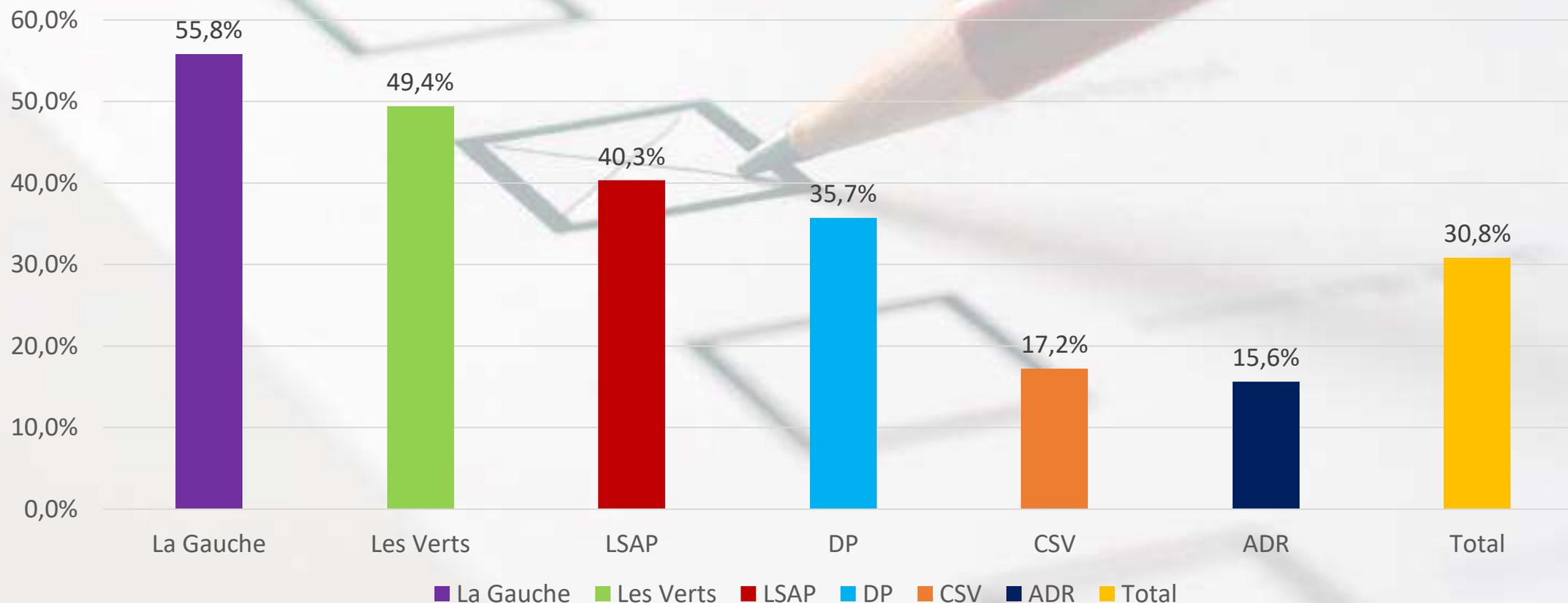
# La formation politique comme préalable est majoritaire dans tous les électorsats et s'accroît suivant le positionnement de gauche à droite

**Les jeunes ne sont pas suffisamment mûrs.  
Plutôt que le droit de vote, il serait préférable d'élaborer  
un véritable programme de formation civique**



# Un tiers de l'électorat considère que les lois engagent les générations futures (second point de distinction sur une échelle gauche/droite)

Les lois votées aujourd'hui concernent également les générations futures.  
Les plus jeunes devraient par conséquent pouvoir voter



# Principaux enseignements- Droit de vote à partir de 16 ans

Attachement à  
l'éducation politique

Principe de la législation  
immanente

Un consensus  
longitudinale et trans-  
partisan pour ne pas  
accorder ce droit de  
vote

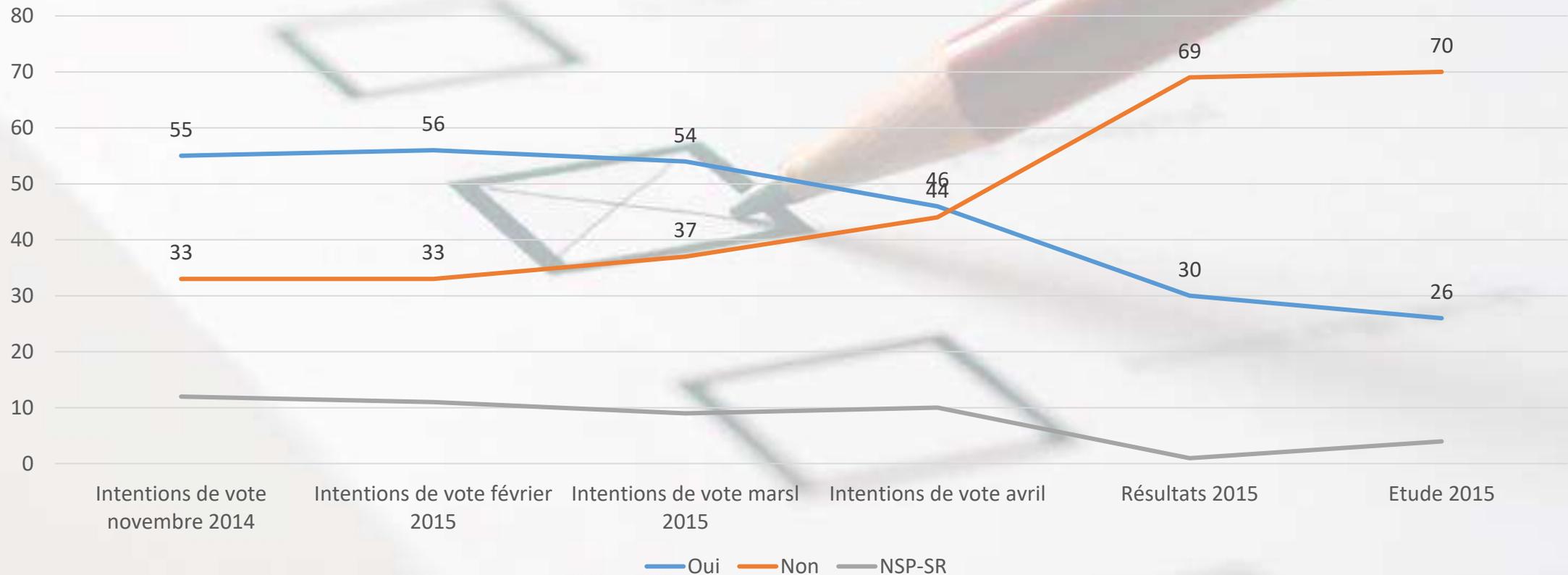
A close-up, shallow depth-of-field photograph of a wooden pencil with a pink eraser, pointing towards a grid of squares on a white document. The pencil is positioned diagonally from the top right towards the center. The grid consists of several squares, with the one the pencil is pointing to having a diagonal cross drawn inside it. The background is softly blurred, showing more of the grid and some faint text.

# Opinion sur le mandat ministériel

Partie VIII

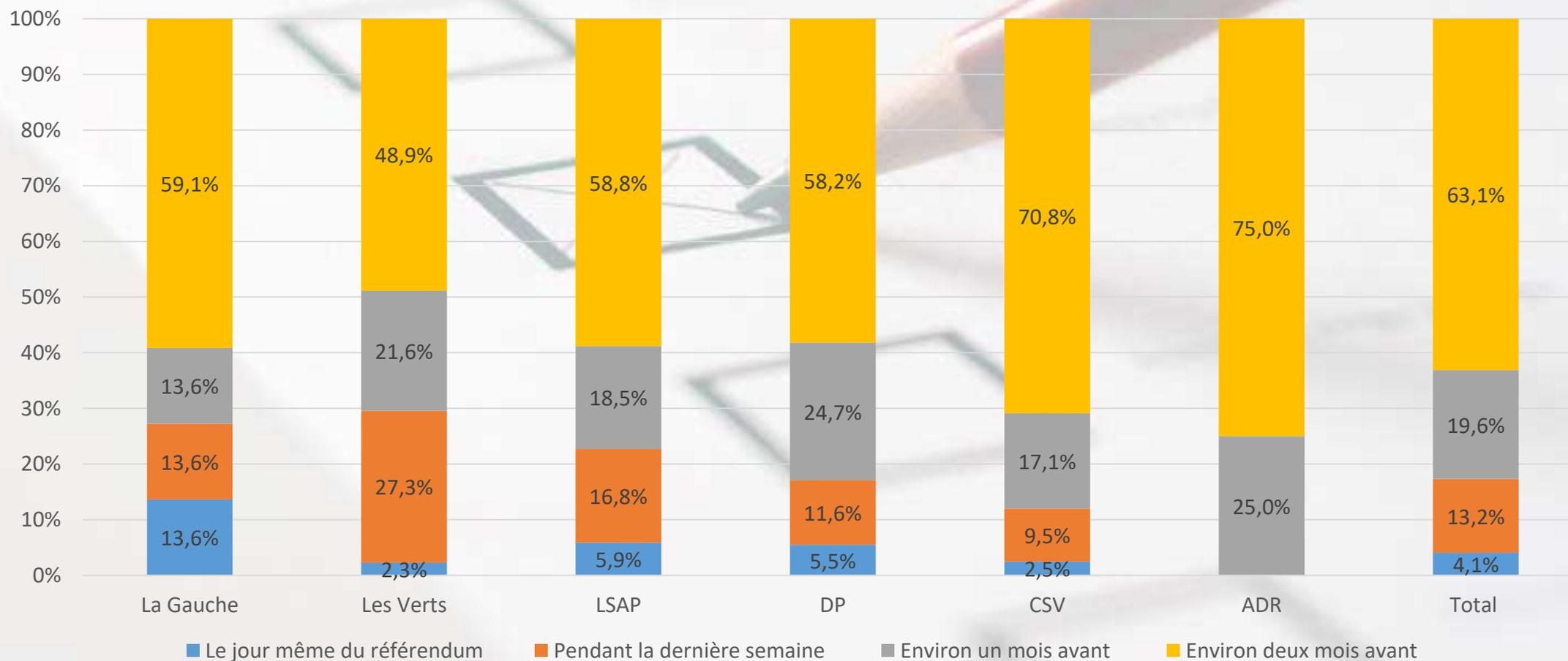
# Le basculement en faveur du « non » à la limitation du mandat ministériel: la campagne officielle

L'évolution des intentions de vote sur la limitation des mandats ministériels



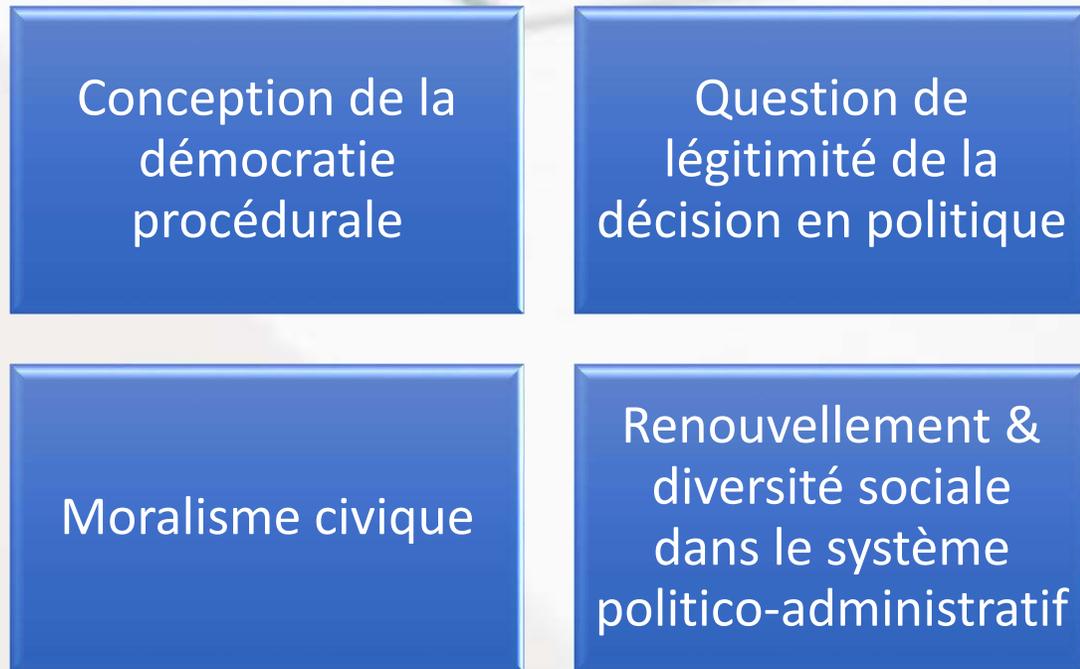
# Les électeurs écologistes les plus indéterminés sur le choix du vote du mandat ministériel dans le temps (avec les libéraux)

## Moment du choix électoral: limitation du mandat ministériel



# Les arguments des acteurs de la campagne

## La coalition du « oui »



## La coalition du « non »



## La question du mandat en politique est très légèrement majoritaire

42% des jeunes de 25-24ans sont «seulement» d'accord avec cette proposition

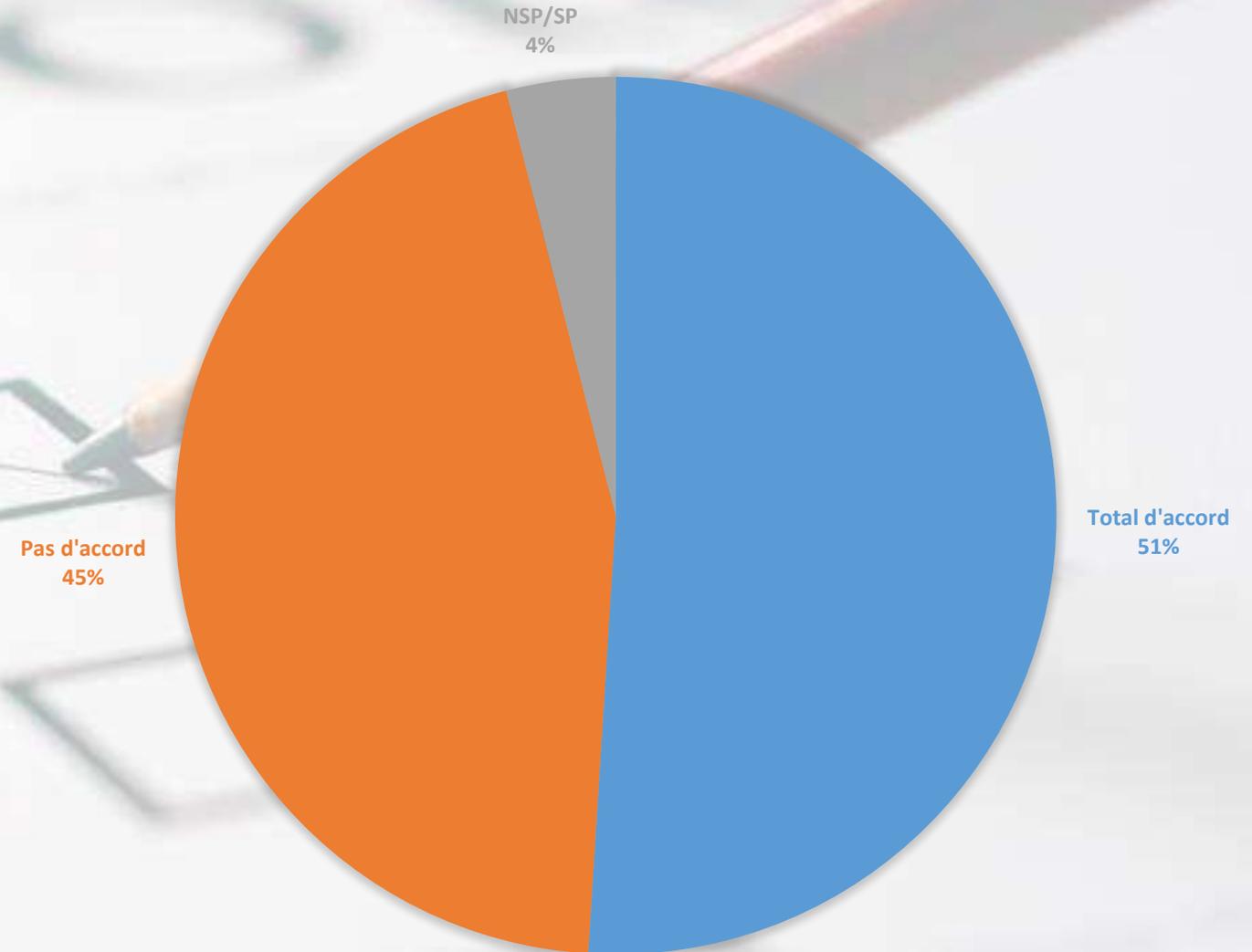
46% des hommes sont «seulement» d'accord avec cette proposition

56% des femmes sont d'accord avec cette proposition

59% des 65ans et+ sont d'accord avec cette proposition

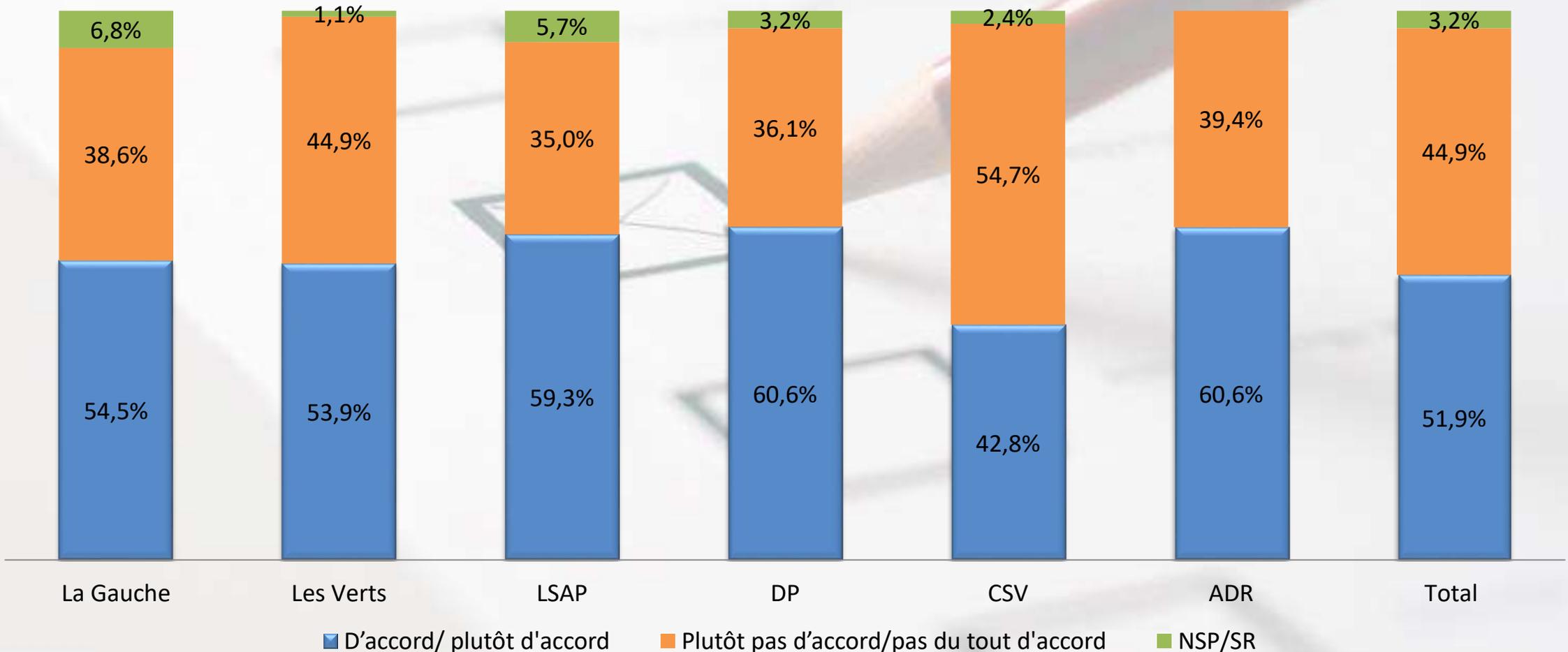
63% des couples sans charge de famille sont d'accord avec cette proposition

### DURÉE DU MANDAT EST IMPORTANTE EN POLITIQUE



# L'électorat chrétien social est isolé parmi les électeurs partisans sur l'importance de la durée du mandat ministériel

La durée du mandat ministériel est une question importante en politique



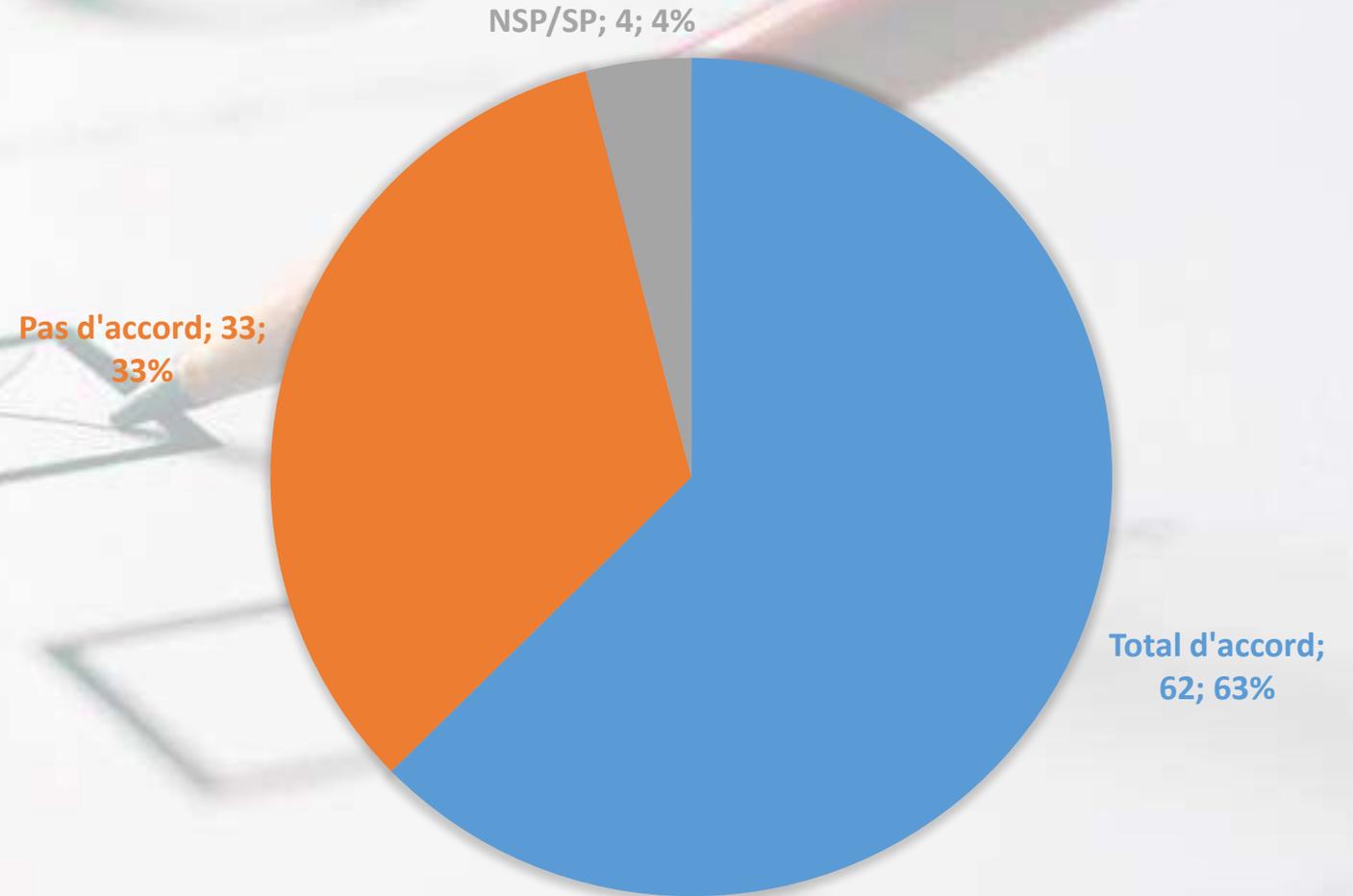
## Conséquences négatives de la limitation du mandat ministériel

49 % des jeunes de 18-24ans  
sont seulement d'accord avec  
cette proposition.

72% des 65ans et+ sont  
d'accord avec cette  
proposition.

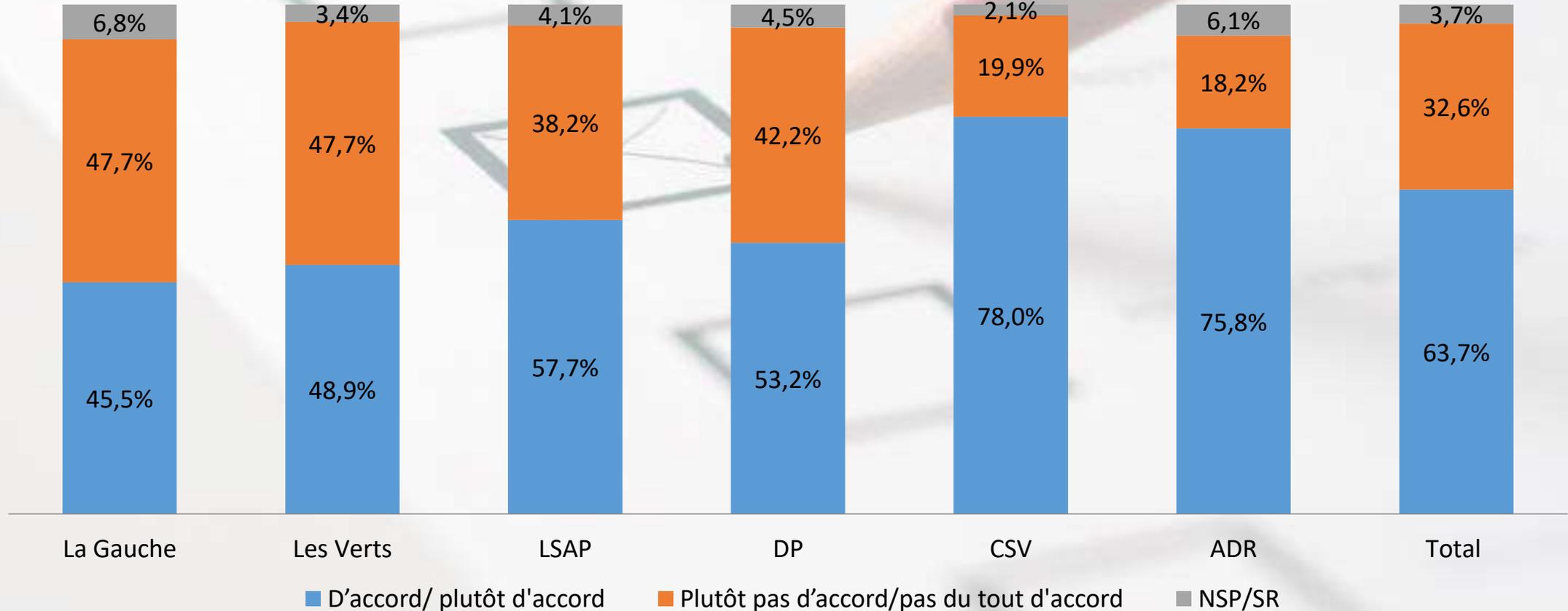
74% des personnes ayant un  
revenu supérieur à 8000  
euros sont d'accord avec cette  
proposition.

## L'INTRODUCTION DU MANDAT MINISTÉRIEL PRIVERAIT LE LUXEMBOURG DE PERSONNES COMPÉTENTES



# Les électorats respectivement écologistes et libéraux étaient les moins opposés à la limitation du mandat ministériel dans la durée

L'introduction de limites au mandat ministériel priverait le Luxembourg de personnes compétentes



## Pour être ministre, avoir été député au préalable

44 % des membres des Institutions de l'Etat sont seulement d'accord avec cette proposition.

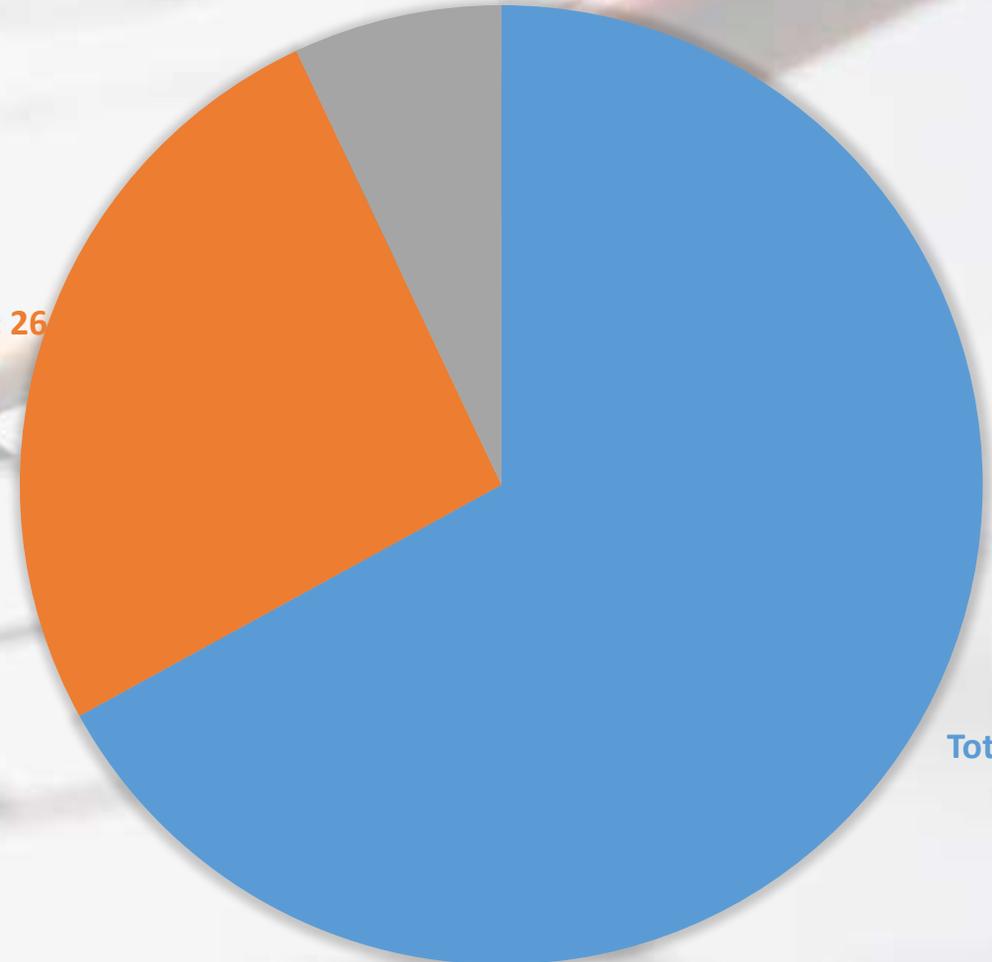
59% des personnes ayant un revenu supérieur à 8000 euros sont seulement d'accord avec cette proposition.

77% des section 1<sup>er</sup> cycle sont d'accord avec cette proposition.

### AVOIR ÉTÉ PARLEMENTAIRE POUR DEVENIR MINISTRE

NSP/SP; 7

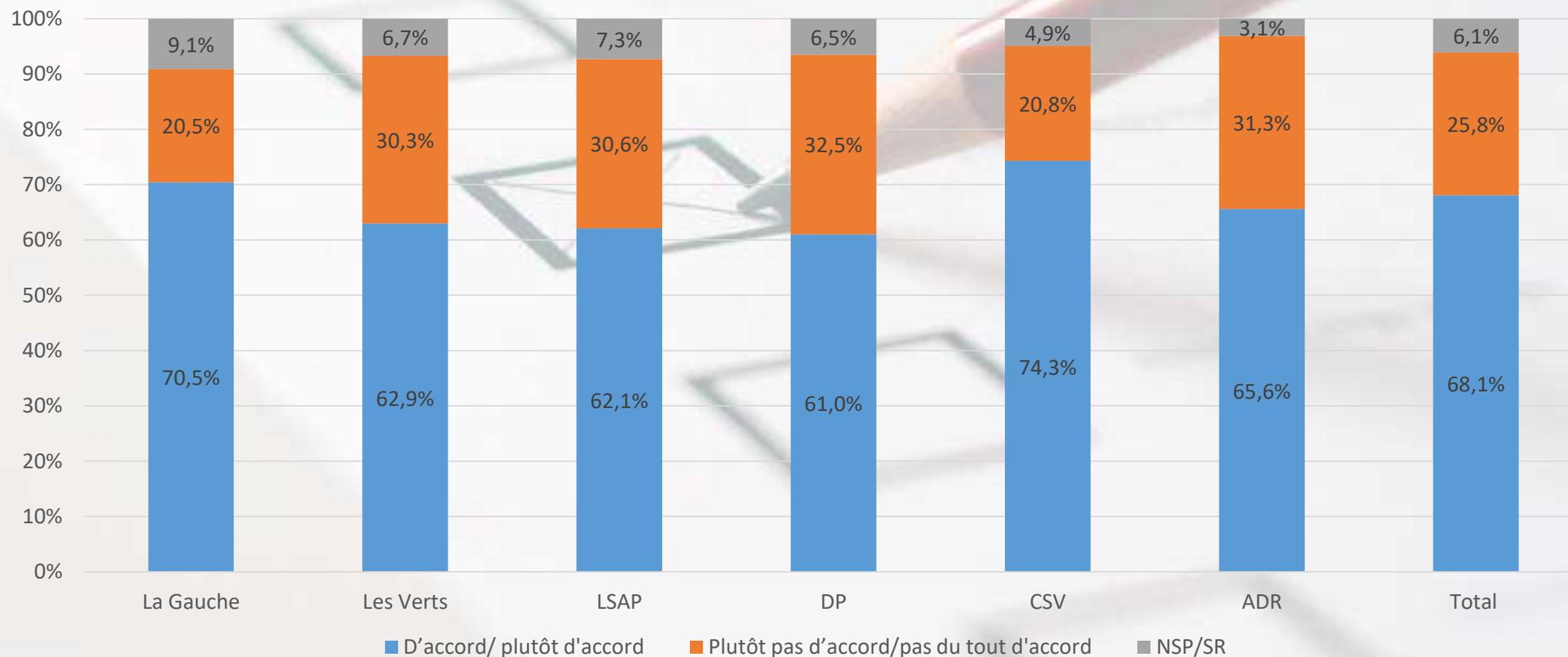
Pas d'accord; 26



Total d'accord;  
67

# Le principe électif est toujours plébiscité par les électeurs partisans pour pouvoir être membre du Gouvernement (avec une prime parmi l'électorat CSV)

Pour devenir ministre, il faut avoir été obligatoirement élu au Parlement



## Pour un Gouvernement composé de techniciens et de spécialistes

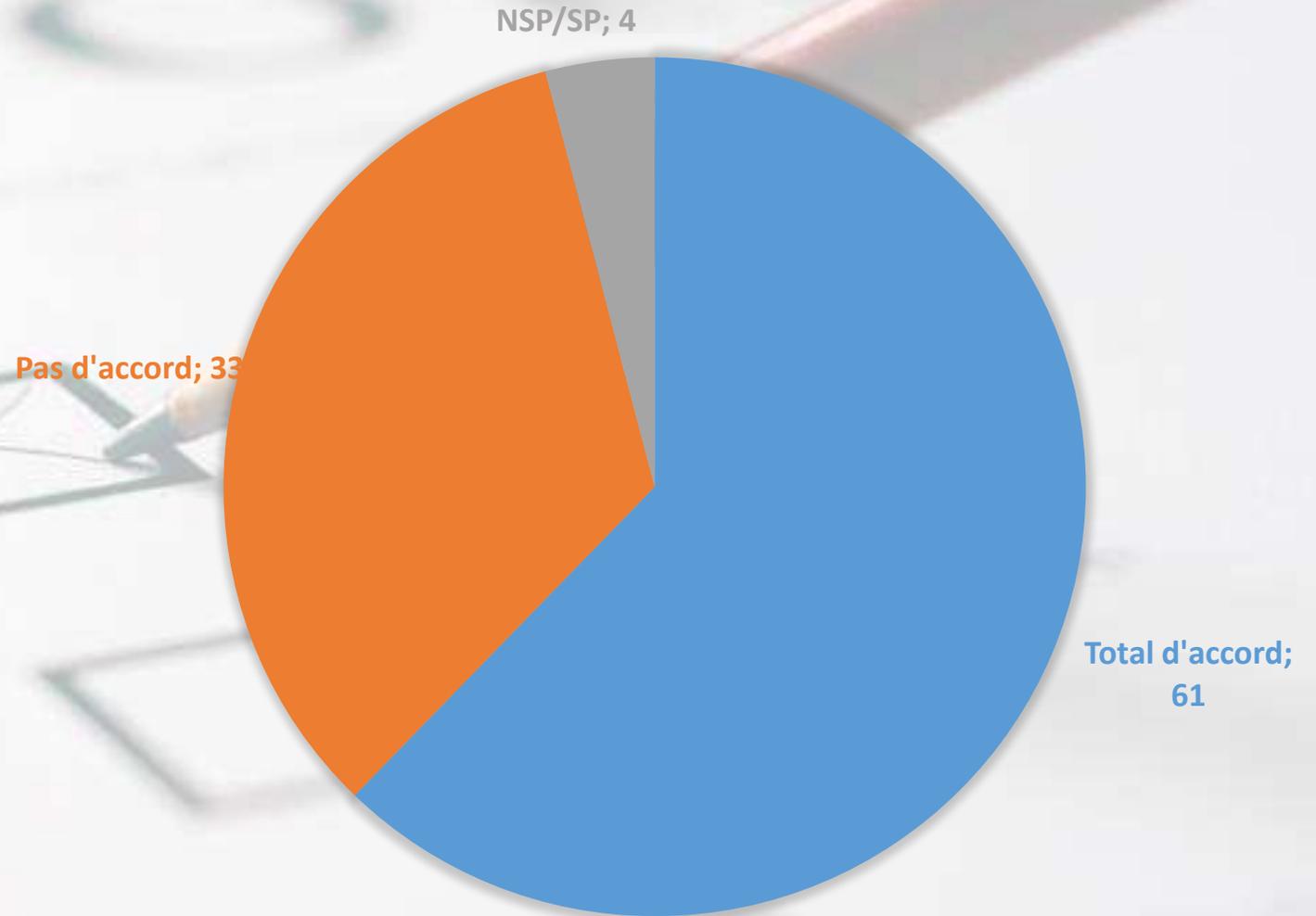
51 % des habitants du Nord sont seulement d'accord avec cette proposition.

54% des habitants de l'Est sont seulement d'accord avec cette proposition

70% des 18- 24 ans sont d'accord avec cette proposition.

Le paradoxe du gouvernement de techniciens élus se trouve également dans les enquêtes *d'European Values Study* pour l'UE et pour le Luxembourg depuis 2008.

### GOUVERNEMENT COMPOSÉ DE TECHNICIENS ET DE SPÉCIALISTES



## Trop grande dépendance des Ministres vis-à-vis de leurs fonctionnaires

50 % des jeunes de 18-24ans sont seulement d'accord avec cette proposition.

70 et 73% des 50-64ans et des 6ans et+ sont d'accord avec cette proposition.

70% des personnes du secteur privé sont d'accord avec cette proposition.

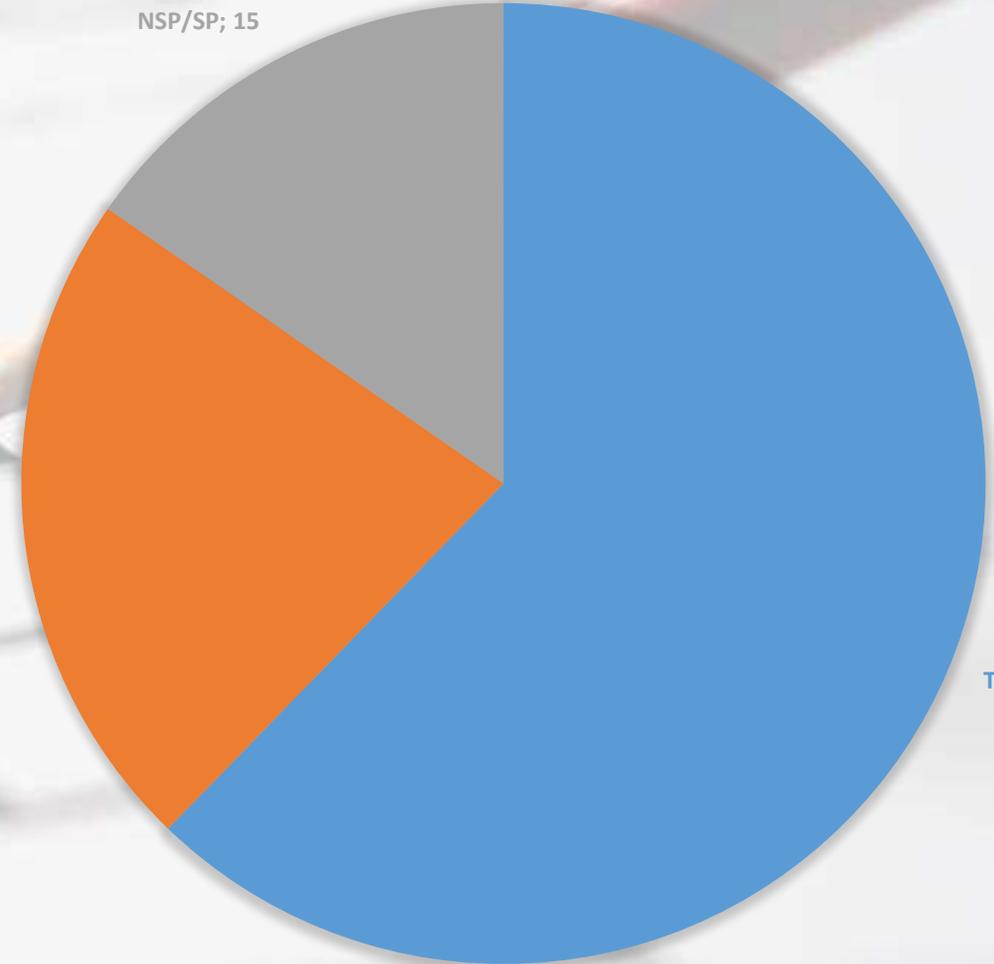
81% des cadres supérieurs sont d'accord avec cette proposition.

### TROP GRANDE DÉPENDANCE DES MINISTRES VIS-À-VIS DE LEURS FONCTIONNAIRES

NSP/SP; 15

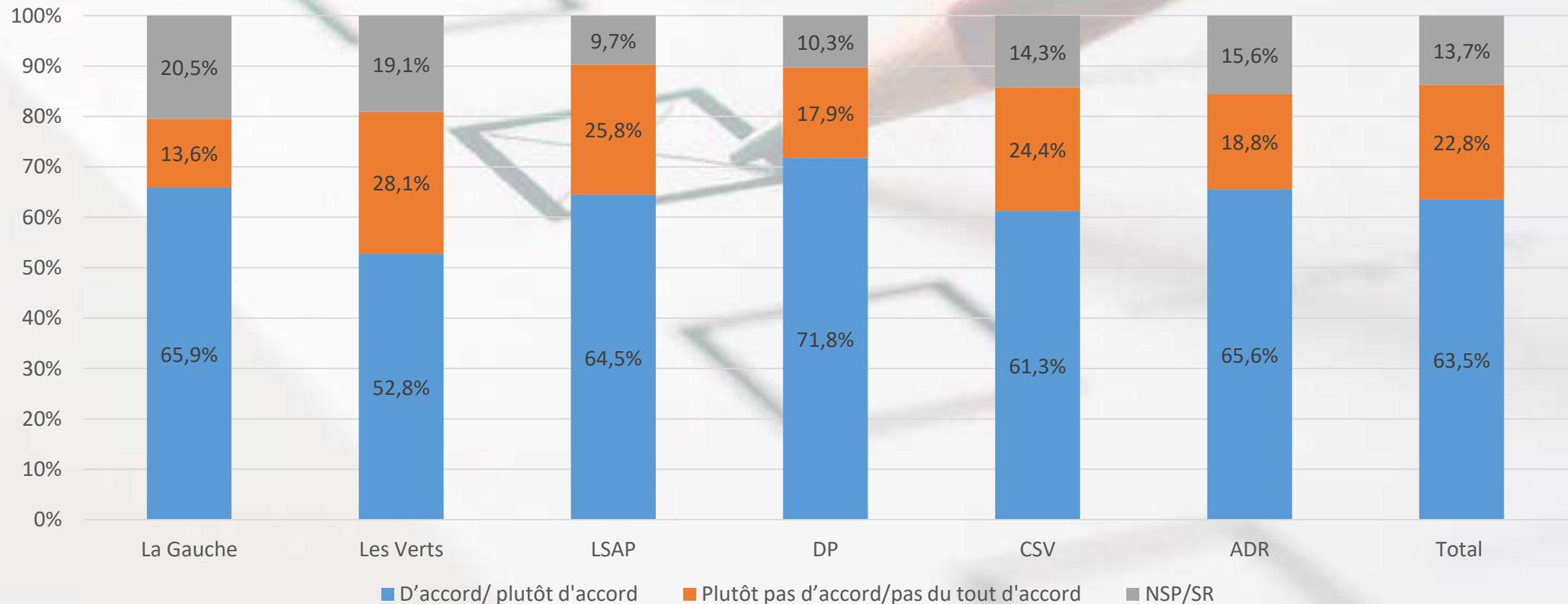
Pas d'accord; 22

Total d'accord; 61



# Les électeurs votant principalement pour un parti souhaitent l'autonomisation des politiques par rapport à la structure politico-administrative

Les ministres sont trop dépendants dans leurs décisions des fonctionnaires de leur ministère



## Efficiencie affaiblie du Gouvernement en cas de limitation

62% des bac+4 sont d'accord avec cette proposition.

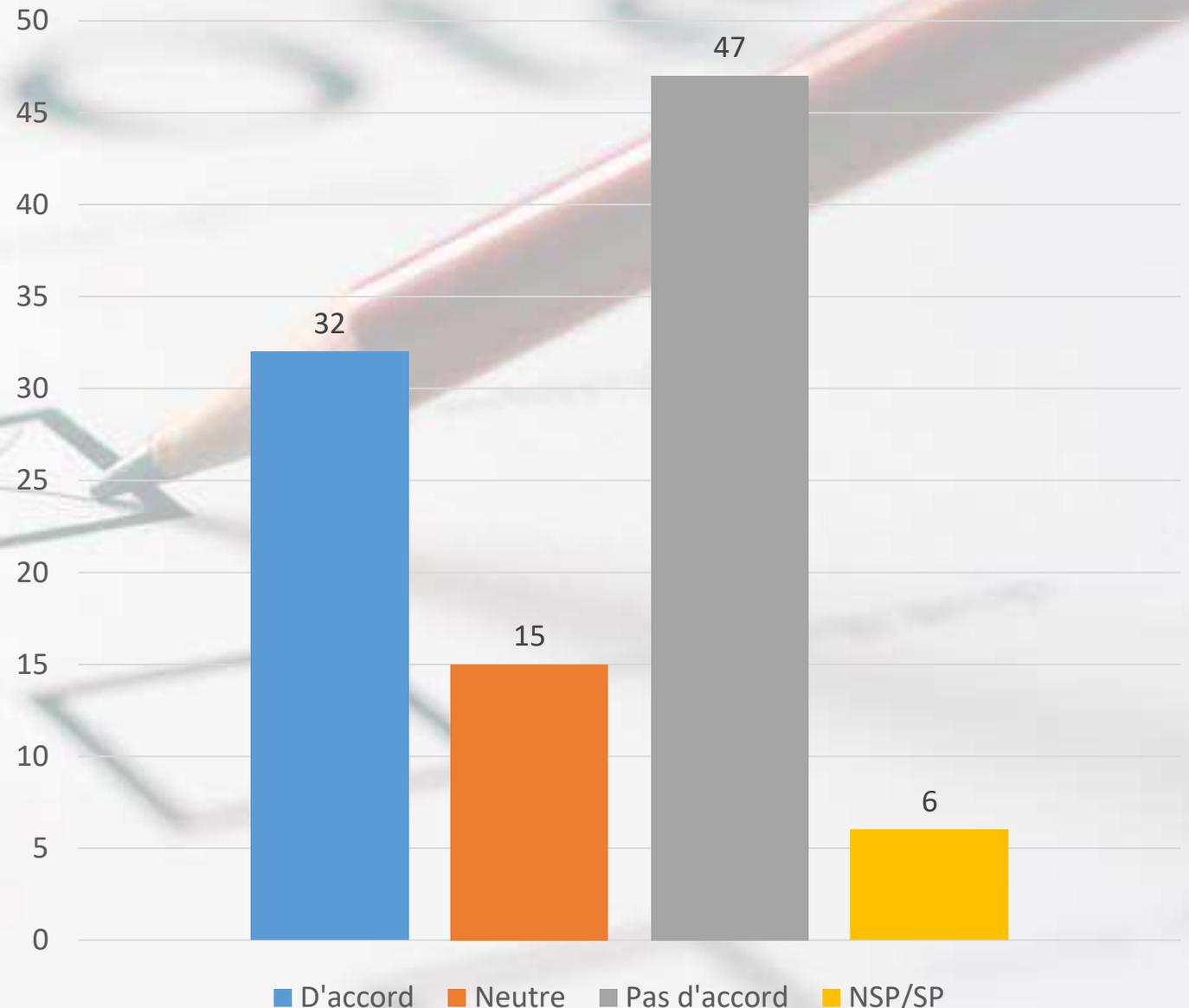
60% des électeurs du Nord soutiennent cette affirmation.

55% des membres des institutions sont d'accord avec cette proposition.

54% des personnes dans le secteur public. Même pourcentage pour les salariés.

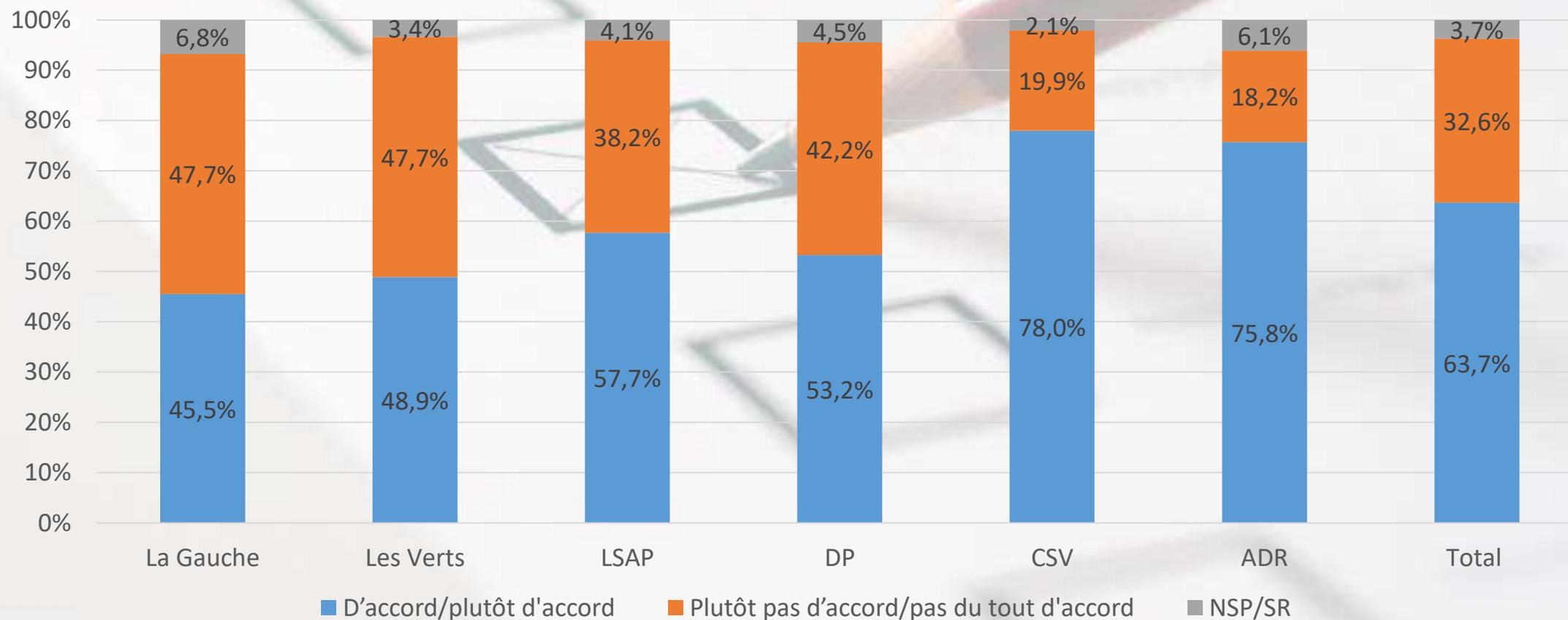
54% des 50-64ans le sont aussi.

Nuisance à l'efficiencie du Gouvernement



# La limite du mandat ministériel: L'une des rares réitérations du clivage gauche/droite

L'introduction de limites au mandat ministériel priverait le Luxembourg de personnes compétentes



# Principaux enseignements- Mandat ministériel

Attachement à la  
responsabilité en politique

Souhait d'une plus grande  
diversité et spécialisation du  
personnel politique

Compréhension de la limite  
des ressources en politique

Critique de l'emprise de la  
technocratie en politique  
mais souhait d'une plus  
grande professionnalisation  
politique

Débat faible autour de la  
durée du mandat politique

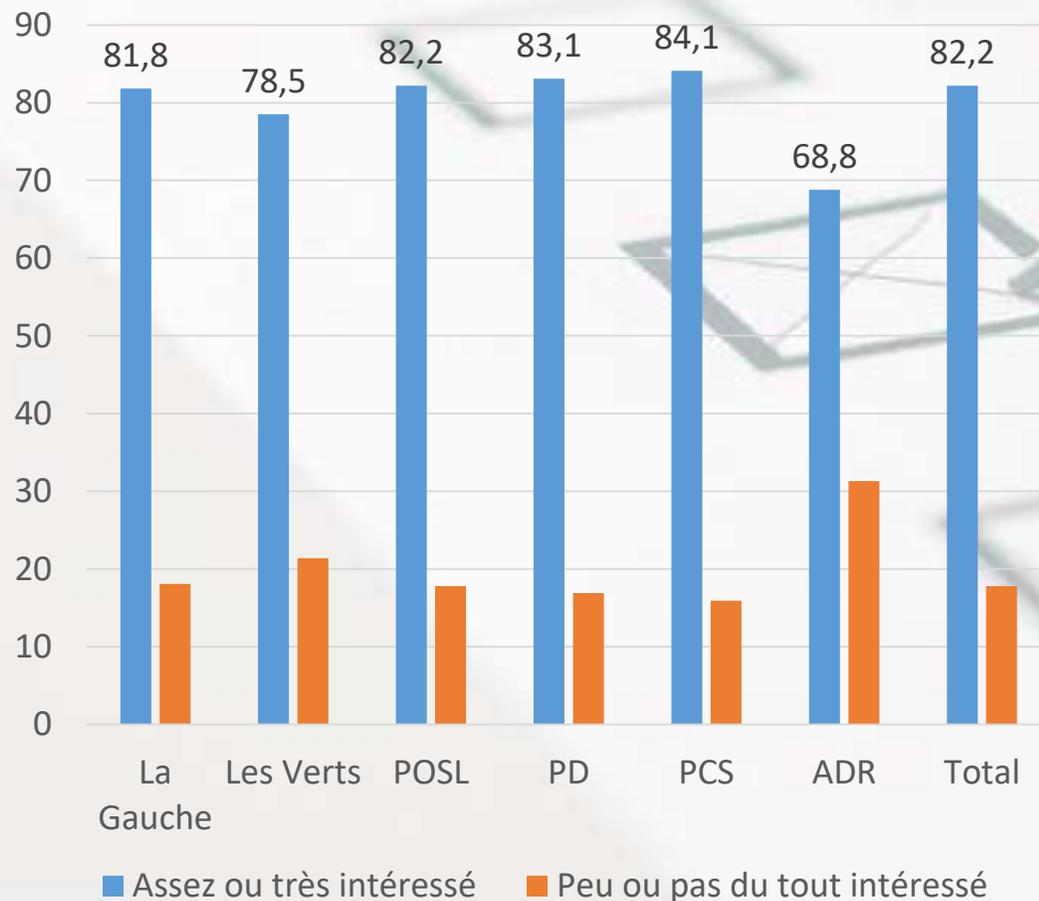
A close-up, shallow depth-of-field photograph of a wooden pencil lying diagonally across a white document. The document features several empty square checkboxes and some faint, illegible text in the background. The lighting is soft and even.

# Opinion sur la campagne électorale

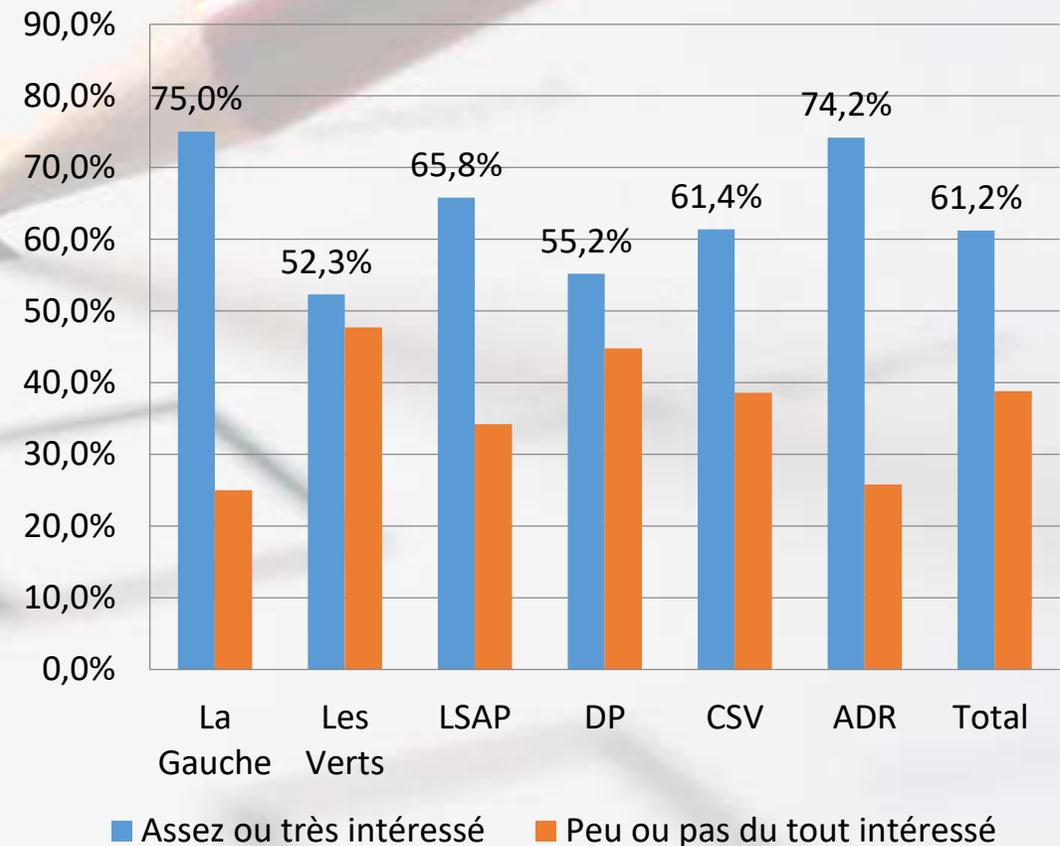
Partie IX

# Intérêt pour la campagne référendaire en recul très fort par rapport à la campagne des législatives de 2013 (moins 20 points)

Intérêt pour la campagne législative en 2013

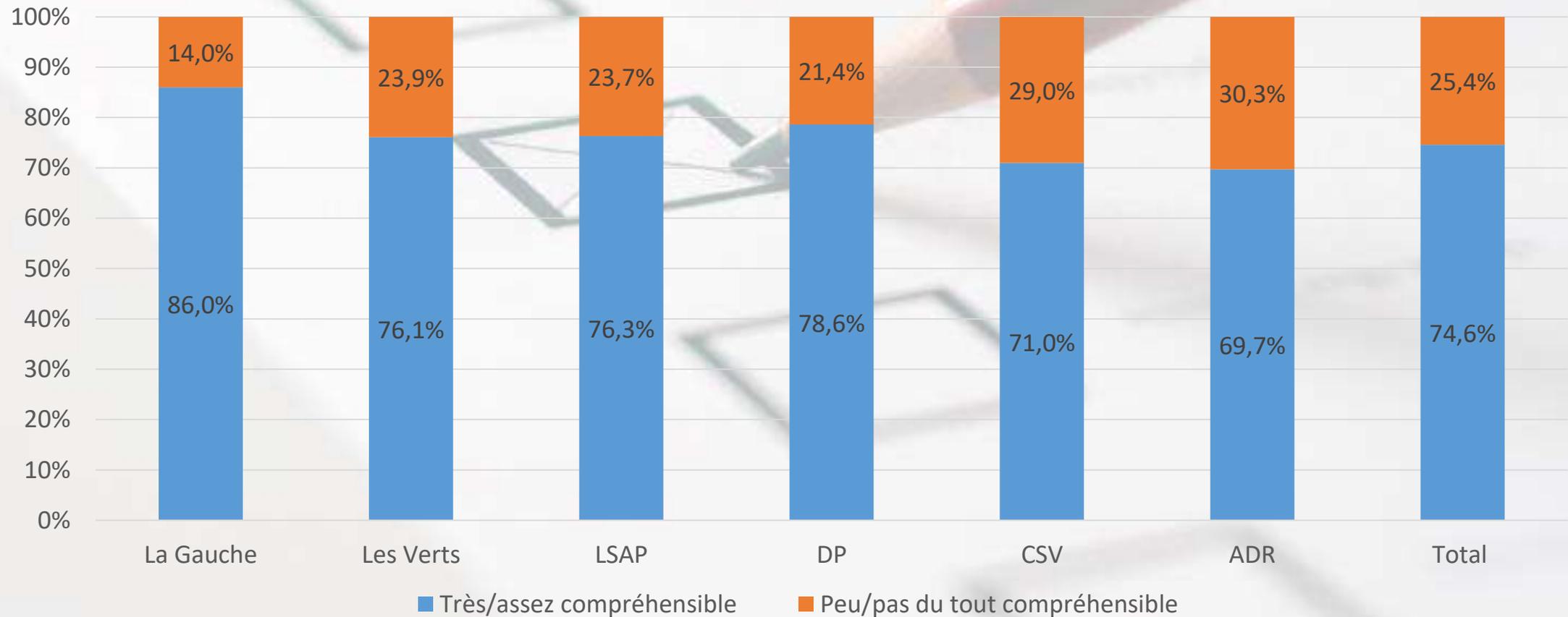


Intérêt pour la campagne référendaire en 2015



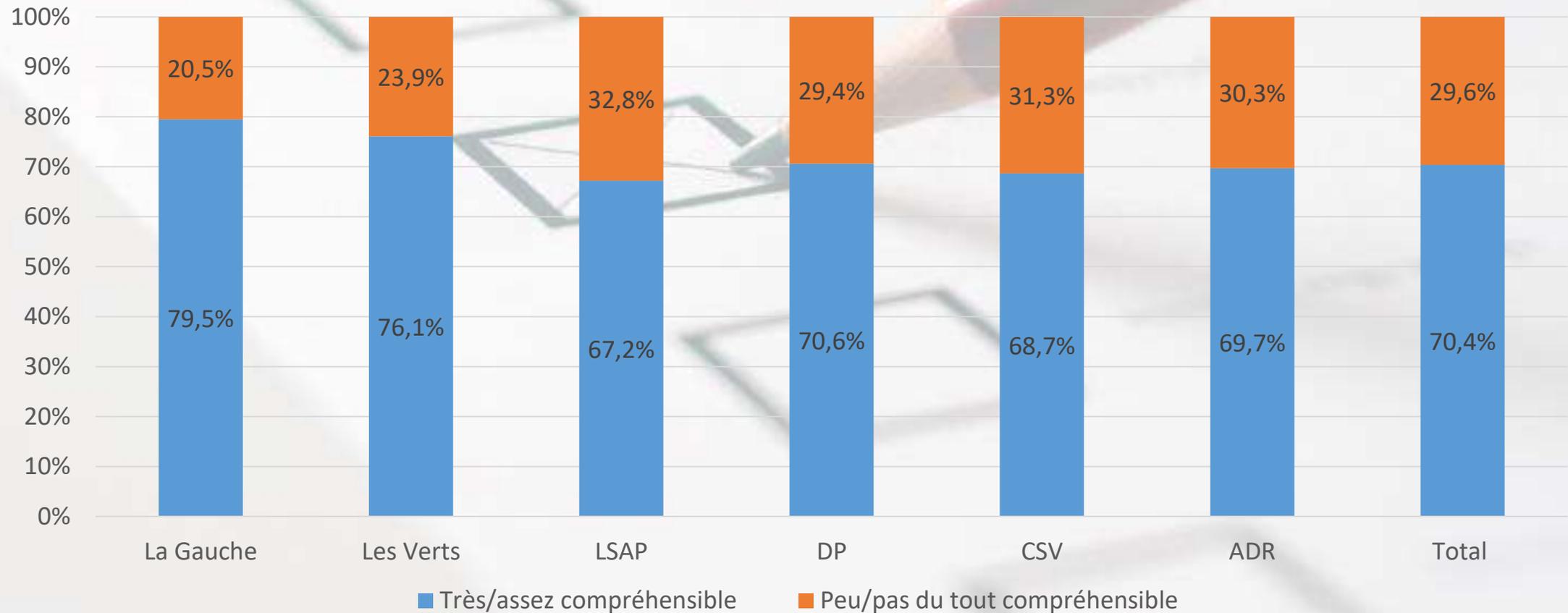
# La compréhension des questions référendaires I

Avis sur la formulation questions :  
«Droit de vote à partir de 16 ans »



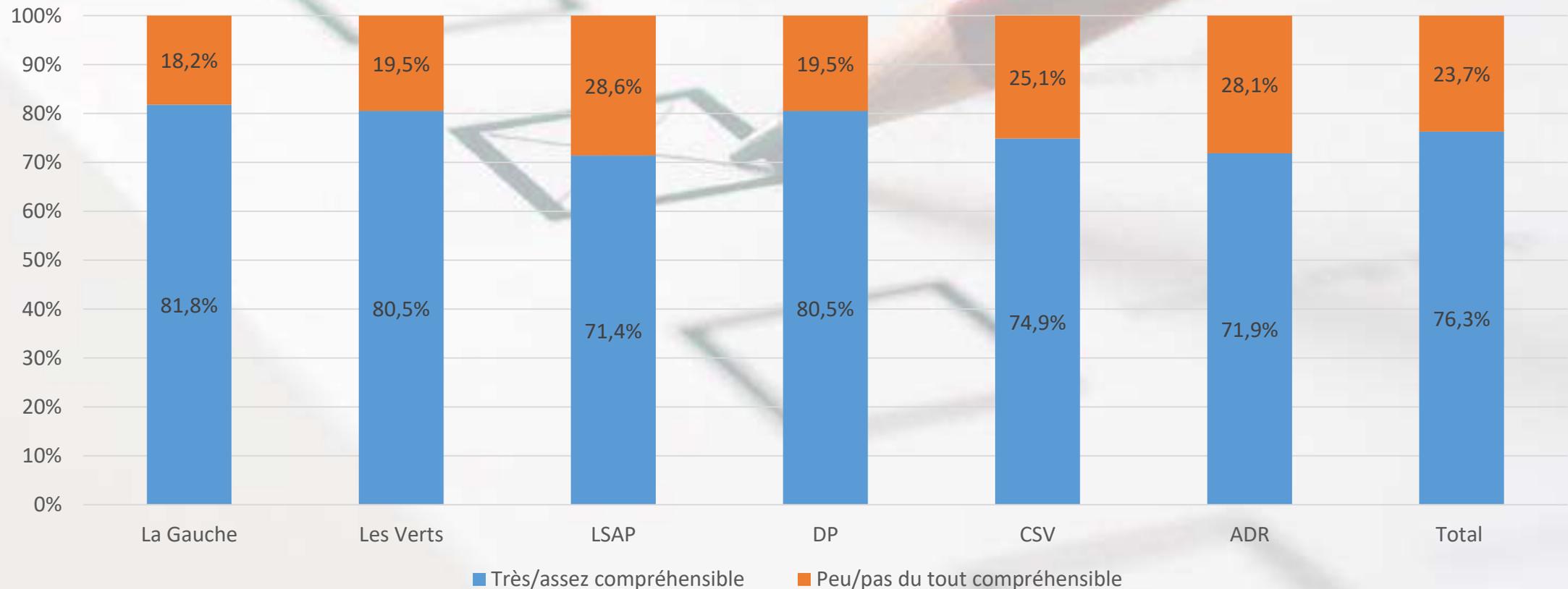
# La compréhension des questions référendaires II

## Avis sur la formulation des questions : «Droit de vote aux étrangers»



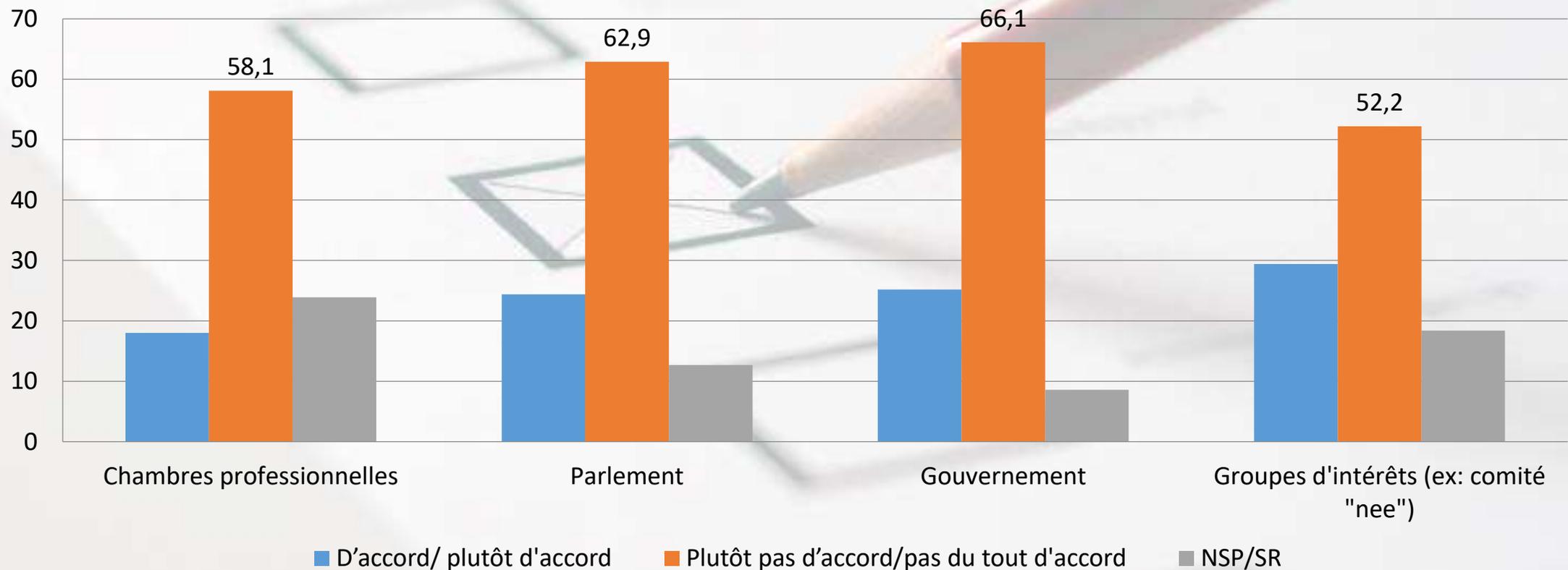
# La compréhension des questions référendaires III

## Avis sur la formulation de question : «Limitation du mandat ministériel»



# Les institutions représentatives politiques et sociales sont critiquées quant à leurs engagements dans la campagne électorale

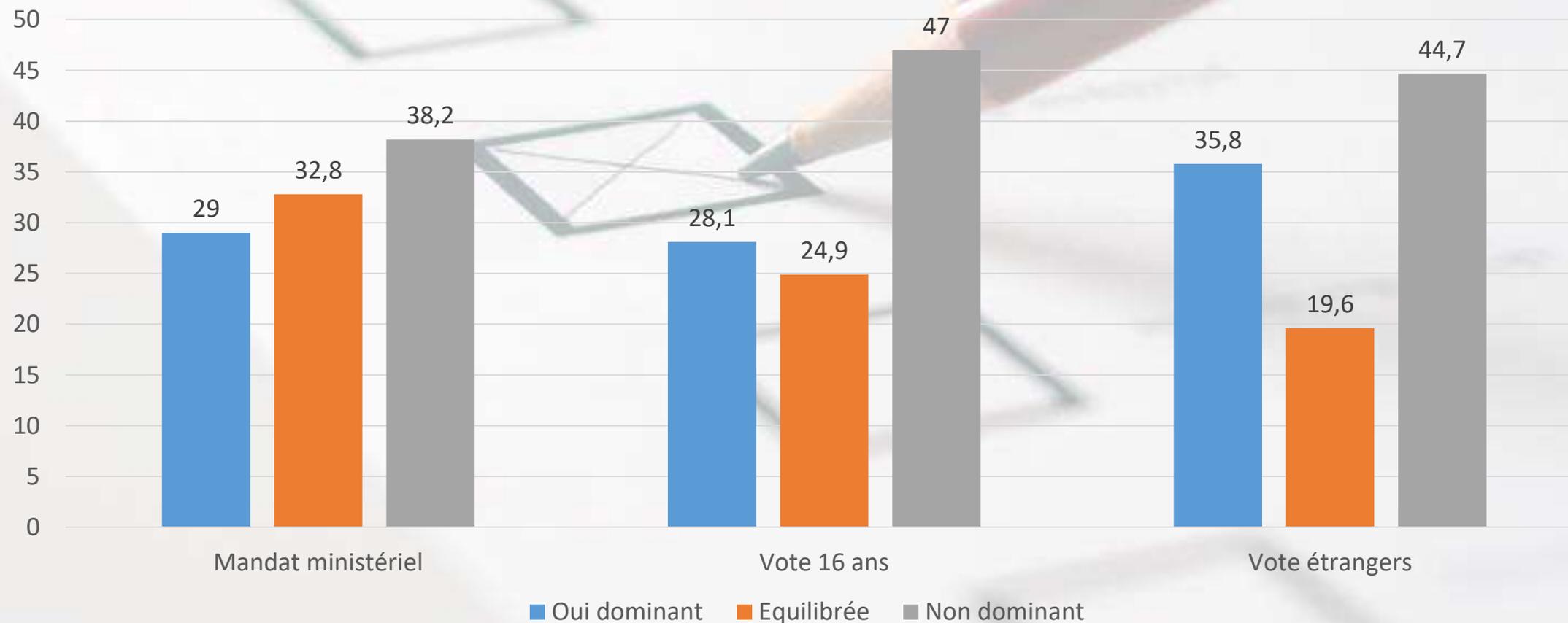
Efforts suffisants pour informer citoyens de la part de...



Indice de la désinstitutionnalisation d'une campagne référendaire ?

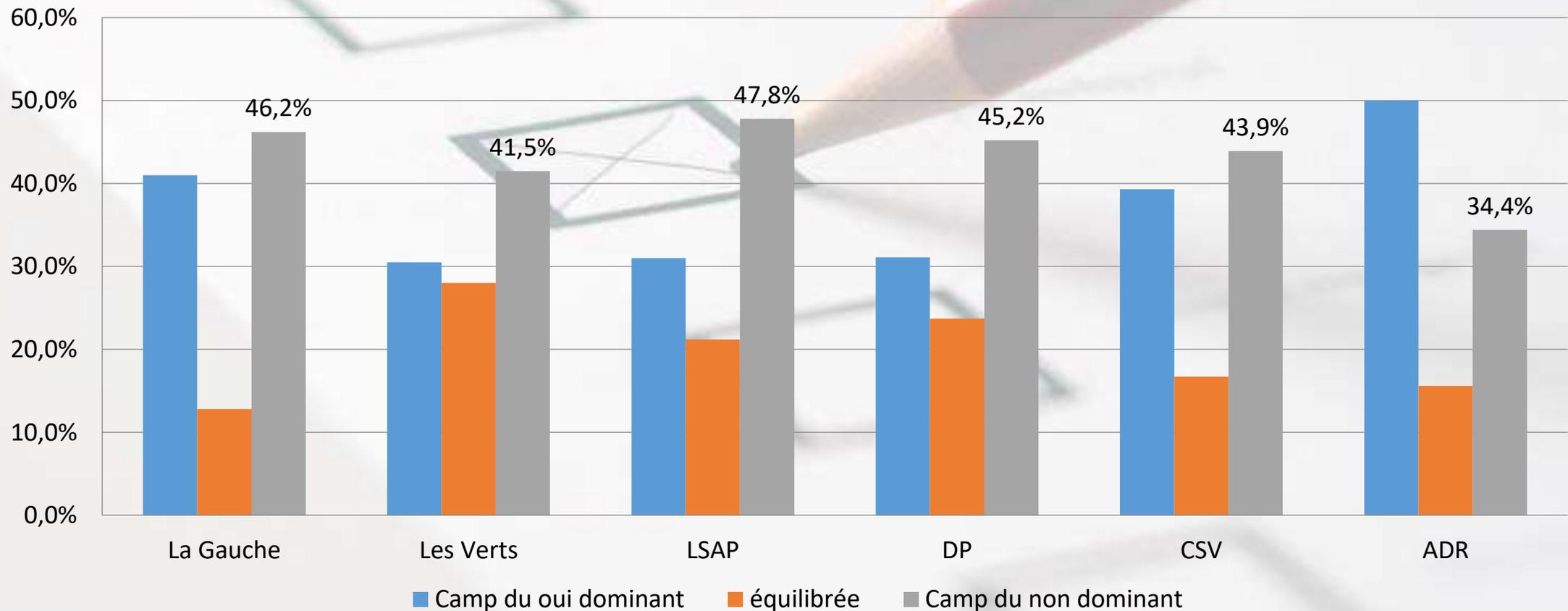
# Des électeurs persuadés de la domination des campagnes alternatives des promoteurs du « non »

Opinion sur l'équilibre de la campagne électorale référendaire



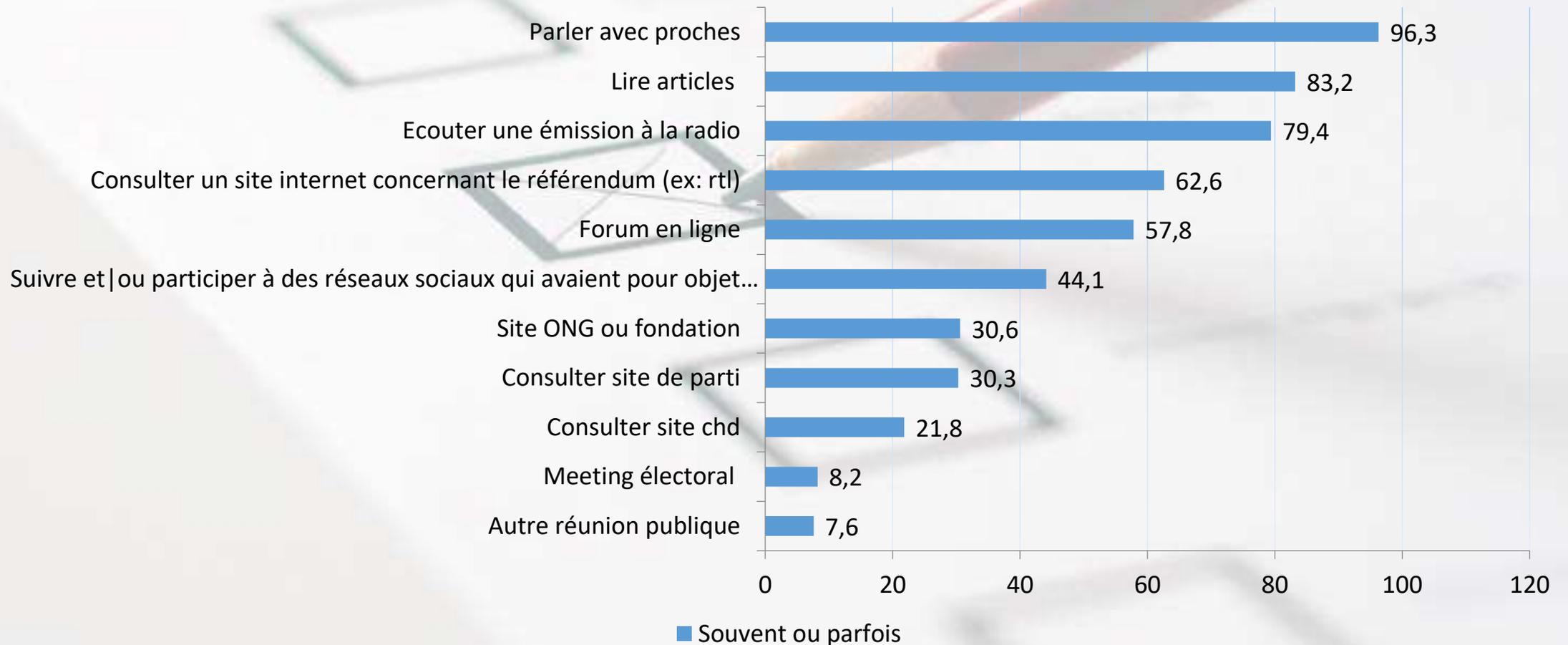
Les électors des partis vainqueurs étaient proportionnellement plus nombreux à penser que la campagne pour le « oui » aux droits de vote des étrangers dominaient (particulièrement ceux de l'ADR)

Equilibre de la campagne entre les positions favorables pour le « oui » et pour le « non » :  
Extension du droit de vote des étrangers aux législatives



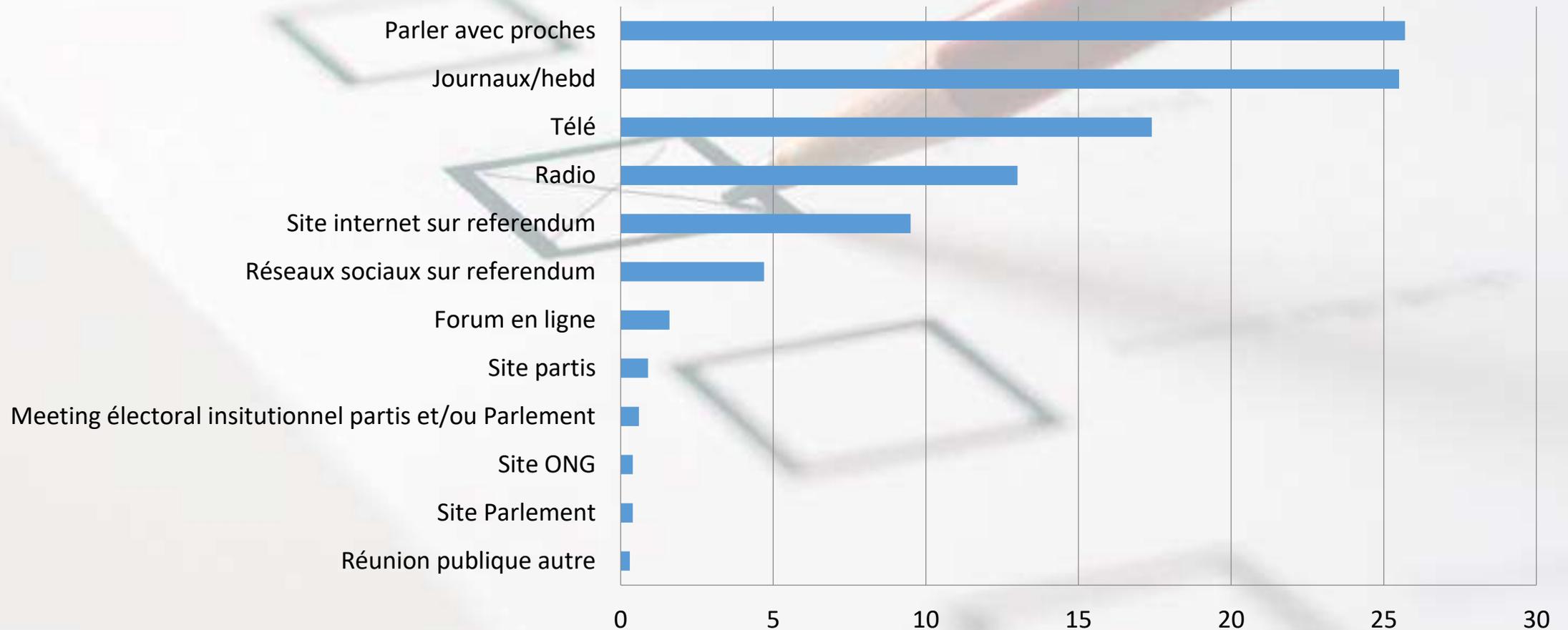
A une consommation d'informations « classiques », l'opinion s'est aussi construite dans la parole avec les proches et/ou sur internet (différence majeure avec les études ELECT précédentes)

### Sources info pendant la campagne

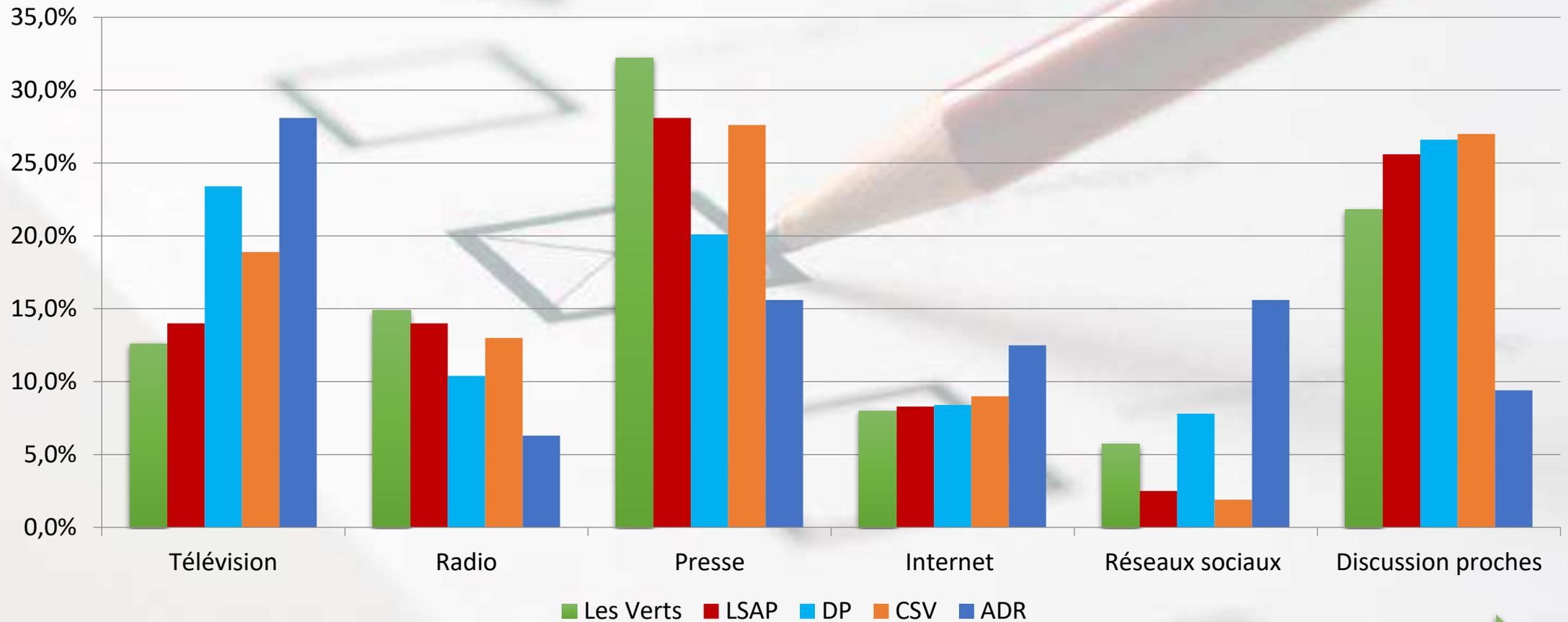


# Une fabrication de l'opinion politique privatisée, en réseaux et avec l'appui des médias

Source d'information principale



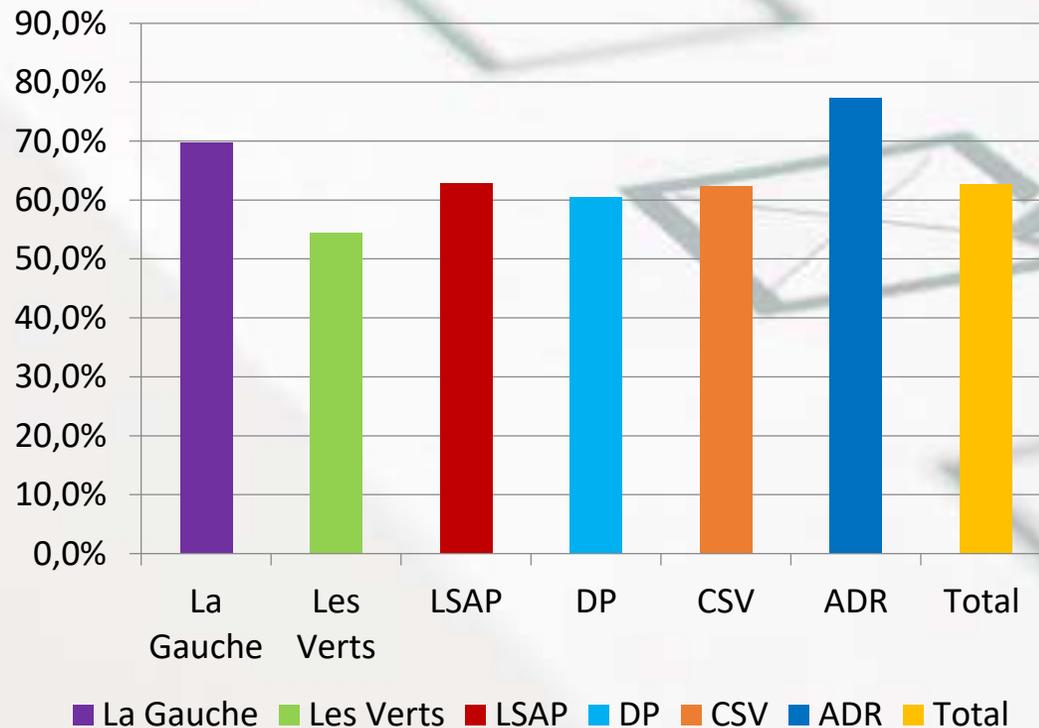
## L'électorat ADR a utilisé le plus les réseaux sociaux, le plus consulté les sites internet et regardé la télévision



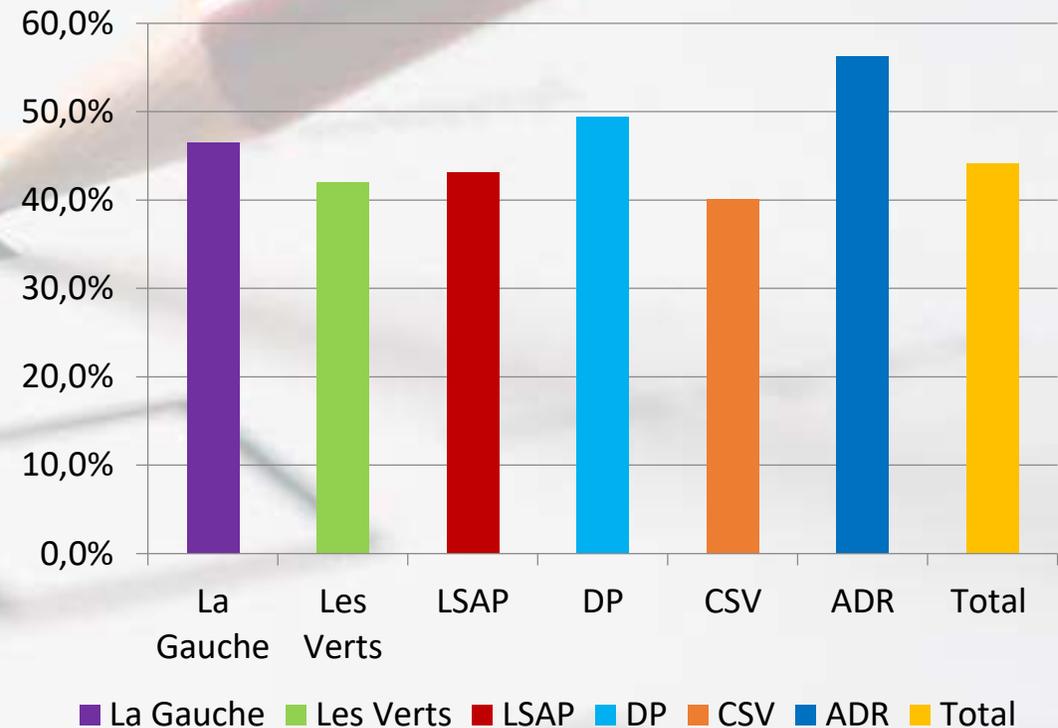
Les sources d'information témoignent aussi de la structure sociale des électorats et de leurs rapports à la Politique

# Deux exemples d'usages des réseaux sociaux et d'internet par parti : les électeurs des partis les moins représentés au Parlement sont les plus actifs sur de tels médias

## Consulter un site internet concernant le référendum comme RTL. Lu et autres



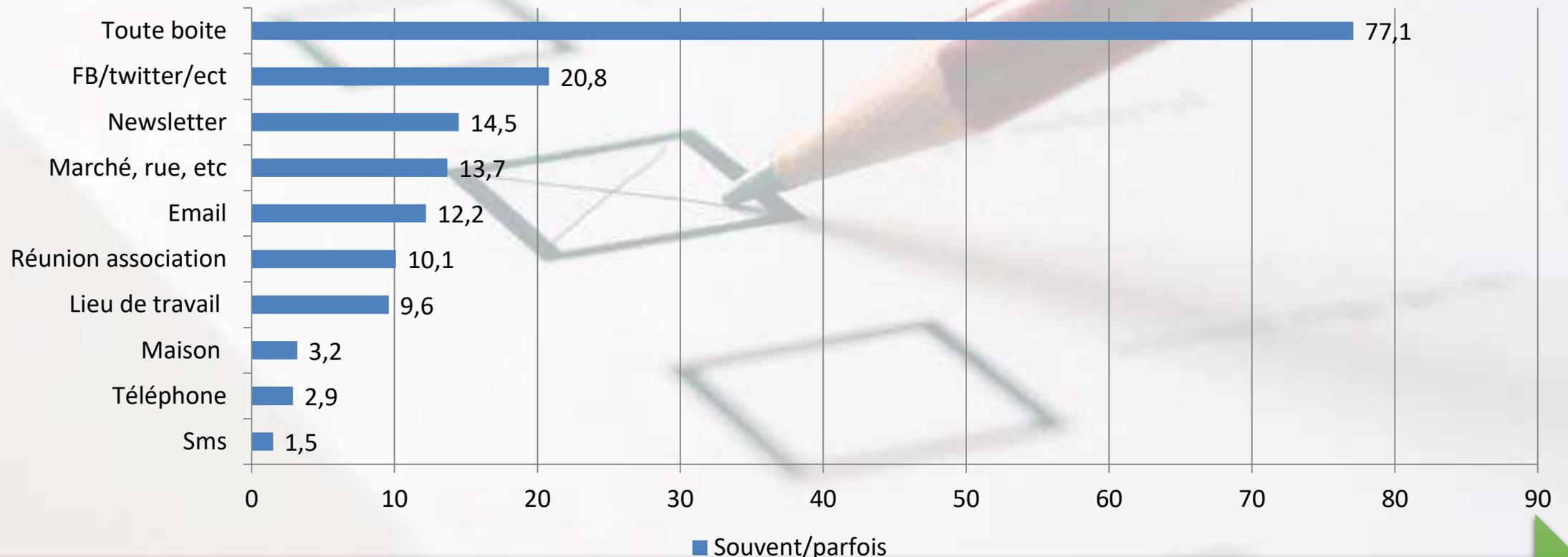
## Suivre et/ou participer à des réseaux sociaux qui avaient pour objet le référendum



Nouvel indice de la double coexistence d'une démocratie représentative et rédemptrice ?

## Une relation informative plutôt classique entre les acteurs politiques et les électeurs

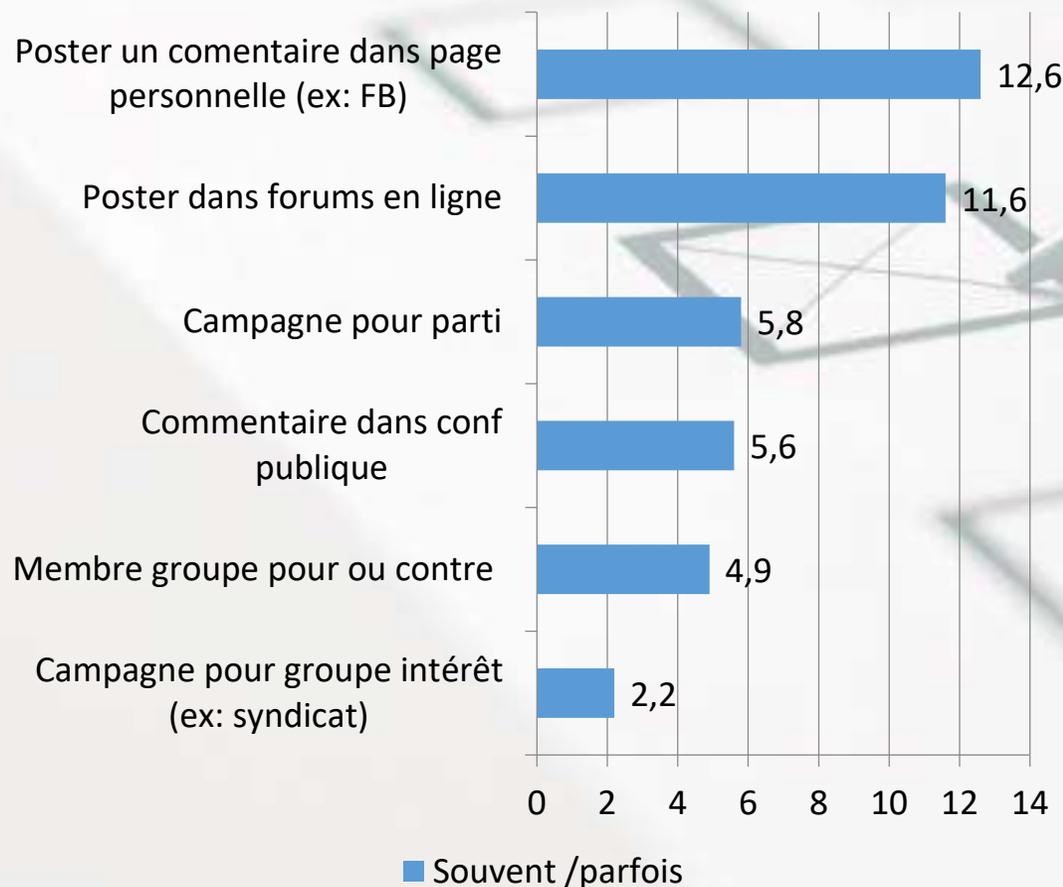
Avez-vous été contacté(e)s par un parti ou une ONG au sujet du referendum ?



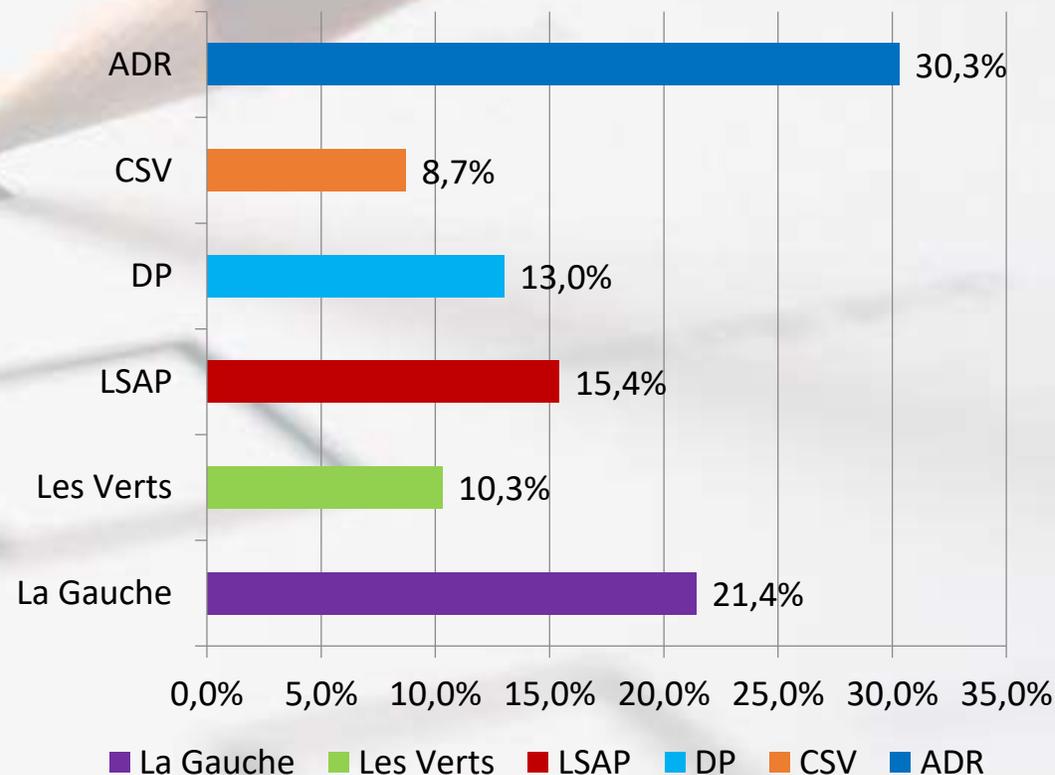
Si les acteurs progressent par rapport à 2013 dans l'usage des médias électroniques, il y a une dissociation importante entre les moyens mis à disposition par ces derniers et les niveaux de consommation des électeurs

# Des citoyens plus actifs dans la démocratie virtuelle, des électeurs de l'ADR et de la Gauche surreprésentés

## Actions personnelles pendant campagne



## Poster un commentaire ou link dans page personnelle (Facebook, site personnel, tweeter, etc.)



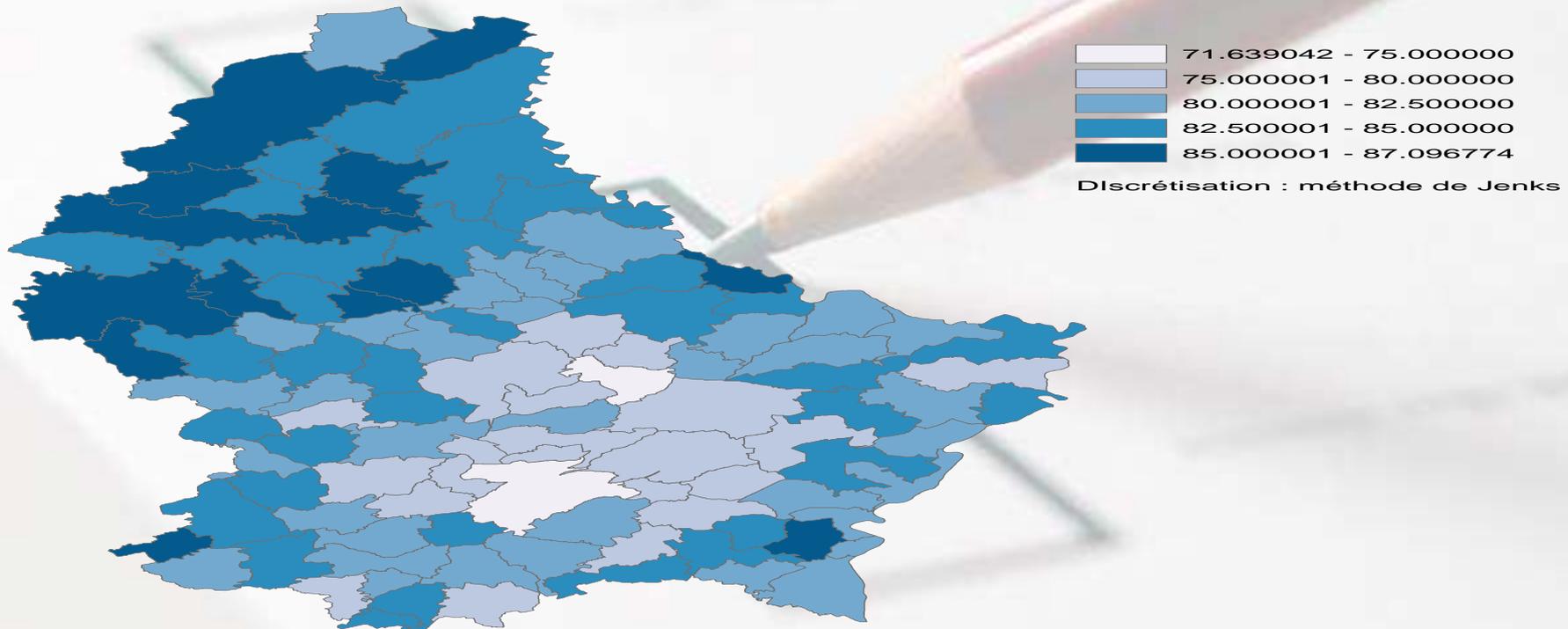
A close-up, shallow depth-of-field photograph of a wooden pencil with a red eraser, pointing towards a diagram on a white document. The diagram consists of several squares, some of which are interconnected by lines, forming a grid-like structure. The background is softly blurred, showing more of the document and the pencil's tip.

# Analyse des résultats

Partie X

# Pourcentage de NON sur le droit de vote des 16-18 ans

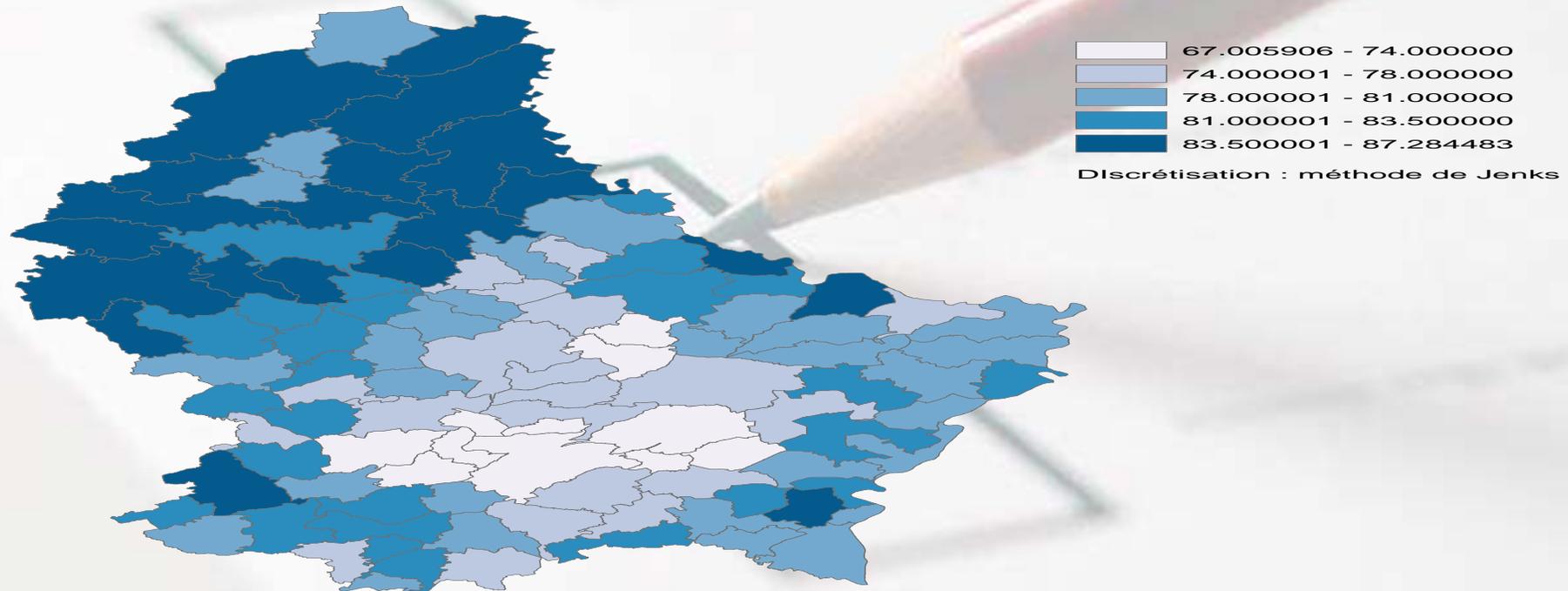
Pourcentage de non à la question  
sur le droit de vote des 16-18 ans



Ü

# Pourcentage de NON sur le droit de vote des étrangers

Pourcentage de non à la question  
sur le droit de vote des étrangers aux Législatives

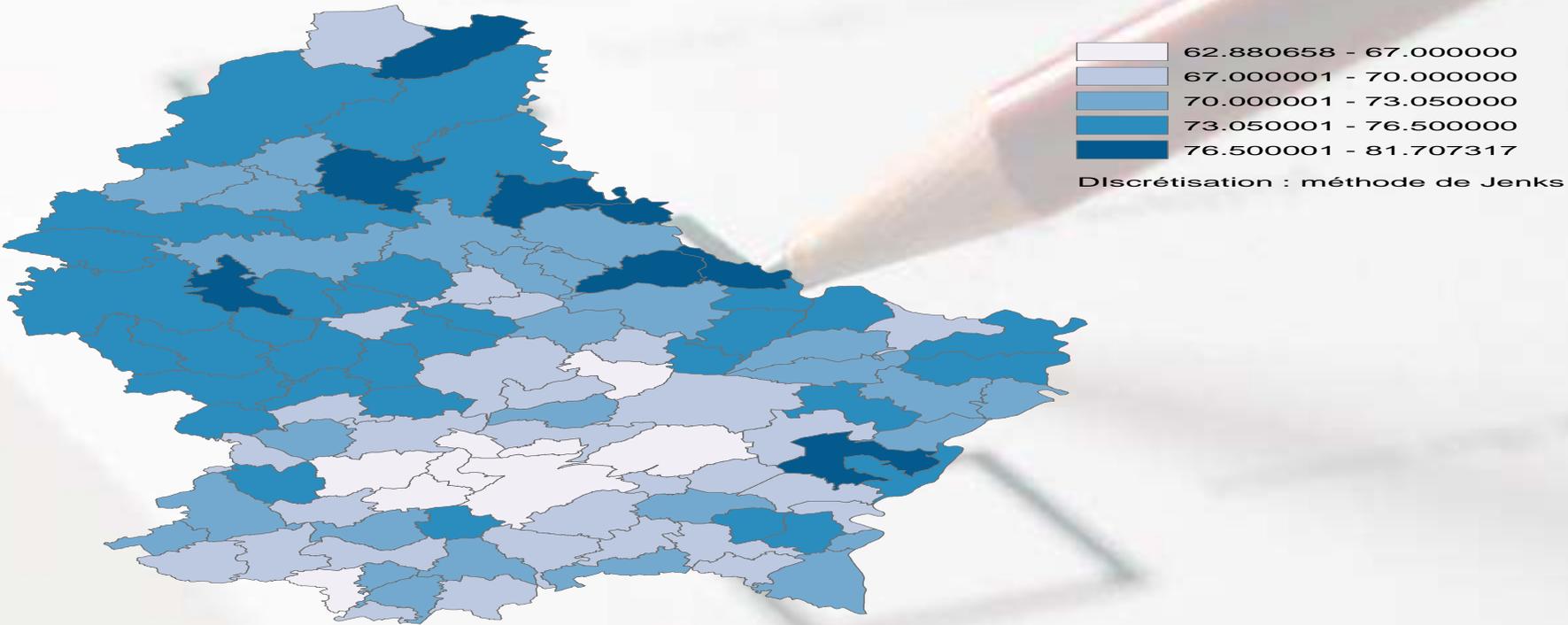


Ü

0 5 10 20 km

# Pourcentage de NON sur la limitation des mandats ministériels

Pourcentage de non à la question sur la limite des mandats à 10 ans



Ü

0 5 10 20 km

## Niveau du NON dans les 105 communes et comportement électoral 2013 et 2014

- ❖ Plus élevé là où la participation a été la plus élevée;
- ❖ Aucun lien significatif (à l'exception de la corrélation négative entre LSAP et mandats ministériels) entre les niveaux du NON et les résultats des 3 grands partis (CSV, LSAP, DP) => le NON pas significativement plus fort dans les bastions CSV; il est nul (voire négatif pour le CSV en 2013); ni significativement plus faible avec les initiateurs/porteurs des réformes;
- ❖ Les liens positifs les plus forts avec les niveaux de résultats de partis (en 2013 ou 2014) sont observés entre droit vote étrangers et ADR et PP (même si ce dernier faisait campagne en faveur du OUI) aux européennes de 2014;
- ❖ Les liens négatifs les plus forts avec les niveaux de résultats de partis (en 2013 ou 2014) sont observés entre droit de vote des jeunes (suivi de près par droit de vote étrangers) et Les Verts en 2014;

## Niveau du NON dans les 105 communes et composition sociodémographique

- ❖ De loin, le lien (négatif) le plus fort observé concerne le niveau du NON entre droit vote étrangers et le taux d'étrangers résidant dans la commune => plus ce taux est faible, plus le NON est fort;
- ❖ Cette variable explique à elle seule plus de 40% de la variance du niveau du NON;
- ❖ Ce lien est encore nettement plus fort dans le Centre;
- ❖ Le lien avec la taille de la commune (population totale) est également négatif mais d'ampleur moindre => le NON est plus fort dans les communes moins peuplées;
- ❖ Pas de lien significatif entre le taux de chômage dans la communes et les niveaux de NON;

# Principaux enseignements

Le choix des votes référendaires avaient été arrêtés longtemps à l'avance

Les Luxembourgeois manifestent désormais un très grand intérêt pour les instruments de la démocratie délibérative et impérative

Existence d'une double sphère dans la fabrication de l'opinion politique: les représentants et les représentés

Les Luxembourgeois ne soutenaient pas majoritairement toutes les initiatives de modifications institutionnelles et/ou sociétales

Le rapport à l'Identité, son positionnement personnelle dans la société et son lieu de résidence déterminent son vote en faveur du « oui » et/ou du « non »

A red pencil is positioned diagonally across the upper right portion of the image. The background is a white sheet of paper with faint, light blue or green geometric shapes, including squares and rectangles, and some illegible text. The overall scene is brightly lit, creating a clean and professional aesthetic.

# Merci de votre attention

Chaire de recherche en études parlementaires : [demos@uni.lu](mailto:demos@uni.lu)